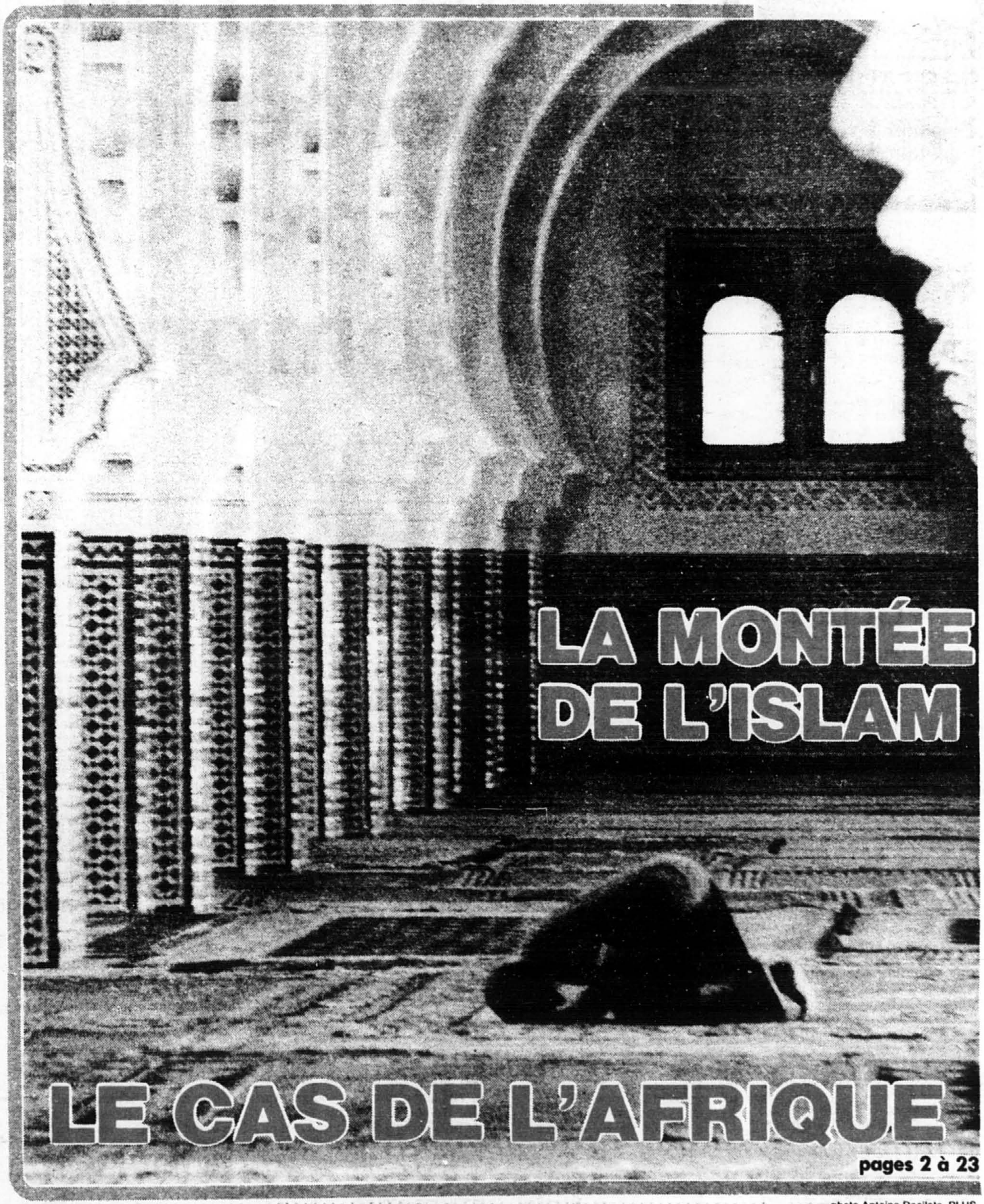
la presse **plus**

☐ MONTRÉAL
8 septembre 1984
volume 2
numero 36



LA MONTÉE DE L'ISLAM

LE CAS DE L'AFRIQUE

pages 2 à 23

photo Antoine Desilets, PLUS

Voie

Allahou akbar! Dieu est grand! Du Maroc à la Thaïlande, des steppes soviétiques aux forêts du Zaïre, cette expression résonne comme le chant de ralliement de près d'un milliard d'êtres numains. L'islam rassemble une part importante de l'humanité, une part qui grandit chaque jour, qui est mal connue de l'Occident et qui fait peur.

C'est que, depuis quelques années, l'Orient mystérieux s'est incarné sous les traits d'ayatollahs qui ne font pas mystère de leurs intentions. Ils proposent au monde une voie nouvelle. L'Ouest est déchu, l'Est est athée, le capitalisme et le marxisme sont renvoyés dos à dos. Reste l'islam, qui apporte la sécurité d'une foi et en même temps la commodité d'un système politique.

Cette troisième voie islamique séduit de plus en plus de peuples qui veulent relever la tête devant les «impérialistes». La bonne nouvelle d'Allah, qu'elle vienne des mollahs d'Iran ou des bataillons de Kadhafi, est synonyme de dignité retrouvée.

C'est un langage auxquels les populations africaines, en particulier, ne sont pas insensibles. Les plus zélés propagandistes de Mahomet l'ont bien compris, qui, à l'aide des précieux dollars du pétrole, ont répandu sur la terre africaine les mosquées, les centres d'études et quelques dons placés entre bonnes mains.

PLUS a profité du passage à Montréal d'un groupe de stagiaires africains en journalisme pour faire le point sur la présence de l'islam en Afrique noire.

Ces finissants en journalisme, confiés à l'Institut international de la communication, de Montréal, ont réalisé cette série de reportages avec la préoccupation d'offrir au lecteur d'ici une vision à la fois juste et critique de la réalité islamique.

Ils y analysent l'islam aux plans politique, économique et humain. Ils nous montrent comment l'islam a imprégné toute la vie sociale et culturelle africaine et comment à son tour, l'islam a pris une très nette couleur locale.

Note collaborateur Jean Gobeil nous situe d'abord dans un texte d'introduction (pages 2 à 4), le contexte mondial du renouveau islamique et le sens de cette affirmation politico-religieuse.

Enfin, PLUS ouvre ses pages à quelques reportages sur l'actualité africaine également réalisés par des journalistes stagiaires des écoles de Dakar et de Yaoundé.

La rédaction

L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier

ÉLECTIONS

Saint-Henri-Westmount

Habiter à la frontière de deux comtés est la plus belle garantie d'une boîte aux lettres bien garnie, les candidats eux-mêmes ne sachant pas très bien où se termine leur circonscription et où commence la voisine. Rue Stanley, c'est Saint-Henri-Westmount; Peel, la rue voisine, c'est Saint-Jacques. Drôle de comté que Saint-Henri-Westmount: les francophones de Saint-Henri, les anglophones de Westmount et la mosaïque ethnique du centre-ville. Peu ou pas d'affiches au centre-ville; les électeurs du coin n'ont appris que récemment le nom du candidat conservateur local, un certain Bertrand Laforte. Que Laforte soit avec lui! Il est, comme on dit dans le jargon électoral, un poteau, c'est-à-dire un candidat kamikaze qui se présente dans un comté où il n'a aucune chance de l'emporter. Du moins, c'est ainsi qu'il était perçu en début de campagne. Mais, sait-on jamais, peut-être passera-t-il avec la vague. Son principal adversaire: le ministre Don Johnston. Le candidat du NPD s'appelle Thompson et le nationaliste, Richard. Le rhino Ali Baba crie Sésame en vain. Culotté ce Laforte: candidat conservateur francophone dans Westmount. On aura tout vu.

PROMENADE

Rue Sherbrooke

Elle sera courte la promenade: le bureau de scrutin est tout près, avenue du Musée au coin de Sherbrooke. Au sortir du Ritz, le bruit de la ville reprend ses droits. Comme tant d'autres, je vote dans un sous-sol d'église, celui de la Erskine and American Church. Temple magnifique dont tous les vitraux sont signés Louis Tiffany. Le maître lui-même. Moyenne d'âge des électeurs du coin: élevée. Une très très vieille dame anglophone à cheveux d'un blanc bleuté est devant moi. Fringuée comme une reine-mère Elizabeth en villégiature dans ses terres d'Écosse, elle décline ses nom et adresse aux scrutateurs: Mac quelque chose. Je l'aurais juré. Le genre à avoir voté conservateur toute sa vie. On lui remet son bulletin de vote, elle se rend à l'isoloir. C'est long. Deux longues minutes passent. Les scrutateurs commencent à s'inquiéter: il y a une limite à être indécis. Finalement, elle sort. Qu'est-ce qui a pu la retenir si longtemps? Peut-être le fait d'avoir donné, pour la première fois de sa vie, son vote à un francophone, le dénommé Laforte.

RESTAURANT

Déjeuner au jardin

Un des plus jolis restaurants de Saint-Henri-Westmount: le Jardin du Ritz. L'oasis du centre-ville. Une fontaine, quelques sculptures, des arbres, des rosiers, un hibiscus. Dans l'étang, un petit abri pour quelques canards. Quel merveilleux endroit pour refaire ses forces avant d'aller voter! Clients et clientes sont calmes dans leur costume de flanelle grise ou leur tailleur clair. Chacun sirote son café, le nez plongé dans le journal. Les canards font grasse matinée dans leur abri. Quelques oiseaux sont à l'affût d'un bout de pain. Au Ritz, on s'attendrait à voir des pinsons. Eh bien, non! Ce sont des moineaux. Qu'ils mangent de la brioche! Les garçons refont le plein de café. Personne ne parle. Probablement des indécis. Les élections et l'affaire de la Gare centrale se partagent la une des journaux. Les crêpes goûtent drôle ce matin.

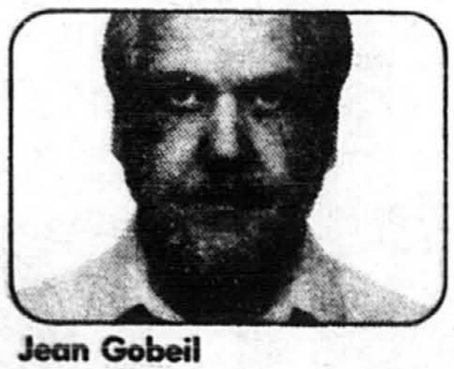
À LA TÉLÉ

Les résultats

Huit heures. Bernard Derome est prêt, on commence. Le jeu des devinettes: qui sera le premier conservateur élu au Québec? Le premier des ministres défaits? Outremont sera-t-il encore rouge? Ouellet résistera-t-il? Garneau ou Hanigan? Le sport: passer d'une chaîne à l'autre. Les résultats concordent. Seul Radio-Québec a du retard, trop occupé qu'on y est à donner la parole à une pléthore d'experts. La marée bleue déferle. On en entend quelques bonnes: le libéral Marcel Prud'homme (réélu) qui affirme être prêt à aider Turner à rebâtir le parti, tout comme il l'a fait avec Pearson dans les années soixante. Ou Roch LaSalle qui parle de son euphorie. Oui, vraiment euphorisant, ce Roch. Même certains commentateurs se surpassent. L'un d'eux déclare que Mulroney doit sa victoire à l'électorat canadien. On s'en doutait bien un peu. Un autre se demande si les électeurs ont voté contre les libéraux ou pour les conservateurs. Il y a du vrai là-dedans. Finalement, Turner est élu dans Vancouver. Son discours apparaît comme le meilleur de sa campagne. Il se fait tard. Dans Saint-Henri-Westmount, nul défilé, nul concert de klaxons: la force était avec Johnston.

L'OCCIDENT FACE À L'ISLAM

La peur d'un phénomène brutal mais mal compris



Jean Gobeil

Depuis une décennie, un véritable électro-choc secoue près d'un milliard d'êtres humains: c'est ce qu'on a appelé, ici le réveil musulman, là la révolution islamique. Le phénomène, à l'Est comme à l'Ouest, fait peur.

Les signes les plus évidents de ce réveil: la révolution des mollahs et des ayatollahs en Iran, les 444 jours de captivité à Téhéran de 52 otages américains, le massacre de bataillons entiers d'«enfants de Dieu» dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, l'assassinat du prédident Sadate et les émeutes en Égypte, les remous sur les campus universitaires du Maghreb, le renforcement de l'application de la loi religieuse dans tous les aspects de la vie civile au Koweït et au Pakistan, les désordres au Nigeria et en Indonésie, la prise d'otages à la grande Mosquée de La Mecque en Arabie Saoudite, les détournements périodiques d'avions, etc.

Abreuvés de ces faits devenus monnaie courante dans l'actualité, les Occidentaux en général, les Canadiens en particulier, en viennent à réduire ce mouvement de réveil à une manifestation de fanatisme religieux à saveur intégriste. L'activisme d'éléments dits obscurantistes et rétrogrades confère un caractère monolithique à ce monde musulman que traversent en réalité de multiples courants idéologiques et religieux.

On en arrive à observer ce réveil, au mieux avec une curiosité méfiante, au pire avec cette bonne vieille xénophobie typique des pays blancs et nantis.

Comment, en effet, comprendre le phénomène mondial du renouveau islamique quand on constate la grande diversité géographique, politique, économique et sociale de tous ceux qui se réclament de la parole de Mahomet? Comment aujourd'hui saisir le message du Prophète qui a apporté au monde une loi qui venait de Dieu et qui lui fut dictée par l'ange Gabriel?

L'islam, on le sait, est par son importance numérique, l'une des premières religions du monde. On estime entre huit cents millions et un milliard le nombre de musulmans et les fidèles du Prophète dépassent de loin les peuples sémites de la péninsule de l'Arabie qui fut le berceau de l'islam. Les musulmans sont dispersés à travers le monde, de la Mauritanie à la Thaïlande et de la Yougoslavie aux Comores. Les communautés les plus importantes se trouvent en Asie non arabe (Indonésie, Bangladesh, Inde, Union soviétique, Afghanistan) puis en Afrique où l'islam ne cesse de gagner du terrain; viennent ensuite les Turcs et les Iraniens.

Le phénomène de la ferveur islamique qui se répand à travers le monde musulman étonne par son ampleur et mérite qu'on s'y arrête; car, il bouscule nos automatismes intellectuels et dérange nos grilles habituelles d'analyse et de compréhension des réalités politiques, économiques, culturelles et sociales du monde contemporain.

Disons d'abord les choses telles qu'elles sont: l'islam fait peur, et pas seulement aux Occidentaux. Face à ce phénomène, nous sommes en présence non pas d'une véritable ouverture d'esprit, mais bel et bien d'une «crainte de l'islam» qui plonge ses racines dans la mémoire d'une Europe jadis menacée. À peine assoupie à l'ère coloniale, cette méfiance des «suppôts d'Allah» s'éveille à nouveau depuis une décennie face à la double offensive de l'islam: économique, grâce au choc pétrolier de 1973; politique, sous forme d'un intégrisme et d'un fondamentalisme militant des «partisans de Dieu».

Il est facile d'occulter le sens premier du grand réveil religieux et spirituel qui bouleverse le monde musulman et qui met en évidence, à ses yeux, l'échec retentissant des grandes idéologies contempo-

→

Cette religion qui mène à croire avec «violence»

Troisième en date des religions révélées, l'islam se considère tout naturellement comme la plus accomplie. Du judaïsme et du christianisme, il retient ce qui constitue à ses yeux l'essentiel, et, comme l'a décrit Roger Arnaldez, «s'il appelle les gens du Livre à la conciliation, c'est en les invitant à reconnaître la vérité de l'islam purement et simplement». Chez le croyant, en effet, cette foi si forte et si totale est d'abord et avant tout celle dont il vit. Il se donne tout entier à sa croyance; et s'il croit avec une telle «violence» et une telle fermeté, c'est qu'à travers le Coran et soumis à la discipline que lui impose les enseignements, il rencontre un Être pour qui il faut renoncer à tout ce qui n'est pas Lui, à qui il faut s'en remettre de tout ce qui préoccupe l'âme et le détourne de Lui. C'est le sens du mot *islâm*, abandon à Dieu: c'est le «tawakkul», l'abandon total à Dieu; c'est le «taslîm», par quoi on veut tout ce qu'Il veut; c'est le «tafwîd», par quoi on se décharge sur Lui de tout désir, de toute recherche, de toute activité qui ne sont pas le désir de Lui, l'activité vers Lui sur la voie où Il guide l'homme.

L'islam, dans son sens profond, est une expérience de type mystique, celle du néant de l'homme devant Dieu qui est tout, celle de la vanité de la parole humaine devant la Parole divine (le Coran), celle du silence intérieur où éclate la Vérité avec une évidence qui la rend indubitable et qui éclaire tout: à sa lumière, chaque chose prend sa place réelle et sa valeur exacte. Quand on a vu une fois qu'il y a Dieu, et qu'il n'y a que Lui, le monde et les choses humaines, au premier abord chaotiques, se rangent en un ordre cohérent et parfait. C'est ce qui donne la force au croyant. C'est là tout le fondement de son réveil.

→

raines du progrès: le communisme et le capitalisme.

La foi islamique

Aucune religion, aucune idéologie actuelles ne présentent une vitalité comparable à celle de l'islam. Pourquoi? L'islam est une foi. La foi du Prophète Mahomet, l'Envoyé (Rasûl) de Dieu. Qu'en savons-nous au juste? Presque rien. Il est vain de dire que le message de Mahomet (comme celui du Christ) livré à l'histoire, s'est developpé, transformé ou altéré. Quel que soit le jugement qu'on adopte sur la valeur de ce que les siècles ont apporté (et les musulmans ont été eux-mêmes sévères sur des «déviations»), le message de Mahomet a une marque originale. Il est doué d'une puissance mobilisatrice qui a façonné et qui façonnera encore des générations d'hommes et de femmes. En cela, le réveil de l'islam nous concerne tous.

L'islam n'est pas seulement une série de dogmes, d'actes de culte ou de préceptes. C'est une manière d'être profonde, une «fitra», qui caractérise le croyant dans ce qu'il a de plus fondamental en lui. Comprendre l'islam, comprendre le Prophère Mahomet, c'est comprendre ce message dans toute sa force.

La cité musulmane

L'islam est une fois, mais c'est aussi ce que Maxime Rodinson appelle une «vocation à structurer le domaine politique et social». C'est-à-dire une idéologie religieuse d'organisation de la société où l'ensemble des liens régissant les rapports entre les croyants définit une cité. Pour tout musulman, l'islam apparaît comme un véritable parti politique porteur d'un modèle que sa foi le persuade, de plus, d'être le meilleur.

En gros, depuis le siècle dernier, deux courants majeurs, parfois violemment opposés, témoignent du vécu politique et du réveil de la «mosaïque islamique». D'abord, les modernistes qui, sous l'impulsion des réformes révolutionnaires entreprises par Mustapha Kemal en Turquie, au début du siècle, ont cherché à bâtir un projet de «libération» de leurs peuples respectifs par l'application des idées de progrès. Reza Chah Palevi, puis son fils Mohamed Reza en Iran, Nasser en Égypte, Bourguiba en Tunisie, Boumediène en Algérie, les dirigeants du parti Baas en Syrie et en Irak et ceux de l'OLP, tous chercheront, au sortir du colonialisme, au moyen de l'idée nationale, de la communauté de langue, de l'esprit laïc et scientifique, à édifier des États modernes et «progressistes.»

Le modernisme est apparu un moment comme la clé du progrès et renouveau islamique. Mais, une minorité seulement en a profité, de manière trop souvent scandaleuse, et elle a laissé s'installer des inégalités sociales criantes. Le kémalisme a été battu en brèche dans son pays. La renaissance promise s'est traduite dans les faits par un sous-développement généralisé et par la main-mise économique étrangère. La récession mondiale a trahi l'espérance du pétrole. Le chah d'Iran a été renversé au profit d'une théocratie totalitaire. Enfin, la succession des défaites devant Israël a achevé de démontrer l'incapacité des idéologies laïques à réaliser les aspirations populaires.

→

→

Longtemps relégué aux oubliettes, le courant fondamentaliste n'avait jamais complètement disparu; mais, il a fallu le triomphe de Khomeiny pour qu'il gagne des millions d'adeptes en canalisant autour de l'islam puriste le mécontentement populaire trop longtemps refoulé dans les mosquées. En quelques années, le climat socio-politique du monde islamique a changé de façon spectaculaire. Turcs, Iraniens, Pakistanais, Indonésiens, Africains ou Arabes, progressistes ou conservateurs, marxistes ou dictatoriaux, tous les régimes craignent désormais les flambées intégristes. L'islam, disent les fondamentalistes, contient en lui-même tous les éléments permettant de répondre aux défis des temps modernes. Oublions les modèles occidentaux et rétablissons un gouvernement islamique conforme à l'idéal coranique.

Au coeur de la tension et du réveil islamique, il y a une quête d'identité et de dignité. Le retour à la tradition ne s'explique pas seulement par le relatif échec des modèles importés, mais surtout par le besoin qu'a chaque homme, chaque femme, surtout s'ils se sentent exploités et méprisés, de se retrouver dans une communauté de croyants (oumma) qui seule propose le salut terrestre et divin par la foi.

Dans un ouvrage lucide et serein, *L'islam, la peur et l'espérance*, Habib Boularès soutient que les musulmans doivent «se réapproprier leur religion», retrouver le chemin de l'islam originel trop souvent enfoui sous le monceau des commentaires. Revenir au Coran, mais en comprenant le texte «selon les exigences du siècle». Il souligne l'incroyable faculté d'adaptation de l'islam et le nouveau départ que prendrait cette religion si les deux bouts de la chaine — fidélité au texte fondateur, prise en compte de la modernité — étaient tenus. Entre un laïcisme à la Mustapha Kemal et le recours à une mollarchie rétrograde, il y a place, pense l'auteur, pour un islam intelligent et modéré.

L'islam noir

En Afrique, où près de 200 millions d'hommes et de femmes partagent la foi musulmane y a-t-il réveil, renouveau, voire déferlement de l'islam à travers le continent noir? S'agirait-il d'un islam «au rabais» en dégénérescence par rapport à l'islam pur et dur des pays arabes? Cette religion fait-elle la guerre au christianisme, au capitalisme, au communisme? Joue-t-elle un rôle de moteur révolutionnaire à l'instar de ce qui se passe en Iran? Est-elle intégriste ou tolérante, un corps étranger dans la culture africaine ou facilement adaptable à celle-ci? Autant de questions qui intriguent les Occidentaux et qui donnent lieu trop souvent à des clichés simplistes.

Pourquoi et comment s'est effectuée la longue conversion à l'islam? Quel est l'impact de l'islam sur les systèmes et les institutions politiques d'Afrique noire? L'apport de la femme africaine à l'islam est-il jugé positivement ou négativement par les confréries islamiques africaines? Qu'en est-il de l'enseignement coranique en Afrique noire? Comment célèbre-t-on les grandes fêtes musulmanes comme la Tabaski? Comment vit-on le temps du Ramadan? L'islam est-il synonyme d'aliénation en Afrique ou, au contraire, la montée islamique porte-t-elle dans sa mouvance un projet de renouveau?

La première constatation importante, c'est qu'il n'y a pas un islam en Afrique noire, mais plusieurs. Sans parler des différentes sectes ou familles spirituelles à l'intérieur de l'islam — le sunnisme, le chiisme, le soufisme, — la foi musulmane s'est répandue à travers le continent noir, grâce aux commerçants qui ont créé un réseau de «confréries musulmanes» mais, en se transformant au contact de la culture ambiante pour aboutir souvent à un syncrétisme avec les religions traditionelles.

Il existe donc une religion populaire, tolérante et mêlée aux apports culturels extérieurs, mais nullement au rabais et qui se voit menacée ou au moins concurrencée aujourd'hui par les courants réformistes nés du réveil d'un islam plus intégriste et plus militant venu de l'Iran en passant par le Maghreb.

Dans l'islam confrérique, la relation à Dieu se fait par l'intermédiaire de saints et de mystiques alors que l'islam réformiste est fondamentaliste et insiste sur le respect intégral du texte, prêchant le salut par la loi. Si, numériquement, l'islam est le plus souvent minoritaire en Afrique noire (sauf dans la région subsaharienne) sa progression est indéniable, et il se présente à terme comme le grand rival du christianisme, des religions traditionnelles et des sectes diverses importées d'Amérique.

Le choix du thème que proposent les étudiants et les étudiantes en journalisme du CESTI et de l'ESTI pour ce numéro spécial de PLUS — Islam-Afrique témoigne de l'importance et de l'actualité de ce débat parmi les communautés islamiques du monde entier et singulièrement chez la jeunesse des pays musulmans. Cette vaste enquête sur l'islam contribuera à dépasser les clichés habituels entretenus sur le réveil islamique et, souhaitons-le, en dépassant les frontières de notre connu, suscitera une réflexion qui permettra de mieux saisir le sens réel des enseignements du Prophète. □

Les cinq préceptes imposés aux croyants

1) LA PROFESSION DE FOI:

«Il n'y a d'autre divinité que Dieu et Mohammed est son prophète.»

2) LA PRIÈRE:

Cinq fois par jour, le musulman, tourné vers La Mecque, doit faire acte de louange, d'adoration et de fidélité à Dieu.

3) L'AUMÔNE:

Un «impôt religieux» prélevé sur les riches pour être réparti entre les pauvres.

4) LE JEÛNE:

Il est obligatoire pendant tout le mois du Ramadan; de l'aube jusqu'au coucher de soleil il est interdit au croyant de manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles.

5) LE PÈLERINAGE:

Une fois dans sa vie, le musulman doit se rendre à La Mecque.

photo Antoine Désilets, PLUS

L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

Une foi à l'assaut du pouvoir

L'Afrique noire vit encore une foi profonde incarnée dans une très grande diversité religieuse. L'islam et le christianisme sont venus de l'extérieur s'ajouter et même se substituer aux multiples religions animistes traditionnelles. Le développement de la foi islamique dans cette région du monde a spécialement retenu l'attention au cours de ces dernières années. Ainsi, il s'est créé un fait musulman qui agit sur le comportement des hommes et oriente dans une certaine mesure, le fonctionnement des institutions politiques des États.

Des données observées à l'intérieur de certaines nations fortement islamisées, comme celle du Sénégal, illustrent cette constatation.

Dans ce pays, le débat sur «l'impérialisme» de l'islam dans la vie politique nationale est un problème réel qui préoccupe l'ensemble de la société. En raison de sa spécificité, l'islam est devenu un pouvoir politique effectif avec lequel l'État est tenu de composer.

L'islam noir africain en général et sénégalais en particulier est un élément de la Umma (communauté universelle des musulmans). Toutefois, il reste fortement imprégné par des valeurs et des comportements sociaux originaux. Au-delà de sa liaison étroite avec le fait ethnique, cet islam est marqué par l'importance du phénomène des confréries. Elles sont apparues dans le Maghreb et sont très répandues dans les régions islamisées du continent noir.

Une confrérie est une orientation mystique de l'islam qui recherche la fusion avec Dieu par l'intermédiaire d'un chef spirituel. Un chef à qui la communauté donne le nom de Marabout. Cette orientation porte le nom de soufisme. Marabouts et confréries sont presque dans l'islam ce que sont prêtres et congrégations dans l'Église.

Vivre la foi

Deux grandes confréries se partagent les musulmans d'Afrique noire. Il s'agit de la tydjanya et du qadrya. Elles se distinguent par la récitation de litanies plus ou moins longues, mais elles demeurent deux voies parallèles. Au Sénégal, le mouridisme est la troisième confrérie qui s'ajoute à la tydjanya et au qadrya. Le mouridisme d'inspiration soufiste aussi, est une voie typiquement négro-africaine. On estime qu'il est la deuxième confrérie au Sénégal par son audience.

Les relations entre l'État sénégalais et ces trois principales hiérarchies musulmanes sont très complexes. Elles sont essentiellement assises sur un système de dépendance mutuelle. Chacun a besoin de l'autre: les confréries courtisent l'État pour faire vivre la foi, mais surtout pour asseoir et fructifier un important empire économique; l'État, de son côté, sollicite les faveurs des confréries, garantes d'une stabilité politique et d'une certaine paix sociale pour le régime. Ainsi, le pouvoir politique est entré avec le clergé musulman dans un système d'alliance qui l'oblige à répondre à ses moindres sollicitations. Même si la nation doit en souffrir.

Abdou latif Coulibaly

En période d'élections, tous les partis politiques sollicitent de manière explicite ou déguisée l'appui des chefs spirituels des confréries. Aucun chef politique, même marxiste ne voudrait s'aliéner les sympathies des marabouts.

Dans ces conditions, on peut s'inquiéter du devenir des règles qui fondent les institutions politiques sénégalaises. Entre autres règles: le principe de la laïcité républicaine. Une saine conception du caractère laïc de l'État constitue pour tout Sénégalais une garantie précieuse pour vivre sa foi. La quête constante par le pouvoir temporel des faveurs des forces musulmanes peut être une menace réelle pour ce principe. Heureusement, pour le moment, les signes ne manquent pas, montrant que la nature laïque de l'État est encore préservée.

Dans d'autres États noirs africains islamisés, la situation est relativement semblable à celle du Sénégal.

Au Nigeria

Au Nigeria aussi, l'islam n'est pas seulement une pratique quotidienne: il joue un rôle politique important. L'histoire récente a montré que la religion de Mahomet a nettement influencé les moeurs politiques de ce pays. On rapporte que dans le Nigeria septentrional, fortement islamisé, aucune statue ne peut s'élever pour perpétuer la vie d'un citoyen qui s'est distingué dans la nation. L'interdiction traditionnelle, en islam, de reproduire la figure humaine, a fait reculer tous les gouvernements fédéraux nigérians dans leur tentative d'édifier une statue à la mémoire d'Amadou Bello (premier ministre assassiné).

Quelques années après l'indépendance de ce pays, le principal parti politique, le Northern People's Congress, y était l'expression d'une aristocratie cléricale. Composé en majorité des ethnies haoussa et kanouri, il prônait l'instauration d'un État fédéral théocratique musulman. L'avènement au Nigeria de régimes militaires durs n'a jamais changé radicalement la situation. Les importants privilèges économiques des sanctuaires islamiques sont préservés. Par ailleurs, leur influence dans la politique fédérale est demeurée constante. La nomination d'un gouverneur d'État fédéré obéit aux règles d'un savant dosage entre les différentes sensibilités religieuses. Ainsi, les États du nord nigérian sont pratiquement la chasse gardée des musulmans.

De façon très générale, l'islam noir africain pousse son influence jusque dans les entreprises d'édification nationale et de la détermination des politiques internationales des États. La question de l'incidence de l'islam sur la constitution des nations en Afrique se pose de diverses manières. Dans les sociétés majoritairement musulmanes, la foi a eu un effet bénéfique sur la construction de la nation. Le désir de vivre la foi par la communion des âmes a créé dans la Umma le sentiment de constituer un groupe fort et uni, une communauté capable de former un État-nation. Dans un certain nombre de pays où le fait musulman est très peu développé, l'islam a quelquefois rendu plus complexe le jeu des rivalités confessionnelles. Rivalités qui entravent la construction nationale. La minorité islamique a souvent été à la base de crises qui ont menacé l'intégrité des États.

Ce fut le cas dans plusieurs pays. La plus actuelle de ces crises est celle du Tchad, où le conflit à l'origine a opposé les populations islamisées à celles qui ne l'étaient pas.

→

Martin Mbida

Une nouvelle élite voit l'Islam d'un oeil très critique

Yaoundé, avril 1984. *Objectif*, mensuel camerounais, titre à la une: «Kadhafi veut aussi le Cameroun!» Vive émotion auprès des masses et de la classe politique camerounaise.

Kadhafi étant au Tchad, qu'est-ce qui pourrait bien l'empêcher de traverser le Chari et de se retrouver au Cameroun? Hubert Mono Ndjana, universitaire et auteur de l'article, révèle qu'au nom de l'Islam, le maître de Tripoli aurait bien envie d'étendre la république islamique jusqu'à Ngaoundéré! (province de l'Adamaoua, au nord du Cameroun). Aussitôt, l'information va circuler de bouche à oreille et susciter beaucoup de passions au sein de l'opinion camerounaise. Néanmoins, elle aura le mérite de prouver que les Camerounais se méfient du prosélytisme religieux et tiennent farouchement au concept de laïcité de l'État.

Le zèle religieux du maître de Tripoli va raviver l'hostilité qu'une partie de la nouvelle intelligentsia nourrit à l'égard de l'Islam. Dans le tome 1 de son Livre vert, Kadhafi invite les peuples du Tiers monde à se détourner du socialisme marxiste et du libéralisme capitaliste. Pour lui, il s'agit de trouver une troisième voie, de forger une troisième théorie, inspirée des principes de l'Islam. À travers des interviews, des discours, des articles, des livres, Kadhafi ne cesse de convier ces peuples à redevenir eux-mêmes, c'est-à-dire musulmans!

Africanité et Islam

Mais la nouvelle intelligentsia ne l'entend pas de cette oreille. Car le rapport qu'elle entretient avec la religion de Mahomet est critique. S'expliquant sur le sens de son film *Ceddo*, le cinéaste sénégalais Sembene Ousmane remarquait que l'Islam, comme toutes les religions importées telles que le christianisme, a souvent été utilisé par les pouvoirs dominants pour endormir les consciences populaires et dominer le peuple. Pour cet artiste, il faut situer la fonction historique et idéologique de la religion. L'Islam comme toute religion est un phénomène qui travestit les processus sociaux réels. Il n'est pas aussi africain qu'on le croit.

C'est la même position qui transparaît dans une interview que le jeune dramaturge Ghonda Nounga nous a accordée. «N'en déplaise aux auteurs comme Cheick Hamidou Kane qui, dans son roman *l'Aventure ambiguë*, semble opposer la civilisation occidentale à l'africaine, l'Islam est une religion exogène. Quand on le lit attentivement, on s'aperçoit qu'il fait des modes de vie islamiques des traditions authentiquement africaines. Or le contact entre l'Afrique et l'Islam s'est fait par l'épée. Les Arabes ont imposé cette religion au sud du Sahara par le sang. L'Islam n'a pas livré une lutte frontale contre les traditions africaines. Il a préféré s'en accommoder quitte à mieux les pénétrer pour mieux les combattre. Et certaines forces traditionnelles et religieuses telles que les Mourides au Sénégal exploitent cyniquement le petit peuple.»

La nouvelle pensée africaine se caractérise par la lutte radicale qu'elle mène contre toute forme d'aliénation, c'est-à-dire contre la pratique du *dessaisissement* qui s'exprime par le fait que l'homme dans ses manifestations culturelles et sociales ne traduit plus son être authentique. De même l'homme aliéné ne peut, sous la domination des préjugés religieux, manifester la pleine dimension de sa créativité (fondée sur la raison, la pensée libre). Cette nouvelle critique s'oppose à toute forme de domination: politique, économique, culturelle et sociale. Pour elle, l'Islam repose sur le credo, le dogme, et conduit fatalement à l'intégrisme et au fanatisme, et à une forme bien particulière d'esclavagisme.

«Me critiquer c'est critiquer Dieu...»

Le Caire 1980. *L'aid el kébir*, c'est la grande fête de l'Islam qui commémore le sacrifice d'Abraham. Ils sont près de 4 000 intégristes sur la place d'Addine, face à l'ancien palais royal. Ils répondent à l'appel d'une mystérieuse association, bien implantée dans la jeunesse égyptienne. Le groupement égyptien invitait depuis plusieurs semaines les vrais croyants à se réunir en ces lieux pour la prière de l'aube. Parmi eux près de 10 000 femmes, couvertes de la cagoule blanche, devenue le véritable uniforme du mouvement islamique féminin en Égypte.

Un service d'ordre parfaitement organisé, musclé et barbu, veille à ce qu'aucun incident ne vienne troubler la cérémonie et jeter le discrédit sur le mouvement. Pas de provocations, pas de bavures, pas d'affrontements, pas d'interventions de la police. Le gouvernement égyptien a décidé de laisser la cérémonie se dérouler, bien qu'organisée par un mouvement non reconnu. Les intégristes musulmans viennent de remporter une grande victoire, résultat d'une lutte sans merci engagée depuis plusieurs années «pour le bien de l'Islam». Face à ce genre de victoires remportées par les plus fanatiques adeptes de Mahomet, la nouvelle critique africaine s'émeut. Le poète camerounais René Philombe craint que cette montée de l'intégrisme n'entraîne un renforcement du fanatisme, de l'obscurantisme et de l'intolérance.

Dans un entretien accordé à Souhayr Belkacem de *Jeune Afrique* le 28 mars 1979, l'imam tunisien Hassan Ghodhani révèle la représentation qu'il a de ses fonctions et de lui-même: «Me critiquer, c'est critiquer Dieu! Les dirigeants de ce pays le savent bien. C'est pourquoi je peux m'exprimer librement. Nous refusons la séparation entre l'État et la religion.» De telles positions renforcent l'argumentation des nouveaux critiques de l'Islam.

Faut-il croire pour être africain?

Voyant le traditionalisme comme immobilisation de la tradition posée comme un absolu et ne pouvant être affectéee par les changements de l'histoire, le philosophe Marcien Towa déclare: «Les cultures islamique et judéo-chrétienne nous offrent des exemples parfaits de traditionalismes théologiques. Prenons la Bible, elle contient l'exemple de la culture judéo-chrétienne: littérature (épopées, poèmes lyriques, récits plus ou moins romancés, proverbes), lois, institutions, mythes. Cet ensemble n'est certes pas complet: toute la tradition reflétant les croyances polythéistes a été impitoyablement éliminée ou modifiée et réinterprétée dans le sens de l'orthodoxie monothéiste. L'ensemble de ce qui a été retenu est considéré comme provenant de Dieu lui-même et donc parfait pour l'essentiel. La révélation contient aux yeux du croyant toute la vérité qui demanderait seulement à être comprise et appliquée. Tout ce qui est manifestement opposé au contenu de la révélation est écarté et combattu comme une erreur. On peut faire les mêmes observations sur le Coran, le livre saint des musulmans. Il est même plus dogmatique et plus brutal, si possible, bien que le nombre de ses dogmes soit plus réduit. Ce qui est absolutisé dans ses textes c'est tout simplement les cultures particulières de certains peuples sémitiques.»

Et Towa d'ajouter fermement: «Le rapport entre traditionalismes ne peut être que d'exclusion. La prétention à la perfection et à l'immutabilité d'une culture entraîne comme conséquence immédiate l'intolérance et finalement la violence. Une tradition parfaite n'a besoin de rien, d'aucun apport extérieur et exclut donc en principe l'autre.»

Certes, face à l'évolution de l'Afrique, l'Islam a changé de tactique, reconnaît Towa. Il ne condamne plus et ne rejette plus en bloc les traditions africaines. Mais l'Islam est présenté par ses adeptes comme la vérité absolue et l'unique salut. Simplement ils tolèrent dans les cultures traditionnelles africaines ce qui ne contredit pas leurs dogmes: Mais eux demeurent inébranlables.

Et Towa de convier les Africains à dépasser le traditionalisme théologique islamique et à prendre le chemin de l'initiative créatrice. Autrement dit, bouleverser de fond en comble le grenier culturel africain et le restructurer selon les impératifs de transformation révolutionnaire de la présente condition de l'Afrique caractérisée par le sous-développement et la domination néo-coloniale.

En Afrique, on s'aperçoit que la religion de Mahomet n'a pas que des adeptes. Elle a aussi ses critiques, et ils ne manquent pas d'arguments. □

→

Orientation intégriste

Au cours de ces dernières années, il s'est développé dans l'islam noir africain un fort courant réformiste. Cette volonté de réforme a souvent une orientation intégriste. Cette tendance peut engendrer des facteurs de destabilisation des systèmes politiques. La révolution iranienne a fasciné certains fanatiques qui, sans aucun doute, voudraient s'en inspirer pour bâtir dans le Sud du Sahara des États théocratiques musulmans.

Il convient de noter l'action modératrice du clergé musulman organisé dans les confréries face à la montée de cet intégrisme. Au Sénégal par exemple, les marabouts apprennent aux talibés (fidèles) à discerner dans le dynamisme islamique une clarification et un approfondissement de la vie religieuse musulmane. Avec tout ce que cela comporte comme ouverture à toute valeur authentique incarnée par l'autre. C'est là une preuve que les confréries, c'est-à-dire l'islam, n'influenceraient pas toujours de manière négative les institutions des États.

L'incidence de l'islam dans la détermination de la politique internationale de certains États de l'Afrique noire musulmane, est devenue nettement perceptible à partir de la guerre du Kippour qui opposa Arabes et Israéliens en 1967. À partir de cette date, pour des raisons de principe et de la pression des puissances économiques arabes, la quasi-totalité des États noirs africains ont rompu avec l'État hébreu. Dans les pays fortement islamisés, la communauté interne ne pouvait pas accepter que les pouvoirs politiques nationaux ne rompent pas avec Israël, considéré comme le profanateur des lieux saints de Jérusalem et exterminateur d'une partie de la Umma islamique, les Palestiniens.

Kadhafi

Cette solidarité politique inspirée par l'islam a été consacrée sur le plan diplomatique. La totalité des États noirs majoritairement musulmans (Sénégal, Mali, Niger, etc...), parfois minoritairement (Gabon) adhèrent à la conférence islamique internationale.

Enfin, l'échec de la plupart des politiques noires africaines de développement économique ont incité certains dirigeants à chercher dans l'islam les recettes d'un changement qualitatif de leurs structures économiques nationales. La Libye de Kadhafi est l'expression concrète de ce modèle de développement par l'islam. Les idées du dirigeant libyen développées dans son Livre vert font recette auprès de certains Africains.

Toutefois, il faut admettre que ces idées n'ont pas eu d'impact réel auprès des sociétés islamisées d'Afrique noire. Elles n'ont encore influencé aucune politique officielle. Cependant, elles méritent d'être suivies, car elles animent de manière dynamique le débat politique dans certains États. La nouvelle importance du fait islamique en Afrique noire est constatée. Mais les États sont inégalement touchés. Il est de toute évidence un facteur de changement politique. Cependant, il est difficile de déterminer le sens et l'ampleur des transformations qu'il peut encore occasionner dans l'Afrique noire. □

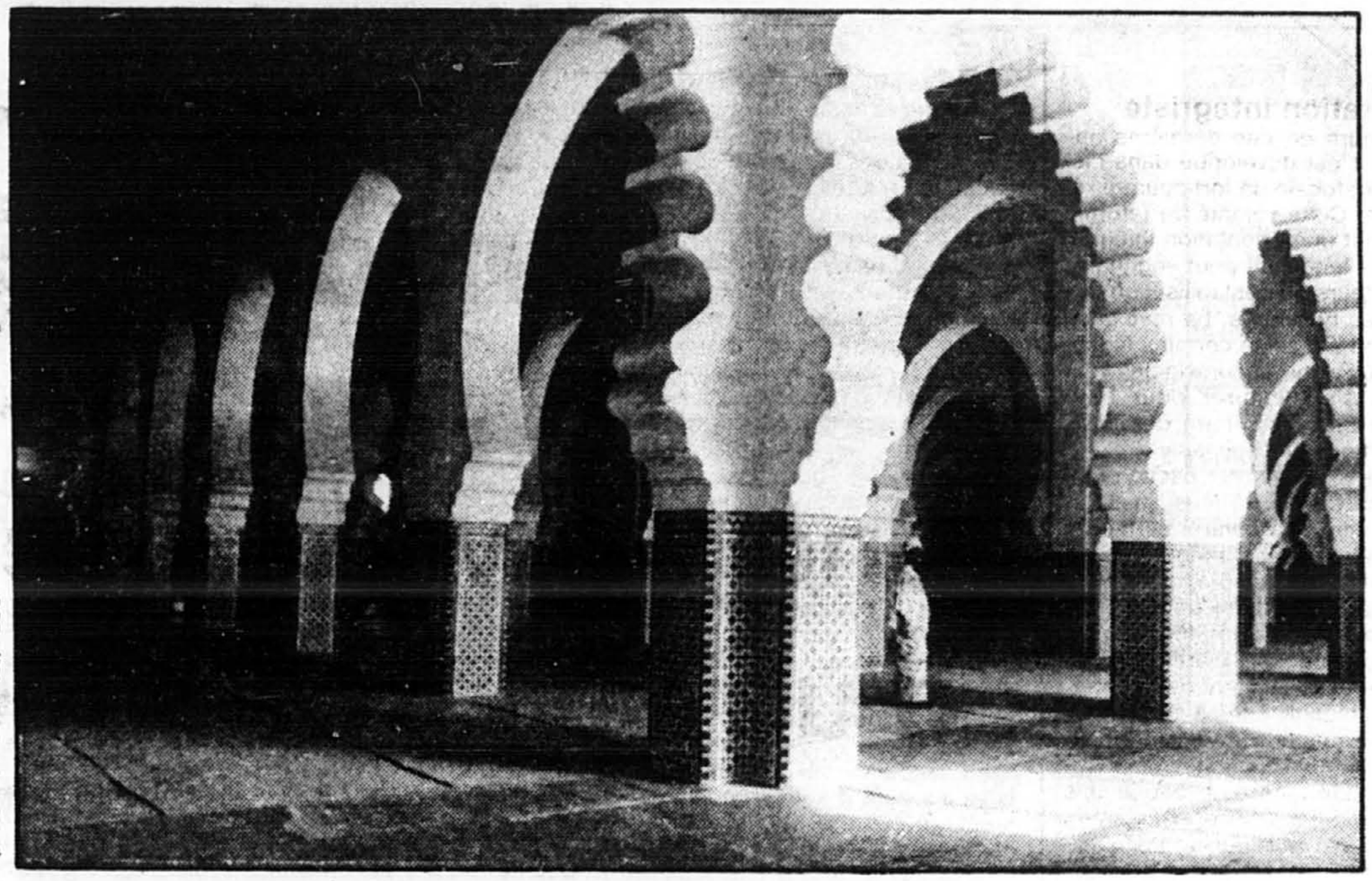


photo Antoine Desilets, PLUS

Un allié puissant de Mahomet: l'islamo-dollar

Ibrahima Sory Baldé

Entre 1973 et 1982, les pays arabes ont, sous forme d'aide, de prêts et de dons, accordé environ 5 milliards de dollars US aux pays africains. Derrière cette coopération se jouent des intérêts économiques et sociaux d'une part, politiques et culturels d'autre part. Aujourd'hui, pour ces intérêts inavoués, on assiste dans de nombreux pays à la percée de l'islam.

Combien sont-ils aujourd'hui les hommes politiques africains qui ont opté pour l'islam? Bien souvent d'ailleurs ils étaient chrétiens. Le plus célèbre d'entre eux, Sékou Touré, de Guinée, est décédé récemment. Lui qui, avant d'entrer dans le cercle des pays islamiques était connu pour ses critiques à l'endroit des royaumes du Golfe arabique. Il n'hésitait pas dans un pays peuplé à 80 p.cent de musulmans à déclarer qu'il ne croyait qu'en sa révolution. Une enveloppe financière est venue un bon matin d'Arabie Saoudite pour changer les idées de ce leader. Il commença ainsi à islamiser son pays. Fermant les brasseries, les boîtes de nuit et allant même jusqu'à mettre des bâtons dans les roues de l'Église catholique. Dans ses visites à l'extérieur du pays, il se faisait le messager de l'islam. Sa politique fut payante. Jusqu'à sa mort, son pays était le premier au sud du Sahara à bénéficier de la manne des pétrodollars.

Arme de pouvoir

Ahmed Sékou Touré savait mieux que quiconque se servir de l'islam pour contrôler son pouvoir. Son économie, ces dernières années, n'a tenu que grâce à l'aide des pétrodollars. Contesté chez lui, il a pu contenir ses adversaires, en jouant la carte islamique. Il est allé de nombreuses fois effectuer son pèlerinage à la Mecque. À chaque fois, il amenait avec lui de nombreux chefs religieux, qui, à leur retour, lui restaient fidèles. Plus tard, il donnera à ces hommes de Dieu des pouvoirs de décision. Et dans ce pays fortement islamisé, la population s'est ainsi soumise à la volonté que lui dictaient Sékou Touré et les chefs religieux. Tout discours, toute manifestation, toute cérémonie commençait et se terminait par un serment sur le saint Coran.

Seulement, de nombreuses personnes étaient convaincues que le maître des lieux ne cherchait qu'à asseoir son pouvoir. Le champagne se buvait bien dans les hautes sphères de l'État, le jeûne n'était pas observé, les mosquées souvent vides. Même si ces derniers mois on a noté des affluences records, la rumeur circulait que les «fidèles» s'y rendaient pour prier Dieu de les débarrasser de leur chef. Ils se retrouvaient aussitôt après dans les débits clandestins de boissons alcoolisées.

Dans bien d'autres pays on peut facilement noter ce phénomène. On courtise les pays arabes pour avoir un financement et on utilise les chefs religieux pour contenir les populations. Les lobbies islamiques ne se comptent même plus. Et pour se faire élire, les hommes politiques savent où mener leurs campagnes. Au moment de toutes les crises sociales, les chefs religieux sont appelés par les autorités. Telle est la situation dans bien des pays africains.

Idi Amin Dada, l'ancien chef d'État ougandais, avant de chuter bénéficiait d'un important concours arabe. Rejeté par la communauté internationale, combattu par ses opposants appuyés par l'armée de Tanzanie, ce bon musulman n'avait trouvé d'appui qu'auprès des capitales arabes. Les armes et les munitions ne lui manquaient pas et Kadhafi est même allé jusqu'à lui fournir des troupes. Il ne fallait pas laisser mourir un pays qui s'islamisait. Surtout que c'était des troupes d'animistes et de chrétiens qui le combattaient. Amin Dada, dans sa retraite saoudienne entretient toujours le rêve de reprendre le pouvoir.

Pétrodollars

Les crises énergétiques des années 70 ont propulsé les pays arabes exportateurs de l'or noir sur la scène internationale. Ils sont de nos jours courtisés aussi bien par les pays industrialisés que par les nations en voie de développement. Les dollars qu'ils ont pu tirer du fond de leurs puits sont la principale cause de cette émergence.

Ce sont ces mêmes dollars qui ont facilité la pénétration arabe en Afrique. Les premiers bénéficiaires de l'aide des nouveaux riches furent les pays où l'islam était la religion dominante: plus d'une dizaine, qui s'étendent, d'ouest en est de l'océan Atlantique à l'océan Indien, et du Sahara jusqu'à la limite nord de l'équateur. Ces pays sont aujourd'hui encore les premiers bénéficiaires de l'enveloppe financière des bailleurs de fonds arabes.

Le marché financier international étant de plus en plus difficile à convaincre, les Arabes, qui jouent déjà d'importants rôles au sein du F.M.I. et de la Banque mondiale, investissent l'Afrique. Une Banque arabe pour le développement économique en Afrique est créée. Elle finance des projets agro-industriels, d'infrastructure, etc. À côté de cette institution, les différents fonds de développement des pays de l'OPAEP — Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole — interviennent sur le plan bilatéral pour aider les nations en difficulté.

Ainsi, beaucoup de mosquées et d'instituts islamiques ont été édifiés au cours de ces dernières années dans les différents pays d'Afrique, grâce aux capitaux arabes. À côté, on peut remarquer la réalisation de quelques centres sociaux, de quelques routes et d'unités agro-industrielles.

Les hommes politiques africains ont inscrit en lettres d'or les noms des capitales arabes sur leurs itinéraires de voyages. Il ne se passe pas un trimestre sans que l'un d'entre eux n'y fasse une visite de travail. Au chapitre des discussions, le dossier islamique est très élaboré. Il est celui qui peut attirer une oreille attentive du donneur arabe. Depuis plus de dix ans, le fait se consolide. À Riad, Bagdad, Bahrein, Koweït, Tripoli, etc., la réponse est bien souvent la même: au nom de la solidarité islamique et pour la construction de nations islamiques, nous vous promettons de vous venir en aide.

Percée réelle

En Afrique, ils n'étaient au début des années 60 que près de cent millions. De 200 millions qu'ils sont maintenant, combien de musulmans comptera le continent à la fin du siècle? Aussi, au début des annés 60, on ne comptait aucune nation islamique en Afrique subsaharienne. La Mauritanie et le Soudan, récemment, ont donné le ton. D'autres pays pourraient emboîter le pas.

C'est en raison des difficultés →

plus

éditeur
Roger D. Landry

éditeur adjoint
Réal Pelletier

chef des chroniques
Manon Chevalier

secrétaire de rédaction
Roch Côté

collaborateurs
au Québec
Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Alain Borgognon
Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Lucie Faniel
Andrée Ferretti
Pierre Godin
Serge Grenier
Sophie Huet
Albert Juneau
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Pol Martin
Mario Masson
Simone Piuze
Pierre Racine
Georges Schwartz
René Viau

Ottawa Michel Vastel
Toronto Patricia Dumas
Vancouver Daniel Raunet
Managua Jacques Lemieux
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapierre
Bruxelles Claude Moniquet
Chypre Robert Pouliot
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service et de Reporters associés.

publicité
générale:
Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée.
Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry

responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier

secrétariat
Micheline Perron

Tél.: (514) 285-7319

auxquelles font face les pays africains que le mouvement gagnera du terrain, pour porter le message de l'islam dans les quatre coins du continent. Il a déjà gagné l'équateur pour trouver des adeptes en Afrique centrale — Congo, Gabon, Zaïre, Burundi, etc. Ces pays étaient fortement animistes mais comptaient de nombreuses populations christianisées. Curieusement, au moment où partout on note la percée islamique, on arrive à la conclusion que les autres religions, lorsqu'elles ne perdent pas d'adeptes, ont de sérieux problèmes à en recruter d'autres.

Républiques islamiques

En Afrique, dans la plupart des cas, le débat politique est absent. Les pouvoirs en place ont les mains libres, au plan national, pour mettre en application leurs projets. Aujourd'hui, les bailleurs arabes ne demandent que peu à leurs «partenaires» africains. Demain il y aura d'autres conditions. Même s'il n'est pas sûr qu'ils conseillent la création de pays islamiques, il reste que leur aide ira à ceux qui s'engageront dans cette voie.

Les prémisses d'une telle démarche sont apparues depuis la guerre du Sinaï. La rupture avec Israël était moins une question de la violation des droits des Palestiniens, que l'exécution d'une volonté des pays arabes. Tout pays entretenant des relations avec l'État hébreu s'est vu retirer l'assistance arabe. Aussi, il fallait à chaque instant se ranger du côté des riches princes pour se voir arroser de pétrodollars. Pour ces raisons, il n'est pas impossible de voir naître, dans l'espace ouest-africain surtout, des pays islamiques.

C'est la région en Afrique qui a le plus entretenu des rapports avec le Proche et le Moyen Orient, depuis le 10e siècle. Les universités islamiques construites à cette époque sont restées célèbres. Des Arabes y sont même venus pour apprendre. Dans ces pays, les chefs religieux ont des pouvoirs de décision. Ils ont des fidèles adeptes qui ne se mettent au service de la nation qu'à leur autorisation. Seront-ils les ayatollahs de demain?

La question mérite d'être posée quand on sait que les jeunes élites dans ces pays se démarquent de plus en plus du marxisme athée pour s'orienter vers un islam pur.

Pour l'heure, seule la Guinée dispose d'un ministère des Affaires islamiques. En plus, comme dans les autres pays, ses chefs religieux sont régulièrement consultés pour trouver les solutions aux problèmes sociaux qui se posent fréquemment. Il reste à savoir si les nouveaux dirigeants du pays rétabliront les autres minorités religieuses dans leurs droits. Et surtout, si l'importance accordée aux imams et autres dignitaires de l'islam dans le pays sera révisée.

Le raz-de-marée de l'islam en Afrique est certes une conséquence logique de l'augmentation rapide des naissances dans la communauté musulmane, des nombreuses reconversions d'animistes et de chrétiens. Mais elle est aussi la résultante d'un fait nouveau: l'islamo-dollar. □

L'islam des nouveaux riches

Zachée Tafong Tchitchi

Dans les années 70, l'école coranique enregistre de nouvelles recrues. Pas n'importe lesquelles. Deux chefs d'États africains, Bongo du Gabon et l'abominable Bokassa de la République Centrafricaine rangent dans les tiroirs leur foi chrétienne et se rallient à la religion musulmane. La raison fondamentale, expliquait-on à l'époque, c'est qu'il fallait chercher dans la religion musulmane ce qu'on n'avait pu trouver dans la religion chrétienne. Et cela avait pour nom: les richesses matérielles.

Pour amener les masses africaines à adhérer à la foi islamique, soulignait alors Kadhafi le maître d'oeuvre de ces conversions, il fallait provoquer l'adhésion par les sommets. Cela aurait sans doute un effet d'entraînement sur les différentes couches sociales.

Au Cameroun, la stratégie a été différente, mais tout autant efficace. Le Cameroun a été gouverné pendant près de 25 ans par un fervent musulman nommé Ahmadou Ahidjo. À la faveur de la corruption et du clientélisme qui prévalaient sous son régime, beaucoup de musulmans étaient devenus subitement millionnaires, suscitant envie et admiration de la part des autres citoyens. Pour la grande masse, cette opulence était directement liée à la religion musulmane. D'où ces adhésions successives survenues dans la région de l'Ouest du Cameroun, cette mennées 70. Les nouveaux fidèles croyaient ferme que le bonheur venait de la Mecque. À défaut d'aller s'y ressourcer, il fallait fréquenter assidûment les mosquées et se soumettre au régime austère de la foi islamique. Dans la région de l'Ouest du CAmeroun, cette mentalité était tellement ancrée qu'on voyait des irréductibles athées opter subitement pour l'islam et ne jurer désormais qu'au nom d'Allah.

Jouer le jeu

À combien peut-on chiffrer le nombre de ceux qui se sont ainsi convertis? Difficile d'évaluer. Toujours est-il que les mosquées se trouvaient débordées au jour le jour.

Lors de sa visite à Bafoussam (Chef-lieu de la province de l'Ouest) en 1980, l'ancien président du Cameroun Ahidjo avait tenu à adresser ses encouragements aux nouveaux adeptes. Il venait assister aux comices agro-pastorales. Il a été rellement frappé par le phénomène qu'il a décidé d'assister personnellement à l'inauguration de la nouvelle mosquée de Bafoussam qui avait été rénovée pour pallier au problème

Le «pélerin» Ahmadou Ahidjo, ex-président du Cameroun

d'engorgement dont était sujette l'ancienne mosquée. Cela est d'autant plus remarquable que cette métropole provinciale est réputée pour son attachement à son identité fondée sur la préservation du culte des ancêtres.

D'autres se sont ralliés à la religion musulmane moins par conviction personnelle que par esprit d'opportunisme. Ceux-là se recrutaient surtout dans les couches moyennes et supérieures de la société camerounaise. Pour eux, il fallait passer pour un fervent musulman noyé dans sa gandoura et portant chéchia afin de profiter des largesses du pouvoir.

L'État du Cameroun est par ailleurs officiellement laïc. Pour marquer davantage cette laïcité, Ahidjo s'était défait de son titre de «El Hadj», c'est-à-dire le pélerin de la Mecque.

Mais, dans les faits, tout concourrait à prouver le contraire et à démontrer l'ambiguïté de l'acte. Et certains cadres l'avaient compris, qui de leur fragile situation au sein du régime étaient désormais persuadés que pour être au coeur des décisions, et acquérir des richesses, il fallait être toujours vêtu de sa gandoura lors des cérémonies officielles ou des tournées en compagnie du chef de l'État.

Le cas le plus significatif est sans doute celui d'un des ex-barons du régime, qui fut pendant longtemps ministre de l'Administration Territoriale. Les costumes, il y a longtemps qu'il les avait soigneusement rangés dans sa valise et ne se faisait plus photographier qu'en gandoura et chéchia rouge.

Il n'était d'ailleurs pas le seul au sein de l'équipe gouvernementale qui avait pris cette bien curieuse décision. Jean Akassou, ancien ministre de confession chrétienne devait troquer sa foi contre quelques poignées de francs CFA qu'il allait récolter en se convertissant à l'Islam.

On a également le cas de Vroumsia Tchinaye, l'un des premiers intellectuels originaires de la région nord du Cameroun. Ce dernier n'avait jamais fait mystère de son hostilité face à un certain «hégémonisme» de la religion musulmane. Il était chrétien quand il était encore étudiant. Mais une fois installé au pays, il allait se rendre à l'évidence. Il devait se récycler s'il tenait à faire fortune ou s'il voulait accélérer son ascension sociale. Devenu musulman, il sera plusieurs fois ministre.

Fiers de l'importance que connaissait la religion musulmane au sein du pays, du fait de l'aisance matérielle qu'elle fournissait à ses adeptes, les Peuhls du nord devaient exercer une certaine suprématie sur les populations de cette région appartenant à d'autres confessions religieuses. C'est ainsi qu'à l'Assemblée Nationale et même au sein de l'équipe gouvernementale, les députés ou les musulmans originaires de cette région financièrement mieux cotée «écrasaient» par leur nombre leurs collègues chrétiens ou animistes.

À croire que si la foi islamique fait recette, c'est souvent moins par les nobles idéaux qu'elle recèle que par un besoin de se remplir rapidement les poches. La politique du ventre? Sans doute. □

LA FEMME ET L'ISLAM

photo Antoine Désilets, PLUS

Quelques pas vers un statut plus juste

Omar A. Faye

Encore seule, Mariétou revit son drame. Jeune Sénégalaise de 27 ans, elle ne parvient pas à mesurer l'ampleur de son désespoir. À trois reprises, son mari a prononcé devant un témoin le rituel de divorce: «Je te répudie». Ces mots bourdonnent encore dans sa tête. Son mari l'a préférée à une quatrième femme. «Cadeau de mon oncle», soutient-il.

Comme dans un rêve, les images de ses onze ans de vie conjugale lui reviennent en mémoire. Une vie faite de soumission et de respect. Une liaison conjugale jalonnée de multiples déboires. Son union avec cet homme polygame qu'elle n'a vu que le jour du mariage. L'adoration dont elle jouissait auprès de son mari les premiers mois. Les nombreuses disputes avec ses co-épouses. Les accouchements répétés de ses 7 enfants. Que peut-elle opposer à toutes ces déconvenues? Sinon son silence.

Évoluant dans une société fortement islamique, son statut de femme est assujetti aux différents préceptes coraniques ou aux interprétations qui en découlent. Elle se sent isolée, brimée dans cette collectivité où la loi islamique (sharia) module et régit son vécu quotidien. Car toute sa vie se résume à cet événement capital que constituent le mariage et ses corollaires: polygamie, dot, héritage. Une certaine pratique de l'islam dans les sociétés musulmanes d'Afrique noire, n'accorde aucune place à la femme. Cette dernière ne peut prétendre à aucun droit dans la communauté. Elle est réduite au silence et obéit à la loi de l'homme.

Un poids mort

En règle générale, son existence aux yeux de l'islam est sans commune mesure avec le rang octroyé à l'homme dans la société. Petite fille déjà, sa naissance est accueillie sans grand enthousiasme. Car elle sera improductive jusqu'au mariage. Un poids mort pour les multiples charges familiales. Son éducation sera escamotée. L'accès à l'enseignement ne lui est généralement pas accordé.

«La maison est la meilleure école pour une jeune fille», entend-on dire. Son mariage est très souvent forcé. La cupidité de certains parents pour les dots élevées l'emporte le plus souvent sur les sentiments de la fille. Son union ne dépendra que de l'humeur de son mari qui détient le droit absolu de répudiation unilatérale. Elle est rarement consultée sur les décisions qui engagent sa vie, laquelle sera, pour le plus clair, consacrée aux travaux domestiques. Faute de métiers.

Mariétou se souvient encore de son mariage, à l'âge de 16 ans, sans son consentement. Car toutes les écoles et sectes musulmanes reconnaissent au tuteur de l'enfant (garçon ou fille) le droit de l'engager dans une promesse de mariage sans son consentement. Seule la loi traditionnelle shiite et hanafi conteste cette forme de mariage.

Deux versets coraniques illustrent à merveille le statut assigné à la femme dans l'islam. Selon le premier, «les hommes ont sur elles une prééminence». Le deuxième est plus explicite: «Les hommes ont autorité sur les femmes du fait que Dieu (Allah) a préféré certains d'entre vous à certains autres, et du fait que les hommes font dépense, sur leurs biens (en faveur de leurs femmes)... Celles dont vous craignez l'indocilité, admonestez-les! Reléguez-les dans les lieux où elles couchent! Frappez-les! Si elles vous obéissent, ne cherchez plus contre elles de voies de contraintes!»

L'autorité de Dieu

Au point de vue de la structure sociale, les enseignements de la sharia mettent surtout l'accent sur la nature patriarcale de l'islam. L'homme est le garant des préceptes de la religion. Son autorité symbolise l'autorité de Dieu sur le monde. Selon Vincent Monteil, islamologue, «l'homme est respecté précisément à cause de la fonction sacerdotale qu'il remplit». Car l'islam considère la question de l'égalité de l'homme et de la femme sans aucune signification. «C'est comme si on discutait de l'égalité de la rose et du jasmin», ironise-t-on. La religion islamique considère leurs rôles dans la société comme complémentaires, mais non rivaux. À chacun échoient une mission et un devoir particuliers selon ses aptitudes. La femme a aussi certes de lourdes responsabilités. En somme édifier un foyer où l'homme musulman serait son hôte. Créer les conditions de son épanouissement dans cette structure familiale. C'est à l'homme de pourvoir aux moindres désirs de sa femme, mais aussi de sa mère, de sa soeur, de sa belle-famille et même de parents fort éloignés.

Comportement social

Une certaine attitude est de règle pour la femme musulmane en Afrique, attitude qui édicte son comportement social. Certes le port du voile n'est pas de règle, mais une décence est prescrite par la sharia.

Généralement dans les sociétés traditionnelles, trouver un mari ne doit pas être un leitmotiv pour la femme musulmane africaine. Faire étalage de ses charmes en vue d'attirer un éventuel époux constitue un péché pour la sharia. Elle doit tout au contraire rester dans sa famille et attendre le parti adéquat. Une attitude qui aux yeux de l'islam facilitera un mariage fondé sur un devoir religieux et qui assurera la descendance familiale entre les deux parties.

Sur le plan strictement religieux, la musulmane africaine ne se sent pas tellement liée à une religion qui l'ignore. C'est pourquoi dans certaines sociétés comme celles des Lébous du Sénégal (les Layennes), les pratiques païennes sont toujours ancrées dans l'esprit des femmes. On invoque beaucoup plus souvent les génies que le bon Dieu. Même si quelques femmes suivent scrupuleusement les prescriptions du Coran, une certaine discrimination est souvent notée. Pour les prières communes par exemple, elles se mettent toujours derrière les hommes et doivent réciter à voix basse les versets coraniques. En plus, elles n'ont pas accès aux mosquées. Sinon une salle spéciale leur est aménagée. En l'absence d'«imam-femme», elles suivent les prières par le biais des haut-parleurs accrochés dans les recoins de la salle.

Fiancée vendue

Le montant élevé de la dot exigée souvent pour le mariage ne facilite pas l'union entre les jeunes. Pourtant, à l'origine, la dot n'était que symbolique. L.V. Thomas l'a définie dans «Généralités sur l'ethnologie négro-africaine» comme étant le «prix symbolique de la fiancée, en même temps qu'une caution sur la progéniture». Le paiement de cette dot s'effectuait en mil, en vaches ou en or. Mais elle s'est mercantilisée désormais. Suivant l'âge de la fille, sa beauté et même sa virginité, on établit une échelle des prix. La pratique des dots élevées est très généralisées.

Au Sénégal, le «promis» est tenu de verser pour ses belles-mères, outre une somme assez considérable d'argent, des bijoux et même parfois une voiture et un billet de voyage. On espère tout de même lutter contre une pratique de la «fiancée vendue» par l'application des lois et règlements fixant les montants de la dot dans toutes les villes du Sénégal.

Après la dot, la polygamie suscite aussi beaucoup de controverses. La position de l'islam sur cette question est claire. Il est dit dans le Coran: «Épousez donc celles qui vous seront plaisantes, par deux, par trois, par quatre mais si vous craignez de n'être pas équitables, prenez-en une seule. C'est le plus proche moyen de n'être pas partial.» En fait, la polygamie demeure encore enracinée dans presque toute l'Afrique noire.

Au Sénégal, on avait dénombré en moyenne que 30% des hommes mariés sont des polygames. Ses défenseurs sont légion et les arguments sont multiples. On se félicite plus du fait qu'elle diminue le nombre des vieilles filles. «Nécessité biologique et sexuelle», souligne-t-on. Cependant, beaucoup de facteurs militent désormais pour sa suppression. Entre autres, l'écrivain de Bamako (Mali) Amadou Hampate Bâ affirme que «la polygamie fut instaurée pour des raisons économiques et que ce sont des raisons économiques qui provoqueront sa suppression progressive».

Réformes

En dépit de la force de l'islam sur les sociétés africaines, un certain nombre de réformes visant à l'amélioration de la condition féminine sont initiées dans de nombreux pays. Des réformes qui s'appuient sur les enseignements positifs de la sharia. Cette situation découle du sentiment de révolte observé dans certains milieux féminins, intellectuels notamment. Dans ces milieux, on considère la religion comme étant «une idéologie qui ne colle plus au réel ambiant, à l'évolution des sociétés». Cette remise en cause s'articule surtout sur l'ensemble des valeurs et coutumes archaïques qui servent à ceux qui se revêtent du manteau de l'islam pour dominer l'élément féminin.

Un principe d'équité civique entre l'homme et la femme est acquis dans certains pays africains. Le code de la famille adopté au Sénégal en est une illustration. Les aspects les plus spectaculaires concernent le mariage et la polygamie. Désormais, les conjoints sont tenus de passer devant l'état civil. Le divorce peut se faire par consentement mutuel ou devant le juge. Sinon il n'est recevable que pour une des raisons prévues par la loi. Le mari est tenu de verser une pension alimentaire à sa femme, si elle est sans ressources. Ce retournement de la situation en faveur des femmes est à l'origine des nombreux procès intentés contre les époux «inconscients».

Il était indispensable de donner un code civil nouveau à une société nouvelle où la musulmane africaine s'affranchit peu à peu de la tutelle de l'homme. □

L'ÉCOLE CORANIQUE AU SÉNÉGAL

Les jeunes à l'école de la mendicité

Evelyne Sylva

Alara biranane! Alara biranane! La charité pour l'amour de Dieu! La charité pour l'amour de Dieu!

La voix tremblotante, le regard inquiet, ils tendent leurs sébiles. Le temps de leur donner sept morceaux de sucre ou une poignée de riz, ils s'en vont comme ils étaient venus. C'est-à-dire avec une extrême soudaineté.

Depuis les premières lueurs de l'aube, ils voguent de maisons en maisons, de rues en rues.

Du matin au soir, partout à Dakar, les mêmes psalmodies.

Ousmane n'est pas plus haut que trois pommes. Quel âge a-t-il au juste? Six à huit ans, pas plus.

Plutôt mignon garçon s'il était lavé, coiffé, habillé. Hélas! Ousmane est presque en haillons. Son short rouge pâle est retenu par une mince cordelette. Sa chemisette sans boutons révèle sa délicate poitrine. Pieds nus. La tête crasseuse. Le visage et les bras envahis de furoncles.

Presque tous les matins, il «rend visite» à la maison de Mme Diallo. Avec le temps, il est devenu l'ami des enfants. Et dans l'attente fébrile d'une quelconque aumône, Ousmane en profite pour jouer au ballon ou à la bille avec le dernier né de la famille Diallo.

Comme il aimerait rester encore un moment! S'adonner à ces jeux comme tous les enfants de son âge. Malheureusement, il doit partir. Il doit suivre sa route.

À son départ, son copain assaille sa maman de questions. «Maman, pourquoi Ousmane est si sale? Pourquoi il mendie? Il m'a dit qu'il ne mangeait pas toujours à sa faim, qu'il ne va pas à l'école. Dis, maman, c'est vrai?»

«Oui, Doudou. Ousmane ne t'a pas menti. Il n'est pas un enfant comme toi. Lui, il est talibé.» Un talibé, c'est-à-dire un disciple, un élève d'une école coranique.

Seul au monde

C'est à se demander si Ousmane est sous l'autorité de quelqu'un. Une première réaction serait de dire qu'il est seul au monde. Qu'il n'a personne pour s'occuper de lui. En effet, comment expliquer qu'il soit si délaissé?

Pourtant, Ousmane est bel et bien sous la garde de quelqu'un: son marabout dont il est le disciple.

Ousmane est l'un de ces centaines d'enfants confiés aux marabouts pour qu'ils leur inculquent de solides connaissances islamiques et leur donnent une bonne éducation.

L'école coranique traditionnelle, le daara, enseigne aux enfants les éléments de la foi et des coutumes islamiques, la lecture, l'écriture, le calcul élémentaire en langue arabe. Et c'est un peu grâce aux daaras que la tradition islamique s'est maintenue et est transmise de génération en génération. On comprend alors l'importance des écoles coraniques dans les sociétés fortement islamisées comme au Sénégal.

Ainsi tout «bon» père musulman se fait un devoir d'envoyer ses enfants dans une école coranique. Cependant, depuis une vingtaine d'années, on assiste à un phénomène de société: celui des talibés. Un phénomène que l'on pourrait assimiler à une perversion de l'Islam orthodoxe et à une inadéquation d'un système éducatif.

Ces enfants, confiés aux marabouts pour le savoir et l'éducation, n'apprennent presque rien dans les daaras. Il est fréquent de rencontrer un talibé qui, ayant passé des années chez son maître, est incapable de réciter entièrement une sourate ou un verset du Coran. À quoi passent-ils leur temps? À courir les rues, à mendier du matin au soir. Plus que des pigeons voyageurs, ils sont des mendiants professionnels.

La mendicité des disciples dans l'enseignement coranique n'est pas un mal en soi. Bien au contraire, on exhorte les marabouts à cultiver le sentiment d'humilité chez leurs disciples. Ce sentiment s'acquiert en se départissant de toute suffisance personnelle, de tout orgueuil. Voilà l'origine de la mendicité.

Des marabouts exploiteurs

Mais ce qui heurte les consciences actuellement, c'est la prédominance de la mendicité sur l'enseignement coranique. Et suite logique de cette situation, les marabouts font de la mendicité leur source de revenus. Ils en tirent l'essentiel, sinon la totalité de leurs moyens d'existence. Certains marabouts n'hésitent pas à exiger des talibés qu'ils leur rapportent telle somme d'argent. Nombreux sont les disciples qui confient tristement: «Mon maître m'a demandé de rapporter 500 francs CFA (environ deux dollars). Si je ne les ai pas ce soir sur moi, il va me battre.»

Cet argent, ce bol de riz, ces morceaux de sucre «arrachés» à cor et à cri ne profitent guère aux talibés. Mais bien plus aux marabouts et à leurs familles.

Ce n'est un secret pour personne. C'est grâce à la mendicité de ces pauvres enfants qu'un grand nombre de marabouts arrivent à nourrir leur famille, à payer la scolarité de leurs enfants, à acheter des bijoux à leurs femmes. Que deviendraient-ils sans les talibés? Ils ne se posent même pas la question.

Bon nombre d'entre eux maltraitent leurs élèves. C'est le cas de marabouts qui réveillent les talibés en leur versant de l'eau fraîche quand il fait froid; de ceux qui donnent à manger aux disciples, leurs restes; ou encore ceux qui leur jettent à la figure tous les jours: «Bande de vauriens! Vous pensez que je vais me casser la tête pour vous nourrir? Le peu que j'ai c'est pour ma femme et mes enfants. Je n'ai que faire des parasites.»

L'hyprocrisie de certains marabouts atteint son paroxysme lors des visites éclairs des parents des talibés.

Quelques heures avant l'arrivée de ses parents, le talibé subit un lavage de cerveau. On le menace de le priver de nourriture si jamais il souffle mot à ses parents de ce qu'il endure chez son marabout. Pour la circonstance, il est propre, correctement habillé, son ardoise entre les mains. Bref, rien n'est laissé de côté pour faire croire à ses parents que son enfant est dans le meilleur des mondes possibles. La plupart des talibés vivent ce calvaire jusqu'à leur majorité. C'est-à-dire quand ils atteignent l'âge de se débrouiller dans la vie. D'autres par contre se révoltent très vite. Livrés à eux-mêmes, ils tombent dans la pire des délinquances. Peut-il en être autrement? Tout les prédispose à la débauche, surtout leurs fréquentations. Les talibés sont partout, aux marchés, dans les gares, devant les cinémas, les boîtes de nuit... bref, dans les endroits publics fréquentés par les laissés pour compte des bidonvilles.. Aussi parce qu'on leur interdit de rentrer les main vides, ils n'hésitent pas à voler, à mentir...

Raisons économiques obligent

Comment en est-on arrivé à cette situation? En principe, le marabout enseignant ne reçoit pas de salaire. Mais s'il n'est pas question de salaire proprement dit, il n'en existe pas moins un système de financement par la communauté (l'aumône). Certains parents ne manquent pas d'offrir des présents, de la nourriture, des vêtements aux maîtres de leurs enfants. Mais combien sont-ils à le faire? Très peu. Il n'est pas rare de voir un daara d'une cinquantaine d'enfants. Des talibés que le marabout doit éduquer, mais aussi nourrir, habiller, soigner...

En raison de la crise économique, il est impossible à un marabout. Pour la plupart, ils ne con- l'éducation de ses talibés. Aussi ces derniers doivent-ils participer à leur propre prise en charge par le biais de la mendicité. Mais ce sysème éducatif s'avère de nos jours inadéquat. Dans les sociétés traditionnelles, l'enfant n'était pas seulement l'enfant d'un homme et d'une femme, mais de toute la communauté. Son éducation incombait à tout le monde.

Mais tel n'est plus le cas maintenant.

photo Antoine Désilets, PLUS

Un jeune disciple à l'école coranique

Arthur Ayéma Ballé

Les hauts et les bas dans la vie d'un jeûneur musulman

Sss... psst...». Pour la énième fois, je tente d'arrêter un taxi mais en vain. Ils sont pourtant inoccupés. Autre bizarrerie du moment, pas un chat dans les rues de Fass, un des quartiers populeux de Dakar. Le soleil vient de disparaître. Un coup d'oeil à ma montre me signale 19h20. Je ne peux plus être à l'heure à mon rendez-vous de 19h30, alors, autant aller voir mon ami Mamadou à côté. Toujours chaleureux, il s'écrie à mon entrée: «Hey, tu viens couper avec nous ou quoi?». Je comprenais enfin. Depuis bientôt trois semaines, la communauté musulmane sénégalaise (environ 90% de la population nationale) jeûne. Et à 19h30 tous les jours durant un mois lunaire, il faut rompre l'abstinence alimentaire totale qu'on s'est imposée dès que «distinguer un fil blanc d'un fil noir» est possible. C'est du moins ce que demande le Coran.

Qui sieste déjeune

Au nom de l'Islam dont il constitue l'un des cinq piliers ou exigences, le jeûne ou Ramadan est une astreinte de tout musulman; pourvu que ce dernier ne soit ni malade, ni grand voyageur. Mamadou doit être rangé dans la catégorie des «musulmans de nom». Sa pratique religieuse se borne au strict minimum. Pour se donner bonne conscience, il proclame souvent qu'Allah sait qu'il a bon coeur, qu'il prie quand il peut et qu'il n'abuse pas de l'alcool. Mais cet étudiant de 24 ans met son point d'honneur à jeûner. «J'y vois deux avantages: d'abord j'accomplis l'une des exigences de ma religion; ensuite, la pratique de la diète est biologiquement parlant, bénéfique pour la santé.»

Rencontre de la raison et du religieux dans ce carême qui fait que tous les musulmans pubères et juridiquement capables, sans distinction de sexe, s'y soumettent. Le père de Mamadou, El Hadj N'diaye qui, jusque-là mâchait lentement ses dattes en les arrosant de bissap glacé se joint à notre causerie. «Devoir de mortification, oui le carême, parce qu'il nous aide à dominer les plus primaires de nos instincts, nous libère du monde matériel, nous purifie et ainsi nous rapproche plus de Dieu. On situe son origine à l'an II de l'Hégire, c'est-à-dire en l'an 624 de notre ère. Pendant un mois à cette époque, Mahomet aurait surtout connu des épreuves. Nous commémorons donc par l'abstinence, ces moments difficiles du prophète.»

Il faut le faire car ni nourriture, ni eau, ni grivoiserie, ni approche ou acte sexuels ne sont permis. Ces petits riens qui agrémentent la journée deviennent des écueils dressés sur la voie de la piété, celle qui mène à Dieu. L'existence, on s'en doute, n'en est que plus pénible; surtout entre 13h30 et 15h, «heure à laquelle on sent vivement un creux au fond de l'estomac». C'est d'ailleurs à ces heures que les jeûneurs sont très tendus et se tapent une sieste.

«Qui dort dîne», constate l'adage. De là à penser que «qui sieste déjeune», il n'y a qu'une adaptation humaine dont ne se privent pas les jeûneurs. Même dans les mosquées, hauts lieux de piété en ces journées de carême, le ton baisse. Le commentaire religieux fait plus de place aux ronflements de ces tenaces affamés qui passent la journée à la mosquée parce qu'aucune autre occupation ne les en empêche; et à plusieurs, il est plus facile de tenir le coup.

Astafoulahi, suprême infamie

Aucune loi n'institue la journée continue au profit du travailleur jeûneur. Mais étant tenu à l'abstinence, il vit de fait sous ce régime. Dans le privé, c'est une institution; dans le public, certaines administrations émettent des règlements en ce sens. Il faut éviter au maximum la fréquentation des offices ouverts entre midi et 15h. C'est en effet à ces moments que les fonctionnaires et employés sont le plus discourtois. Les bureaux offrent à ces heures l'image d'un dortoir disparate. Un tel engoncé dans son fauteuil dort paisiblement; tel autre ayant joint bout à bout deux tables s'étend lascivement dessus. Un autre encore, couché sur une natte de prière, s'étire délicatement comme un gréviste de la faim. Et dire que le Coran condamne la faiblesse ou l'oisiveté pendant le carême!

Sur un bureau, on peut de temps en temps voir une paire de lunettes, la page sportive du quotidien national et un bonnet; ce qui fait croire que l'occupant n'est pas loin. C'est vrai que souvent un paravent à proximité le camoufle à notre vue; mais d'esprit, l'occupant est bien loin au pays des songes. Ah, dur ce carême!

Encore plus dur pour les ouvriers qui ne dépensent que leur force physique bien que l'employeur essaye de leur adoucir la tâche. Au port par exemple, le docker est prévenu 24h avant un travail éprouvant; alors, fidèle au dicton, «il s'aide afin que le ciel l'aide». Cette aide, seul le restaurant la lui fournit.

Un gargotier installé dans le périmètre du port autonome de Dakar est formel: «Carême ou pas carême, c'est la même sosse (lire chose)». Il parlait ainsi de l'affluence à l'heure du repas. «Mais où crois-tu, Mamadou, que passent les travailleurs qui ne dorment pas mais qui désertent les locaux de travail?» s'enquit Cheikh, un voisin de Mamadou. Sans donner à ce dernier le temps de répondre, il enchaîne instantanément: «Dans les restaurants pardi!»

Les patrons des gargotes disent que le mois de jeûne ne fait pas baisser sensiblement leur chiffre d'affaires. L'office ne désemplit pas. Seul le «secret professionnel» les empêche d'affirmer que plusieurs *musulmans* soi-disant jeûneurs viennent copieusement se restaurer à midi; comme en temps ordinaires. «Astafoulahi! Oh suprême infamie!» s'écrie El Hadj N'diaye qui le croit difficilement.

Quel gâchis!

Déjà une heure que Mamadou, les autres et moi discutons du jeûne. Le temps a vite passé et plutôt agréablement; pas uniquement à cause de l'intérêt du sujet. Mais aussi à cause des fruits, des amuse-gueule et boissons fraîches qui encombrent la table basse. Le temps que la famille prie une dernière fois et voilà le repas du soir. Par tradition, tout le monde mange à la même bassine. Bien que repus, je me gave du fumant Yassa au poulet, pareillement à mes hôtes. Alors que la cuvette est encore à moitié pleine, tout le monde se sent rassasié. Les fruits, amuse-gueule et autres sucreries seront conservés mais le Yassa sera jeté à la poubelle «parce qu'inconservable» affirme Mme N'diaye. Quel gâchis! Chaque jour de carême que Dieu fait, on mangera abondamment à l'aube et dans la nuit; on jettera autant qu'on aura mangé.

El Hadj N'diaye ne s'en plaint pas: «Dès qu'arrive le Ramadan, je dépense pour la nourriture une fois et demie plus que les mois ordinaires. Ce n'est pas du tout un mois d'économie comme on le croit a priori. D'ailleurs les dépenses que j'engage ont le profil de sacrifices obligatoires pendant le carême».

Voulant se rattraper et croyant faire des réserves, les jeûneurs transforment souvent les nuits de Ramadan en fête. Tant qu'ils sont en éveil, ils s'adonnent à tous leurs petits vices. Mamadou par exemple trouve un immense plaisir à déguster du vin rouge. «C'est une transfusion et ça me régénère puisque je suis affaibli par une journée de jeûne», plaisante-t-il tout bas, entre deux gorgées. Quant à El Hadj, en bon père musulman de famille nombreuse, il va au lit après le festin du soir. Demain à six heures, il va falloir renoncer une nouvelle fois aux plaisirs de la vie; et cela afin d'accéder au paradis, aux côtés de Mahomet et d'Allah.

→

Certains parents font montre de naïveté en confiant leurs enfants à n'importe quel soi-disant marabout. Pour la plupart, ils ne connaissent pas personnellement le marabout. Ils ont soit entendu dire que tel marabout était un bon éducateur, soit encore qu'ils ont eu à rencontrer le père dudit marabout et n'hésitent pas à tenir le langage suivant: «Son père était un grand enseignant. Lui, aujourd'hui installé en ville, a hérité de tous ses pouvoirs.»

Et comme nul maître n'est soumis à un examen préalable pour tenir une école, l'ignorant le plus crasse peut du jour au lendement devenir marabout. Mais le drame est que les parents font «don» des enfants aux marabouts. Un «don»» qui représente pour les parents une preuve de confiance absolue aux maîtres. Par exemple, les parents n'interviennent jamais pour s'opposer aux châtiments corporels.

D'autres parents trouvent dans l'école coranique un moyen de fuir leurs responsabilités. Ils restent des années sans voir leurs enfants, sans contribuer aux moindres frais pour leur éducation. Sous prétexte que leurs visites vont les rendre nostalgiques, ou encore qu'ils sont dans de bonnes mains, Ils prétendent qu'ils n'ont pas à s'inquiéter.

Plus de 900 écoles

Quelle est l'attitude du gouvernement face à ce problème?

L'État n'est pas insensible au sort des talibés, a laissé entendre Mme Maimouna Kane, ministre du Développement social, lors de l'émission télévisée *Dossiers en main*, plus tôt cette année. Il apporte une aide financière et matérielle (sacs de riz, des couvertures, des médicaments...) à certains daaras. Le gouvernement subventionne même les daaras reconnus d'utilité publique. C'est le cas des daaras de Malika et de Koki.

Cependant, il existerait plus de 900 daaras dans le pays. Peut-on s'attendre à ce que le gouvernement prenne tout «ce beau monde» en charge? Certainement pas, a confié Mme Kane. Et c'est la raison pour laquelle son ministère fait appel aux organisations non gouvernementales pour soutenir les écoles coraniques. Le ministre a ajouté que les parents devraient envoyer leurs enfants à l'école française. Car l'enseignement coranique n'est pas incompatible avec l'école française. Mais faudrait-il que l'État rende l'école obligatoire, ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Pour bon nombre de parents, de la jeune génération surtout, il n'est pas question de confier leurs enfants aux marabouts. Aussi préfèrent-ils recruter un précepteur à domicile ou les envoyer chez le marabout du quartier pour quelques heures, deux fois par semaine, ou pendant les vacances scolaires.

Avec la poussée de l'école française et le développement d'autres systèmes d'enseignement, on ne peut manquer de s'interroger sur l'avenir des écoles coraniques.

Le phénomène des talibés survivra-t-il d'ici une décennie? □

La foi en Allah s'accomode bien du culte des ancêtres

Marie-Louise Benga

Aujourd'hui, jeudi, M. Diop, député, a un rendez-vous urgent dans son village, à 230 km de Dakar. Il doit y arriver avant le lever du soleil. Le féticheur l'y attend. Dans le coffre de sa voiture: un poulet blanc, un gros bélier noir, du lait... et des sous, pour ses offrandes aux génies protecteurs. Un rendez-vous capital pour son avenir social. Et cela, M. Diop en a conscience. En effet, nous sommes à la veille des élections législatives. Et notre homme tient, coûte que coûte, à conserver son siège à l'Assemblée Nationale. Aussi, pour se protéger de ses ennemis politiques et s'attirer le maximum de suffrages, va-t-il recourir aux fétiches. Il a confiance et espère en eux.

Cette attitude de M. Diop est banale. Tous les jours, des milliers et des milliers de gens se déplacent vers les cultes traditionnels pour diverses raisons. Ne constate-t-on pas, à l'approche des examens du mois de juin, la même réaction: des étudiants, des parents d'élèves font de longues distances pour solliciter la protection et la bienveillance des génies du clan ou de la famille. Des offrandes sont faites, on procède à des sacrifices... En retour, le féticheur donne des gris-gris: encens, lotion à passer sur le corps ... Le succès est à ce prix. Cela est très important, car les esprits et les gens mauvais ne se lassent jamais de faire du mal. Il vaut mieux prévenir que guérir...

Ce besoin de sécurité, de protection est une caractéristique des Africains. Et ce, à tous les niveaux de population et en toutes circonstances. Il se manifeste par une conservation jalouse des pratiques rituelles ancestrales.

Culte des ancêtres

Cela ne veut pas dire que l'Africain noir n'est musulman que de nom ou pour la simple forme. Au contraire. Il observe toutes les prescriptions du Coran. Il affirme l'unicité de Dieu en récitant le chahada (credo). Cinq fois par jour, il se prosterne en direction de la Mecque pour rendre gloire à Allah et louer son prophète Mohammed.

Pour le musulman noir, particulièrement d'ailleurs, la prière revêt une importance considérable. Elle s'accompagne d'une certaine ostentation en présence de l'«incroyant». C'est le rite de la prière qui sépare le croyant du non croyant. Ceux qui «prient» font partie d'une collectivité qui se sent concernée par ce que fait l'individu. Aussi n'est-il pas rare de voir, sur les trottoirs de Dakar au Sénégal ou à Treichville en Côte d'Ivoire, des gens faire leurs ablutions en pleine rue, de voir prier au milieu des bruits et de la circulation. La marque de sable sur lequel a été appuyé le front est importante.

Cette volonté de s'affirmer du musulman noir est doublée d'un grand respect des traditions ancestrales. Pour lui, les vieux génies ne sont pas morts. Ils vivent toujours dans la brousse, dans les arbres ou les rochers. Ils sont responsables, en grande partie, des événements fâcheux qui troublent la société (sécheresse, maladies, inondations, etc.).

Les êtres surnaturels, pour lui, sont intimement liés à la vie quotidienne. Ils assurent la protection de leurs descendants. Chaque fois que le musulman noir éprouve des difficultés, il recourt aux cultes anciens. Cela explique le fait qu'il consulte régulièrement les devins pour scruter l'avenir. Il porte des gris-gris et entretient des lieux de culte dans sa «concession» pour se protéger.

Rites collectifs

À l'occasion de grands événements de la vie comme une naissance, un mariage ou un décès, les pratiques religieuses islamiques sont accomplies dans la plus grande ferveur mais y sont associés largement les rites animistes.

Le Sérère ou le Diola islamisé du Sénégal — pour ne citer que ceux-là — réglera ses problèmes de succession, ses conflits de terre, ses échanges à l'intérieur de sa tribu non en fonction de la loi coranique sur l'héritage, la propriété ou l'usure mais selon sa coutume, sa loi ancestrale.

D'autres manifestations, collectives, ont lieu périodiquement. Toute la communauté est concernée et est tenue d'y assister, si dispersée soit-elle. Les gens du même village, de la même ethnie arrivent, pour la circonstance, de tous les horizons. Il ne faut pas contrarier les génies. Le Miss, cérémonie annuelle qui se célèbre en début de chaque saison de pluie, réunit toute la communauté sérère du Sine au Sénégal. C'est le cas aussi du N'deupp, danse de dépossession, en société léboue.

Tolérance

Cette attitude ambivalente du musulman en Afrique noire ne semble pas le préoccuper. Au contraire. Une seule réponse fuse à ce propos: «Ces coutumes sont très anciennes, respectables et trop bonnes pour être abandonnées. Nous en avons éprouvé l'efficacité.»

Ce qu'il y a de plus original dans la pratique de l'islam au sud du sa-

→

LA SECTE DES WAHHABITES

Désherber l'islam de ses africanités

Mohammed AMARA

Gao, 7e région administrative du Mali. 15 kilomètres plus au sud, le village de Bagoundié se vide d'une partie de sa population. Les partants, une dizaine au début, plantent leurs cases loin du village au milieu des palmiers.

Les raisons invoquées pour ce départ: incompatibilité de pratiques religieuses. Depuis quelques années, ce phénomène est devenu courant dans certains pays africains. Des milliers de personnes se sont ainsi détachées de leur société pour aller prêcher plus loin. Dans les villes où il leur est impossible d'avoir un espace à eux, ils se regroupent dans de petites communautés recroquevillées sur elles-mêmes.

Au Mali, au Niger, au Sénégal, en Haute-Volta, on les désigne sous le nom de wahhabites.

Cette secte est née en Arabie au 18e siècle. Le fondateur en est Mohamed Ben Abdel Wahhab (1703-1787). Ce courant est arrivé à s'imposer à toute l'Arabie après la conquête qu'en fit Abdel Aziz Ibn Séoud en 1932, le père de l'actuel souverain de l'Arabie Saoudite.

Les wahhabites prônent un retour à la pureté et à une certaine dureté des origines. Ils s'opposent à la vénération des saints et à toutes les pratiques qui semblent adresser un culte à d'autres qu'à Dieu.

Ils prônent aussi une interprétation littérale du Coran, la croyance obligatoire dans la prédestination et un fonctionnement de l'État selon les strictes normes musulmanes.

En Afrique, cette doctrine est apparue vers le 19e siècle. L'empire de Sokoto (nord du Nigeria) est considéré comme semi-wahhabite. Mais c'est véritablement dans les années 70 que ce groupe a pris de l'ampleur sur le continent noir. Comme de nombreuses sectes, les wahhabites se distinguent par leur habillement. Pour les femmes, c'est le tchador. Les hommes se reconnaissent, quant à eux, à leur djellaba (le plus souvent de couleur blanche). Sur la tête, une bande de tissu de couleur rouge. Et une barbe abondante qui prolonge le visage.

Contre les accommodements

Fidèles aux préceptes contestataires de leur guide, les wahhabites noirs vont remettre en cause les fondements religieux déjà en place. Ils s'élèvent contre l'amalgame de l'islam et de certaines croyances africaines. L'islam, on le sait, est en Afrique une religion importée. Il s'est installé et s'est accommodé sans trop de problèmes avec certaines pratiques africaines.

Les premières cibles des wahhabites sont les marabouts, c'est-à-dire, le sommet de la hiérarchie. Ils leurs reprochent le mystère dont ils s'entourent et leurs prétentions à trouver remède à tout. Les amulettes miracles que confectionnent ces marabouts sont particulièrement condamnées.

En ce qui concerne la prière elle-même, ils y consacrent deux à trois fois plus de temps que ne le font les autres musulmans.

Pour être autorisé à passer un peu de temps avec eux, on doit s'abstenir de fumer et à plusieurs mètres de leurs domiciles, crier le traditionnel «Salamaleykoum» qui doit unir tous les musulmans qui se rencontrent. Tout contact avec les femmes est interdit. Aucune autorisation n'est délivrée pour leur rendre visite, même s'il s'agit d'une soeur ou d'une cousine.

Accusations

Fermés au monde extérieur, les wahhabites sont l'objet d'une foule d'accusations pour la plupart invérifiables. Les mauvaises langues racontent par exemple, que pour intégrer cette secte, il faut immoler une personne.

On ne prise guère non plus la pratique de la «rebaptisation» dont ils se rendraient coupables. Certains, dit-on, changent de nom, en faveur de nouveaux noms authentiquement musulmans. Pire encore: certains rebaptisent leur propre père, ce qui est un comble d'impolitesse dans le contexte africain.

La coexistence avec les wahhabites n'a pas toujours été facile et certains groupes de cette secte ont reçu plus que leur part d'emprisonnement, de corrections et de bastonnades.

Si cette communauté a survécu, c'est grâce à sa solidarité interne et à son dynamisme économique. À Bamako, au Mali, le plus grand supermarché leur appartient. En fait, la plupart des wahhabites sont des commerçants, généralement assez prospères.

Beaucoup se demandent d'où ils tirent ce «magot». Les yeux sont directement tournés vers l'Arabie Saoudite, aussi dénommée Royaume wahhabite.

Les yeux se tournent aussi vers la Libye où des boursiers wahhabites poursuivent leurs études. □

→

hara, c'est qu'il y a imprégnation de l'islam par l'animisme qui, à son tour s'est laissé imprégner par l'islam. C'est ce que l'on appelle la tolérance de l'islam noir. En effet, non seulement la population respecte ses coutumes mais elle assiste aux prières sous la présidence de l'imam. Ce dernier, aussi, assiste la plupart du temps à toutes les cérémonies animistes.

Si les survivances païennes sont nombreuses dans l'islam, les influences de celui-ci dans les rites animistes ne sont pas négligeables. Le sabre, la chéchia et le chapelet interviennent beaucoup lors des rites animistes (initiations, danses de possession...).

La pratique du maraboutage est née en Afrique noire, avec l'avénement de l'islam. Aujourd'hui, on le retrouve au niveau de la vie de l'ensemble de la communauté noire. Et le port des amulettes fabriquées par les marabouts est devenu aussi courant que celui des gris-gris.

Les amulettes sont des étuis de cuir qui contiennent des versets de Coran écrites en arabe ou en langue locale. On distingue les amulettes protectrices contre les maladies et contre l'impuissance, des amulettes «obtentrices» qui permettent d'avoir fortune, pouvoir, ... les amulettes «anti-magie noire» qui neutralisent l'action des sorciers et des mangeurs d'âmes, des amulettes nocives pour nuire aux ennemis de celui qui les porte. Il en existe aussi qui protègent les malfaiteurs. Chaque amulette porte un nom spécial que le marabout indique au fidèle en lui précisant quand et comment la porter. Elle est souvent assortie d'interdits: ne pas manger de porc, ne pas la faire toucher par une femme en période menstruelle. Le musulman attache beaucoup de prix à ces protections en leur marquant foi et confiance.

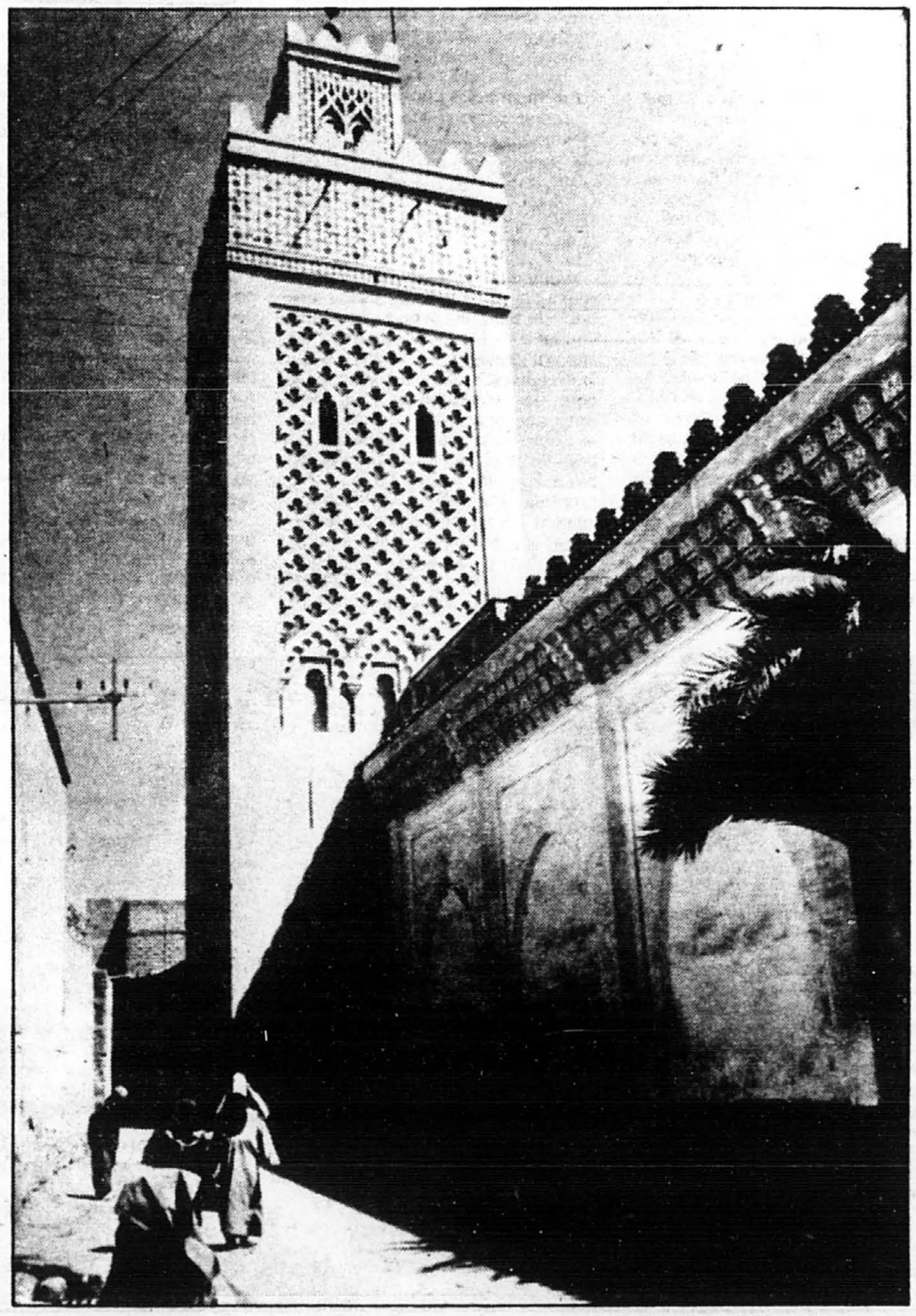
Les populations islamisées en général ont également conservé leurs noms païens et l'ancien calendrier agraire, mieux adapté à la vie rurale.

Dans les régions dominées par les Peuls, par contre, l'islam a gardé un certain niveau de pureté. Les prosélytes doivent satisfaire à certaines conditions, notamment renoncer officiellement au culte des génies, considéré comme une forme d'idolâtrie. Les pratiques individuelles sont tolérées, mais les rites collectifs proscrits. Les masques, les statuelles et danses ont disparu. Et les convertis doivent manifester une connaissance élémentaire du Coran.

L'islam est probablement la religion importée qui se rapproche le plus des conceptions negro-africaines. En effet, l'islam a sauvegardé l'essence même des cultures noires, leur spiritualité, en les enrichissant et en les ouvrant au monde extérieur. Mais force est de constater que même si aujourd'hui l'islam prend une ampleur toujours croissante, son processus d'expansion par rapport au passé a changé. Un appel à l'orthodoxie des pratiques de la religion musulmane de plus en plus prônée sur l'ensemble de l'Afrique noire est à l'origine d'un profond bouleversement. L'islam noir est-il amené à changer de visage? □

Rachid Salah-Eddine

La montée surveillée de l'intégrisme musulman au Maroc



Youssouf a boycotté le mariage de sa soeur, car, dit-il, aucune fête de danse mixte, de chants et de débauche, n'est toléré par son mouvement.

Ils sont plusieurs comme lui. Les hommes, barbes bien taillées, les femmes, robes longues et hijabs (voile islamique). Ils sont partout dans toutes les villes du Maroc. Des centaines, peut-être des milliers, personne n'est arrivé à les recenser. Il en surgit tous les jours.

Le recrutement est facile, la parole de Dieu n'a guère besoin d'efforts pour convaincre. Dans les mosquées des quartiers populaires, dans les rues et surtout dans les universités, les intégristes marocains bénéficient de ce regain de ferveur qui pousse une jeunesse désorientée à trouver en l'islam une source d'identité profonde.

Tourné vers l'Occident et fortement touché par une crise de société, le Maroc constitue le terrain favorable d'une émergence d'un intégrisme musulman qui appelle au retour à la raison et à un mode de vie plus conforme à l'islam.

Influencée par l'Occident, la jeunesse marocaine s'est livrée à plusieurs pratiques condamnées par le Coran et l'islam. Aussi les voit-on s'adonner à la drogue, à l'alcool, aux «surprise parties», etc., se lancer dans la débauche et ignorer tout des principes de l'islam. Dans un tel climat d'incontinence, les intégristes musulmans dénoncent tout ce qui menace l'islam en lançant leur mot d'ordre: «Détruisez les bars et les lieux de plaisir, bâtissez des mosquées à la place!» Les adeptes les plus convaincus se recrutent parmi les jeunes des milieux modestes, en quête d'arguments idéologiques et politiques pour transformer la société. Bien implanté aussi dans les universités, l'intégrisme musulman a trouvé un accueil chez les étudiants déçus par l'opposition politique. Ils l'ont alors abandonnée pour se rallier aux thèses plus dures et plus radicales du discours intégriste dénonçant la corruption et la débauche. Ainsi les intégristes marocains ont applaudi la révolution en Iran et l'instauration de la loi islamique au Pakistan. Le processus d'arabisation entrepris par le pouvoir dans les années 70, où les enseignants étaient souvent des frères musulmans et enseignaient certes l'arabe mais surtout le Coran et la loi islamique, est venu renforcer cette flambée de l'intégrisme musulman.

Une jeunesse houleuse

De nos jours, une simple vision superficielle de la vie quotidienne au Maroc montre que la jeunesse s'est lentement laissée influencer par les idées intégristes. Dans chaque quartier populaire, des groupes d'intégristes musulmans se livrent au prosélytisme effréné. afin de gagner davantage d'adeptes, ils prêchent la justice sociale, la fidélité à Dieu et le retour à l'authenticité. Dans les mosquées, des discours se tiennent pour condamner la société impure qui a perdu de sa nature et qui s'est laissée influencer par les réalités occidentales qui ne peuvent trouver leur place dans un monde musulman. Les chambres des cités universitaires sont devenues des lieux de discussions et de méditations pour étudiants cherchant à approfondir

→

→

leurs connaissances de l'islam et à interpréter les versets coraniques. Des rencontres se font entre groupes d'intégristes et chacun d'eux revendique le maximum de fidélité au message originel ou prétend en donner l'interprétation la plus correcte, la plus intégrale ou la plus profonde. En somme les idées s'échangent tout en se référant à l'époque privilégiée et exemplaire du prophète Mohammed.

L'intégrisme prend de plus en plus d'ampleur et comme si l'on se préparait à d'éventuels affrontements, les clubs de karaté, de judo, et d'autres disciplines de combat, se voient innondés par ces barbus, pour apprendre l'art de transformer leur corps en une arme mortelle.

Vigilance

Hostile au communisme et au marxisme qui ont gangraine les universités marocaines, le roi n'a pas vu d'un mauvais oeil ce nouvel élan islamique. Il a alors décidé de laisser naître des «comités islamiques» dont la mission est de lutter contre le «marxisme athée», il a laissé agir et se développer les associations comme les frères musulmans, qui étendent leur ramification dans le pays.

Cependant, le pouvoir commence à se méfier de ces intégristes dont le mouvement prend de l'ampleur dans le pays et suscite la sympathie des étudiants et des classes moyennes. Il craint que cette ferveur apparente ne soit qu'une forme d'opposition et redoute que les mosquées ne se transforment en tribunes politiques. Le pouvoir décide alors de mettre un frein et d'empêcher cet intégrisme de devenir une force redoutable. Pour ce faire, la police a procédé à l'arrestation d'un certain nombre d'intégristes agités et surveillé les mosquées. Désormais les sermons du vendredi sont plus que jamais contrôlés. Le pouvoir a changé les noms de certaines mosquées où ne priaient que les intégristes comme celle de la ville de Fès qui s'appelait «la mosquée de la lumière». Un conseil des oulamas a été constitué pour renforcer la position du roi «commandeur des croyants» et pour traquer les intégristes partout où ils sont, à la sortie des mosquées, des universités et parfois même dans les rues.

En dépit de cette campagne d'«assainissement» entreprise par le régime, l'intégrisme continue d'évoluer et de prendre de l'ampleur. Cependant il se fait beaucoup plus discret. Les barbes et les hijabs (voiles islamiques) ont disparu, mais l'action suit son chemin dans les coulisses et avec discrétion, des équipes de propagandistes sont lâchées dans les quartiers pour y recueillir des partisans, des discours politisés se font secrètement dans les maisons, etc.

L'intégrisme musulman au Maroc et dans les autres pays arabes, apparaît généralement comme une réaction violente face aux crises intérieures que connaît un pays. Sa montée reflète surtout l'exaspération des sentiments religieux d'une population devant l'instabilité et l'insécurité sociale. □

Alioune Diaw

La Tabaski: un vrai Noël musulman!

...avec son cortège de problèmes...

Tabaski ou Aid el kébir en langue arabe, les deux termes désignent la fête commémorative du sacrifice d'Abraham. Celui-ci avait reçu du Tout puissant l'ordre d'immoler Isaac son fils unique. Chaque année, les musulmans à travers le monde revivent l'épreuve d'Abraham en égorgeant un mouton le jour de la Tabaski. Jour de prières, de fête mais aussi de problèmes.

Finies les premières informations du matin. À travers les antennes de la radiodiffusion nationale, fusent les hadiths du prophète Mohammed, les chants des confréries locales et la voix mélancolique de Khoucheyri, talentueux lecteur du Coran. Au bavardage des femmes et des enfants, s'ajoutent les bêlements lugubres des moutons. C'est le jour de la Tabaski au Sénégal, petit pays très islamisé d'Afrique occidentale.

Dans la capitale comme dans toutes les régions du pays, par petits groupes, les fidèles drapés de grands boubous chatoyants, de caftans amidonés, se dirigent vers la mosquée pour la prière, une natte sous le bras.

9h. Le soleil tel un disque scintillant entame sa course quotidienne. Ce fut à cette heure où le patriarche Abraham devait immoler Isaac son unique fils pour témoigner à Dieu sa foi et la mesure de sa fidélité.

Allahou Akbar (Dieu est grand) retentit avec toute sa plénitude, du haut du minaret, avec la voix envoûtante d'El Hadji Abdou Aziz Sy, iman et khalife de la confrérie Tidjane, l'une des plus importantes à côté des Mourides et Khadires. Ainsi commence la prière de l'Aid el kébir. Les fidèles, débout, les bras levés en direction de la Kaaba, sainte pierre noire bâtie par le prophète Abraham à la Mecque, suivent les génuflexions et prosternations de l'imam. Dans sa position assise, chacun psalmodie quelques versets du Coran avant d'adresser le salut final en hochant la tête à droite puis à gauche.

Guerres saintes

Alors se lève la khalife des Tidjanes, confrérie née au 18e siècle de Cheikh Ahmed Tidjane, petit-fils du prophète Mohammed. La philosophie et les principes de cette confrérie ont été introduits au Sénégal et dans certains pays africains au sud du Sahara par El hadji Oumar Tall au 19e siècle pendant ses guerres saintes.

Le khalife appuyé sur une canne, vêtu d'un grand manteau, les yeux derrière d'épaisses lunettes de correction, s'adresse en arabe aux fidèles. C'est le sermon de l'imam, partie intégrante de la prière que les musulmans suivent avec beaucoup d'intérêt. Après avoir rendu hommage à Dieu pour sa miséricorde, Abdou Aziz en vient au prophète par la formule consacrée:

«Ô Dieu bénissez notre Seigneur Mohammed qui a ouvert ce qui était fermé; qui a clos ce qui a précédé; qui a fait triompher la Vérité par la Vérité, ainsi qu'à sa famille, suivant son mérite et la mesure immense qui lui est due».

Quelques instants après, toujours la canne à la main droite, l'imam s'accroupit, observe un temps de concentration pour terminer son sermon en langue nationale wollof. Son message met l'accent sur la grandeur d'Allah, la loyauté de Mohammed et le climat de bon voisinage et de fraternité qui doit régir toutes les relations entre frères musulmans.

Communion

Au retour dans les foyers où déjà les enfants s'impatientent, les pères de famille égorgent le bélier dans l'intention de commémorer le sacrifice d'Abraham. C'est la fête des enfants, des orphelins mais aussi des pauvres. Il est recommandé dans le Coran en ce jour de Tabaski de satisfaire les démunis, de communier avec eux afin qu'ils ne se sentent pas marginalisés encore moins rejetés par les nantis. Toutes les maisons sont embaumées par l'odeur de la viande grillée par les femmes et les enfants. C'est le grand méchoui annuel. Le bonheur et la ferveur se lisent sur tous les visages. On n'interdit à personne de consommer de la viande, on en prend autant qu'on peut. C'est en somme, la bombance devant l'abondance de la viande.

La présence du mouton dans une famille est source de joie chez les femmes et les enfants mais aussi un soulagement pour le père qui, souvent, fait feu de tout bois pour se le procurer. Là où le mouton de Tabaski ne bêle pas, les nerfs sont tendus. La femme est mal à l'aise dans son milieu, les enfants crispés, presque choqués de voir jalousement promener ou laver le bélier du voisin. Combien de ménages ont été menacés d'échec du simple fait que l'époux n'a pas pu se payer un grand bélier ou n'en avait pas du tout?

Les femmes sénégalaises semblent croire que le mouton acheté par leur mari leur appartient de droit. Or ceci n'est pas du tout la disposition coranique. En Islam, égorger un mouton pour la Tabaski, incombe à tout musulman et à toute musulmane ayant atteint l'âge de la majorité et possédant les ressources nécessaires. Si toutefois un croyant majeur est in-

→

L'immolation du mouton pour la Tabaski

photo Antoine Désilets, PLUS

→

capable d'avoir l'animal, il pourrait être couvert par son père ou son mari par l'intention que formule celui-ci au moment de tuer l'animal.

« La barbue »

L'autre écueil qui se dresse devant les pères de famille est que personne n'aime sacrifier une chèvre. « La barbue », comme on dit au Sénégal, a mauvaise presse. Peut-être à cause de sa turbulence ou de sa courte queue? En fait l'éventail de choix est assez large. Il va du mouton à la chèvre en passant par le boeuf et le chameau. Si aucune bête de cette gamme n'est à sa portée, on est épargné du sacrifice. La solution au problème des musulmans dans l'impossibilité d'honorer l'acte rituel a été donnée par le prophète Mohammed en l'an 632. Au mont Arafat, le prophète avait égorgé deux grands béliers blancs. L'un pour lui et sa famille, l'autre à l'endroit de la Umma: l'ensemble des musulmans dans le monde. Ce geste symbolique est assimilable à la cène, dernier repas pris par le Christ et ses compagnons à l'An 33 de notre ère. C'est le jeudi saint.

Famine

La chèreté du mouton remonte à l'année 1974, premier coup dur d'un cycle de sécheresse qui fait aujourd'hui une décennie. Le cheptel estimé à 2 600 000 ovins et bovins au Sénégal a été littéralement décimé. Animaux comme éleveurs étaient confrontés à la famine, à la mort lente et dévastatrice. Actuellement le cheptel se reconstitue mais il demeure incapable d'assurer la demande. Ainsi, dans ce pays islamisé à 80 p. cent, le gouvernement est obligé de signer des accords avec les pays limitrophes tels la Mauritanie et la Guinée pour recevoir des milliers de moutons qui seront tués en un seul jour.

Les avances de salaire octroyées par les employeurs étant faibles, les pères de famille s'endettent pour habiller, en ce jour de fête, femmes, enfants et neveux. L'exigence avec laquelle les femmes attendent le mouton de famille donne une idée des problèmes quasi insurmontables qui s'abattent sur les polygames. Chaque épouse tend à réclamer un bélier pour elle seule.

Une fois le mouton tué, presque la moitié est donnée, accompagnée de billets de banque à la belle famille, à la tante ou à l'oncle. Beaucoup de contraintes nées non pas de l'application des dispositions religieuses mais plutôt de considérations subjectives. Le goût de paraître et de se distinguer l'emporte sur la pratique islamique. À analyser la situation de plus près, on serait tenté d'inviter certains musulmans à une relecture du Coran dans lequel Dieu exhorte les fidèles à l'humilité et au sens de la mesure.

Face à tous ces déboires de nouvelles idées émergent des intellectuels qui discutent de la forme que doit revêtir la Tabaski. Les idées énoncées relatent la menace qui pèse sur le cheptel et les devises débloquées par l'État pour les convois de moutons en direction du Sénégal. Ces mêmes circonstances draconniennes avaient conduit en 1976 le Roi Hassan II du Maroc à demander aux imams et musulmans de sacrifier un mouton par mosquée et par quartier. □

La mode des sectes n'épargne pas la jeunesse africaine

Marc Omboui

Yaoundé, Noël 1981. Dans son homélie, l'archevêque de la capitale du Cameroun invite tous les chrétiens à une vigilance accrue face au foisonnement des sectes venues d'ailleurs. Véritable cri d'alarme dans un univers que les religions révélées considèrent depuis des années comme une chasse gardée. À la manière de carnivores protégeant leurs proies, les religions établies ont sorti leurs griffe. Mais l'ennemi a les dents très longues.

Une demoiselle s'assied à côté d'un jeune homme dans un autobus. Sous la main, un magnifique cartable bleu frappé d'une croix blanche. Elle veut savoir dans quelle direction va son voisin et l'invite à la suivre. «Pour assister à la vraie messe.»

Plus loin, encore dans un autobus, un jeune homme distribue des tracts «Jésus vous appelle». La fierté, la détermination et le zèle caractérisent son geste.

Tous les dimanches, des dizaines de jeunes gens vont au culte. Non plus à la cathédrale ou au temple, mais quelque part là-bas à Obili, quartier résidentiel des étudiants.

À l'université, à l'église comme dans les milieux populaires, le phénomène religieux occupe une part importante dans les conversations. Les questions, diverses et multiples, troublent. Les réponses sont peu rassurantes.

«On en avait déjà assez de se faire rebattre les oreilles avec les mêmes histoires tous les dimanches», entend-on dire. Ou encore «vos prêtres et consorts ont prostitué l'Église». Une autre opinion soutient qu'enfin «le voile a été levé sur la bible, mettant à nu le clergé local».

L'habit du moine

Prêtres, pasteurs, évêques et tous les autres ne prêchent pas toujours par l'exemple. Certains comportements font peser beaucoup de doute sur leur intégrité. Ici, on raconte une histoire d'escroquerie. Le Père Henri V aurait collecté de l'argent des ménagères de sa paroisse pour leur acheter un moulin à maïs. Trois ans plus tard, toujours pas de moulin. Ailleurs, un certain père Alain aurait couru le risque de se faire tailler en pièces pour cause d'adultère. Le même Alain, ancien militaire, aurait été renvoyé de l'armée pour indiscipline. «Comment voulez-vous que des gens de ce type nous fassent la morale», se demande-t-on.

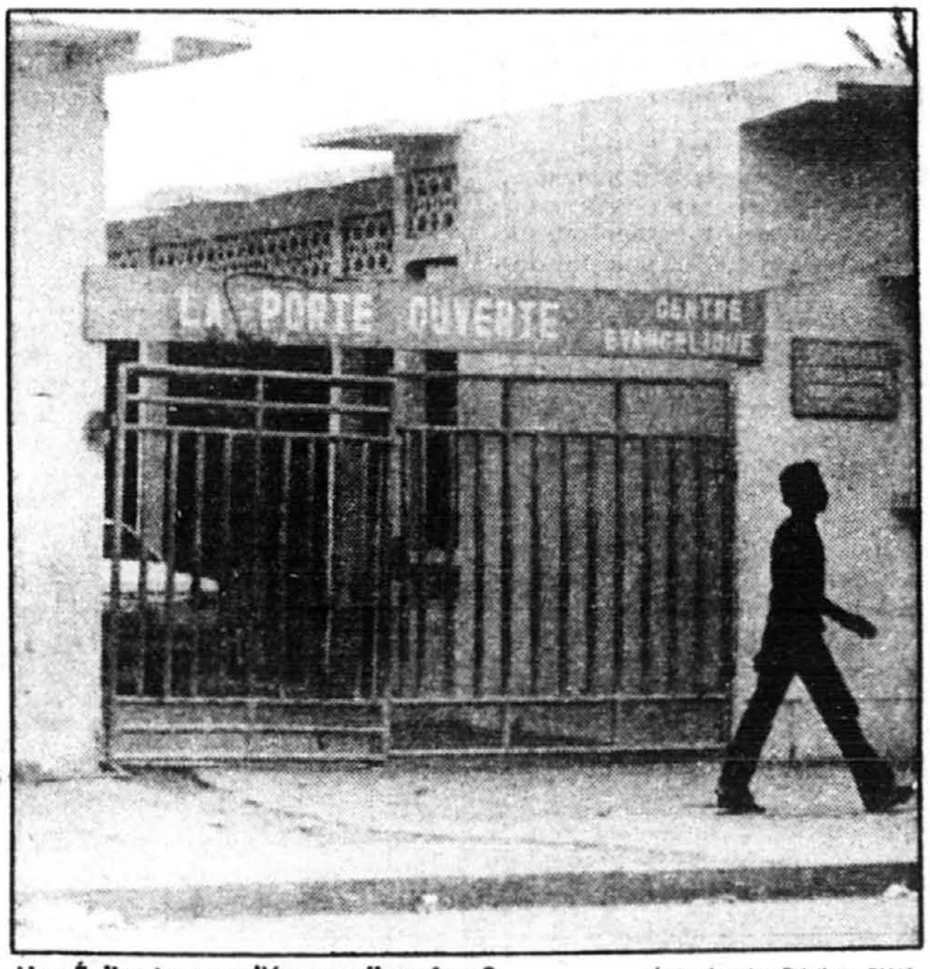
Les prêtres eux-mêmes sont entrés dans le jeu. L'abbé Prosper Abéga explique la désertion des temples par le «centralisme outrancier de l'Église», un «repli sur soi» faisant qu'elle refuse la nouveauté. «Tout se passe, estime-t-il, comme si l'Église avait déjà tout découvert et qu'il ne lui restait plus rien à découvrir.»

Les sectaires, eux, vont plus loin: «Le monde actuel est dominé par Satan, on n'a pas à s'y salir. L'Église qui s'y est trop mêlée est corrompue.» Ou encore: «La société est sans amour, sans idéal, sans chaleur; égoïste, elle ne s'intéresse qu'à la réussite individuelle, cultive l'isolement.» «Le monde matériel est illusion.» L'autopsie du mode touche aussi la famille, jugée en faillite. On accuse les églises d'avoir «confisqué» la bible en se targuant du droit et du pouvoir de la lire et de l'interpréter pour les autres. Conclusion inévitable et même fatale: les Églises sont un pont inutile, un rideau qui empêche la communication entre l'homme et «l'Être suprême». Il faut donc le briser. C'est la mission que se sont assignées les sectes.

Des sectes venues d'ailleurs

Le mal est peut-être déjà identifié. Mais les médecins qui prétendent le guérir sont nombreux et de confessions différentes. Obili, quartier étudiant proche du campus universitaire est devenu un vaste temple dans lequel évoluent une vingtaine de groupuscules «protestant contre l'Église et cette espèce de pacte tacite qui existe entre elle et la société». Réunions chez un «aîné» par-ci, culte dans une centre d'évangélisation par-là, ou prière individuelle dans les chambres. On les appelle *Bahaie, Born Again, The Way, Global Frontiers, Nicheren Sheshu, Anada Yogha, Association pour la conscience de Krishna*, etc. Toutes ont pour lieu de naissance les États-Unis d'Amérique ou l'Extrême-Orient.

Elles ont fait leur atterrissage sur le sol national depuis 1954



Une Église trop repliée sur elle-même? photo Antoine Désilets, PLUS

pour les toutes premières. Mais la vague la plus importante envahira Yaoundé à partir de 1967 après avoir transité par le Nigéria voisin. Cette année-là, le gouvernement du Cameroun instituait un texte reconnaissant à certaines sectes le droit à l'existence. Beaucoup d'autres groupes confessionnels seront reconnus les années suivantes. D'autres comme les *Témoins de Jéhovah* ont continué à exercer dans la clandestinité. Ils se sont posés en contestataires du pouvoir politique, reniant le drapeau national et refusant le vote. Il faudra cependant attendre 1975 pour assister à une éclosion des sectes matérialisée par une adhésion massive des jeunes. Des sectes locales verront aussi le jour notamment *Le monde des Élus de la nouvelle terre*, inspirée par un Camerounais, selon lequel le Cameroun serait la «nation élue».

L'arche dans la tempête

Lieu par excellence de l'ouverture aux idées nouvelles, l'Université de Yaoundé servira de porte d'entrée et même de laboratoire national à ces sectes. Certains enseignants ont pris le train et avec eux quelques étudiants. Les premiers convertis ont pour principale ambition de «ramener à la maison quelques brebis égarées». Comme l'arche au milieu de la tempête, ils essayent de naviguer. Tous se disent investis d'une «mission divine», «salvatrice». La plupart se réfèrent à la bible. «Le temps est accompli et le Règne de Dieu s'est approché»; «Convertissez-vous, abreuvez-vous à la source spirituelle», affirment-ils. Leurs paroles s'adressent directement à l'individu quand ils disent: «vous vous sentez mal dans votre peau». C'est aussi un appel à la révolte, à la rebellion contre un «modèle de société qui n'a pas tenu ses promesses» et un apport de «la vérité qui mène à la vie éternelle». Un langage mielleux destiné à impressionner, éblouir.

La cour se fait en une fraction

→

→

de seconde dans une chambre de la Cité universitaire: une jeune fille fait une entrée impromptue chez un étudiant, tout sourire. «Je vous apporte la bonne nouvelle, lui dit-elle, si vous voulez en savoir plus venez à notre réunion dimanche.» Impossible de résister à une telle offre. Le jeune homme n'a pas eu le temps de poser une seule question. Et d'ailleurs on lui aurait certainement dit que «Dieu existe parce qu'il existe», ou quelque chose du genre. Dimanche, le voilà revenu de la «réunion» et plus que quiconque décidé à faire des disciples.

Dans la nouvelle communauté, on s'appelle «frère» ou «soeur». «L'impie» est tout de suite ravalé au rang de «non-frère». La vie en groupe revient toujours tel un leitmotiv. La chaleur humaine tant recherchée, on la trouve ici.

«Y'a du louche»

On vit pour et par la communauté. La famille pourtant très importante dans les traditions africaines est oubliée. «L'essentiel, affirme-t-on, c'est l'unité des hommes et la paix.» Pour ces médecins de l'âme, le remède à tous les maux est la prière. «Priez et vous serez sauvés!», lancent-ils sans cesse. Mais à entendre certains «répentis», «les pratiques en vigueur dans les sectes relèvent de la magie.» Le code bahaie par exemple serait «une entrave à la liberté de l'homme». Les fidèles sont soumis à un traitement difficile et abrutissant: endoctrinement intensif pour «mise en condition» notamment par l'écoute de cassettes de trois heures; longues heures de prière; travail à haute dose; brimade physiques, etc. Bref, soumission aveugle. Le tout résuite en un affaiblissement physique de l'individu. Le sens critiqué entamé, l'adepte devient tout simplement une marionnette. Le comportement de certains des sectaires a souvent donné lieu à des situations préoccupantes: telle étudiante, sous prétexte de prier, crie à tue-tête ameutant ainsi toute la Cité universitaire.

L'ombre de Moon?

L'opinion publique admet qu'il est difficile de se libérer d'une secte. Après tout le lavage de cerveau dont ils ont été les victimes, les fidèles sont devenus aliénés. À cela s'ajoutent les menaces: «Si vous quittez la communauté, il vous arrivera malheur.» Très peu de gens ont osé braver l'interdit. «Tout est fait pour garder le fidèle dans le groupe», affirme un répenti, y compris le fait de vous donner de l'argent sans vous demander des comptes.

La grande question demeure. Qui finance les sectes? On marmonne sur les contributions des adeptes, les recettes dues aux ventes des publications. D'autres personnes affirment que les sectes sont financées de l'étranger. Le regard se dirige naturellement vers Moon.

Les sectes apparaissent ainsi comme des pots au miel: l'argent gracieusement distribué, un époux ou une épouse. Mais de plus en plus les populations voient dans ces groupes un opium dont le but est finalement de détourner l'attention des véritables problèmes. Ainsi, au lieu de guérir le monde qu'ils disent malade, les nouveaux dieux contribuent à l'empoisonner un peu plus. □

L'HISTOIRE DE L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

Une religion amenée par les commerçants et les guerres saintes

Sidi M. Ould Babana

Mohammed Amara

«Nous ne sommes pas prosternés devant Dieu. La vie est continue, qui englobe les vivants et les morts. Tout est commun, Dieu est sur terre».

Ces phrases de l'écrivain ivoirien Bernard Dadier, traduisent tout le désarroi d'un animisme africain dont les derniers remparts se brisent chaque jour sous le poussée triomphante de l'islam.

Sur les 420 millions d'hommes qui peuplent le continent, plus de la moitié croient aujourd'hui en l'Unité de Dieu et en la mission de son prophète Mohammed. Cette victoire de l'islam sur les religions traditionnelles est le résultat d'un long processus, processus qui ne s'est pas déroulé sans heurts et sans chocs.

Dès le VIIe siècle, les successeurs de Mohammed ont lancé les jeunes forces musulmanes dans toutes les contrées du monde pour le triomphe de la parole d'Allah. L'Afrique n'a pas été épargnée. Des rives de la Méditerranée et de la mer Rouge, elle a d'abord été attaquée dans les rivages, puis à l'intérieur.

Premières percées

La première percée musulmane s'est effectuée vers 670 sous la conduite du grand stratège Oumeyyade Oqba Ibn Nafi. Elle a abouti à la fondation d'un camp permanent en Ifriquia (actuelle Tunisie et Algérie). L'édification d'une telle forteresse militaire visait deux objectifs: surveiller les véritables ennemis, les Berbères, qui opposaient une résistance farouche à la pénétration de l'islam, et contrôler les routes caravanières en vue de la prospérité du commerce avec les régions du Sud, encore insoumises.

C'est par le biais de ce commerce que va s'établir le premier contact entre l'islam et les populations noires. En effet, là où les marchands musulmans entrent avec leur sel et leurs épices, leur foi pénètre avec eux. Ainsi, les cours des rois qui avaient le monopole de ces rares denrée ont été les lieux où l'islam s'est enraciné. Mais très timidement. En effet, les commerçants arabes étaient beaucoup plus préoccupés par le succès de leurs affaires que par une «nerveuse» propagande dont les conditions objectives n'étaient pas encore réunies.

Le problème majeur de l'état-major musulman à l'époque demeure la reconversion totale des peuples du Maghreb (Tunisie, Algérie, Libye, Maroc) qui servira de tremplin à une progression de plus grande envergure.

En effet, dès l'anéantissement des dernières poches de la résistance berbère à son action d'islamisation, Tarek Ben Zeyad qui a pris la direction des armées musulmanes après la mort de Oqba, passe en Espagne par le détroit qui porte aujourd'hui son nom (Gibraltar) et occupe les villes de Cordoue et de Tolède. Cinq ans plus tard la quasi totalité de l'Espagne était aux mains des musulmans. La marche sur l'Afrique des savanes devient désormais imminente.

Mais entre temps de grands changements se produisent au niveau des instances dirigeantes. La dynastie des Omeyyades est renversée par les Abassides en 750.

Cet événement a redonné une nouvelle dimension à la poussée musulmane en Afrique et ailleurs. Le transfert de la capitale du monde musulman de Damas (Syrie) à Baghdad (Irak) a entrainé une expansion commerciale et un rayonnement culturelle qui ont imposé la suprématie économique de l'islam et consacré l'arabe comme langue de gouvernement.

De Baghdad, sciences et cultures se répandent dans tous les pays du monde. En direction de l'Afrique noire, l'influence s'est exercée à partir de l'Égypte et des villes du Maghreb grâce à l'action des marchands ambulants.

Élan brisé

Vers le Xe siècle, cet élan sans précédent a été momentanément brisé par un fractionnement du monde musulman. En Afrique du nord apparaît la dynastie Fatimide qui manifeste son indépendance vis-à-vis de Baghdad. Le transfert plus tard de leur capitale du Maghreb pour l'Égypte, permet aux Berbères Zerides de s'emparer du pouvoir dans la sous-région abandonnée et de proclamer leur loyauté à Emir El Mouminoune (le commandeur des croyants) à Baghdad. La riposte des Fatimides fut violente. C'est l'invasion «hilalienne». Plus de 200000 bedouins arabes de la haute Égypte sont expédiés en Afrique du nord. Ils triomphent sans peine des Zerides et envahissent l'ensemble du Maghreb.

Face aux bouleversements causés par cette invasion, émerge au milieux du XIe siècle une nouvelle force, qui, au nom de l'Islam authentique et purifié de toute distorsion chiîte, entreprend de chasser les hérétiques hafaliens, de refaire l'unité musulmane et d'engager l'islamisation des paiens de l'Afrique noire: ce sont les Almoravides.

Mission difficile

Si ces intrépides guerriers Almoravides ont vite réussi à conquérir le Maroc, fonder la ville de Marrakeche et s'installer en Andalousie, la mission de leur illustre chef, Boubacar Ben Amer, resté sur les bases arrières pour entreprendre la conquête de l'Afrique des savanes, était difficile.

Tous les royaumes situés au nord du fleuve Sénégal dépendent du puissant empire de Ghana. Cet empire n'était pas méconnu des musulmans. Les récits de leurs nombreux voyageurs permettaient déjà d'évaluer sa puissance économique et son enracinement culturel. «Au pays de Ghana, écrit au Xe siècle l'un de ces commerçants, l'or croît dans le sable; on le récolte au lever du soleil». Ghana aurait été fondé au IVe siècle et 22 princes s'y seraient succédés avant El Hegir (voyage du prophète de la Mecque à Medine qui marque le début de l'ère musulmanne).

Consicent donc de toutes ces difficultés, Ben Amer et ses hommes décident d'abord d'occuper Aoudaghost (royaume situé au coeur de l'actuelle Mauritanie) et d'engager ensuite leurs opérations de harcèlement contre la puissante capitale. Cette stratégie s'est révélée payante. En 1076 l'empire du Ghana tombe aux mains des Almouravides. Les musulmans se substituent à la dynastie païenne désormais éjectée. L'islamisation de l'Afrique de l'Ouest devient une réalité.

Amalgame

Cependant, après la mort de Ben Amer et la dislocation du mouvement Almouravide, l'animisme réapparaît en surface. Tous les royaumes qui dépendaient de l'empire du Ghana ont pris leur indépendance et se sont constitués en empires: Mali, Songhay, Gao. Les croyances sont devenues alors un amalgame d'Islam et de religions traditionnelles. Le témoignage de l'historien IBN Batuta qui a visité au XIVe siècle la cours de l'empereur du Mali, est à cet effet édifiant. «Jeunes filles et esclaves de deux sexes circulent nus, même en Ramadan; devant le souverain, les femmes doivent se découvrir le visage et le corps; on doit se saupoudrer de poussière en témoignage de politesse et de respect».

Malgré ce flirt avec l'animisme traditionnel, les rois de ces empires sont restés jaloux de leur nouvelle religion. D'ailleurs, l'islam de certains pays africains se rattache à l'histoire du Maghreb et de ces empires. En effet c'est à partir de ces véritables forteresses musulmanes que les Arabes, les Haoussas et les Dioulas sousanais ont accentué la propagation de l'Islam entre la savane et la forêt. Mais la conversion massive des paiens de l'Afrique profonde ne se réalisera que plus tard avec le Jihad (guerre

sainte) des hommes des confréries.

Nouvelle doctrine

Tout comme pour les premiers contacts de l'Islam, les confréries sont venues du Nord. Si tout le Maghreb s'est adonné à la pratique de ces nouvelles doctrines, les Mauritaniens, plus que tous les autres s'en ont fait les plus zélés propagandistes en Afrique noire.

Sous l'étendard des confréries, de grandes figures de l'histoire africaine, Nasser Dine, Ousmane Dan Fodio, El Hadj Oumar et Cheikou Ahmedou ont lancé de vigoureuses guerres saintes qui ont permis à l'Islam de pénétrer au coeur de l'Afrique.

Une ascension continue

De nos jours, on peut dire que l'islam en Afrique se porte très bien. Si bien, qu'il suscite de vives inquiétudes. Il y a quelques mois, un hebdomadaire chrétien de Dakar alertait les Sénégalais sur la montée d'un certain intégrisme qui constitue selon lui une menace pour la coexistence des différentes communautés qui composent le pays.

Cette peur n'est pas fortuite. Elle se manifeste après les émeutes religieuses qui ont fait des milliers de morts au Nigéria. Et après l'imposition de la loi islamique au Soudan.

100 millions de musulmans peuplent l'Afrique noire. Ils sont concentrés principalement dans deux régions de l'Afrique: l'Ouest et l'Est. Ce qui n'empêche pas l'islam d'être présent sur tout le continent.

Neufs États ont entre 50 à 90 p. cent de musulmans; treize en ont de 20 à 50 p. cent; quatre, de 10 à 20 p. cent et six de 1 à 10 p. cent.

Cette extension de l'islam trouve son explication dans plusieurs raisons historiques. Les derniers souverains africains ont grandement contribué à son expansion. Les jihads ou guerres saintes menées par ces hommes politiques ont été déterminant et surtout en Afrique occidentale. On peut mentionner les noms de Sékou Ahmadou qui a fondé dans le Macina (Mali) un empire théocratique en 1785 et mena la guerre sainte contre les Bambaras animistes. Son fils Ahmadou Sekou continua son oeuvre mais fut arrêté par un autre combattant de Dieu, El Haj Omar qui leur reprochait un certain manque de rigueur dans la pratique religieuse.

En 1804, une autre guerre sainte est lancée par Ousmane Dan Fodio pour convertir les Haoussas.

Un autre chef de guerre Samory à étendu, grâce à ses conquêtes, l'islam dans le sud du Mali actuel et le nord de la Guinée.

La colonisation

Autres facteurs de propagation de l'islam, la pénétration coloniale. Les colons ont souvent utilisé comme administrateur des lettrés musulmans, dans certaines régions réputées difficiles. Également, la stabilité établie par la domination coloniale a été utilisée par certains marabouts colporteurs pour étendre la foi. Les confréries, avec la préoccupation qui les anime d'avoir le maximum d'adeptes jouèrent dans cette islamisation un rôle très important.

La conjugaison de tous ces facteurs, auxquels il convient d'ajouter le développement et la mobilité démographique, les concentrations urbaines, l'éclatement de la structure traditionnelle de l'Afrique changera complètement le visage de certaines régions qui au début étaient hostiles à la religion du prophète Mohammed.

Voici quelques exemples pour illustrer cette progression.

En 1900, au Nigéria, 50 p. cent des Haoussas étaient musulmans. En 1952, les Haoussas l'étaient à 80 p. cent.

Au Congo-Brazzaville, les musulmans sont passés en quatre ans 1955-59 de 150 000 à 300 000.

Au Dahomey (actuel Bénin), deux ans après le passage d'un prêtre à Bariba, un marabout lui succède. Dix ans plus tard, il n'y a que 10 baptisés contre la moitié de la population qui est devenue musulmane.

Chez certains peuples animistes, comme les Mossis, auparavant on n'aurait pas permis à un musulman d'accomplir sa prière. mais aujourd'hui même le chef de la communauté, le Mogho Naba, est musulman.

Au début du 20e siècle, une grande partie de l'Afrique à déjà embrassé l'islam. Cette ascension va se poursuivre après les indépendances. Les pays arabes y joueront un rôle prépondérant. Des écoles seront construites un peu partout. Des bourses offertes pour aller étudier dans les pays arabes, les mosquées multipliées. Des émissions islamiques financées. Les Africains, lettrés arabes, une fois rentrés dans leurs pays respectifs vont créer des associations culturelles musulmanes qui ont pour objectif une promotion de la culture musulmane. Des revues de propagation islamique sont fondées.

Depuis la révolution iranienne, des musulmans constatant la faillite des idéologies en vigueur se demandent et parfois bruyamment pourquoi ne pas emboîter le pas à l'Iran. D'autant plus que les musulmans sont majoritaires dans ces pays. Et aussi parce que cette religion offre un atout majeur: un système politique. □

Des journalistes africains parmi nous

Ce numéro de PLUS sur l'islam et l'actualité africaine a été écrit par un groupe de stagiaires venus de 11 pays africains. Ils sont au Québec depuis fin juillet après un séjour de six semaines en France. Ces stages font partie de la formation en journalisme et en communication de deux écoles africaines: le CESTI (Centre d'étude des sciences et des techniques de l'information) de Dakar et l'ESSTI (École supérieure des sciences et techniques de l'information) de Yaoundé.

Pendant son séjour au Québec, le groupe de 52 stagiaires (21 en presse écrite, 14 en radio et 17 en télévision) a été encadré et pris en charge par l'Institut International de la Communication (451 rue Saint-Jean, Montréal) dont l'action se situe, entre autres, dans le domaine de la coopération internationale.

Les stagiaires africains ont été accueillis par différents médias à travers le Québec, principalement les quotidiens et les radios communautaires. PLUS est heureux de leur ouvrir ses pages pour une deuxième année consécutive.

Un groupe de stagiaires avec l'encadreur Charles Meunier, dans les locaux de l'Institut international de la Communication: (de g. à d.) Mongo Waffo, Peter Efende, Martin Mbida, Charles Meunier, Arthur Ayéma Ballé.

Gnagna Sibidé, étudiante en journalisme radiophonique, pendant la réalisation d'un montage.

DES ÉTATS AFRICAINS SE REBAPTISENT

Que signifient donc tous ces changements de noms?

Amégnihoué Houndji

«Dahoméens: 0,76 p. cent; Béninois: 2,36 p. cent». Nous sommes à la «Maison de l'Étranger» de Marseille. Le directeur-adjoint de la Maison nous donne le résultat des recensements d'immigrés africains dans la ville française. Mais M. Spiros Théodorou oublie une chose. Les Béninois d'aujourd'hui ne sont rien d'autre que les Dahoméens d'hier.

Les changements de noms de pays en Afrique amènent à de pareilles confusions. Le schéma est quasi classique. On commence par vouloir annihiler les vestiges du colonialisme et on finit par changer le nom de son pays.

La naissance du Bourkina Fasso (ex-Haute-Volta) répond à la même préoccupation. Les dirigeants bourkinabés veulent faire oublier à leurs concitoyens les déboires des régimes précédents. Cela leur donne le moyen d'effacer de la géographie mondiale le nom attribué à l'ex-colonie française à cause des cours d'eau qui la traversent. Il s'agit des Volta noire, blanche et rouge. Mais si ce nom s'explique par des réalités géographiques existantes, il n'en demeure pas moins étranger aux populations locales essentiellement analphabètes. Ainsi le Bambara de Bobo-Dioulasso a-t-il une drôle manière d'appeler son pays: Woutou-Wolta. Expression qui n'a aucune signification ni en français ni dans aucune langue locale.

La nouvelle appellation est tirée de deux langues nationales. Bourkina signifie «homme intègre» en Moré et Fasso «terre natale» en Dioula. «Patrie des hommes intègres», le nom Bourkina-Fasso traduit le désir des hommes politiques bourkinabés d'inculquer à leurs concitoyens le sens du patriotisme, du nationalisme et de la dignité. Ce faisant, les Bourkinabés introduisent une innovation dans l'histoire des changements de noms de pays en Afrique. Ils n'ont pas eu recours à l'histoire lointaine ou récente de leur pays pour trouver le nouveau nom. Et pourtant, c'est cela la tradition. Les dirigeants du Bourkina-Fasso ont probablement tiré leçon de la contestation dont sont l'objet les noms empruntés à l'histoire. Cela se remarque chez leur voisin du sud, la République Populaire du Bénin.

Remous

Les motivations ne sont certainement pas les mêmes. Au Bénin en effet, hormis la volonté de faire oublier le passé politique tumultueux du pays, il s'agissait de «balayer» systématiquement le nom «Dahomey», déformation de «Dan-Homê». Le nom de ce royaume pré-colonial du centre du pays a été étendu à tous les territoires voisins dont les populations ne se considèrent pas comme étant du «Dahomey». Ce qui compromet la réalisation de l'unité nationale et du consensus populaire. Ce comportement occasionne des troubles politiques.

Au Bénin, les clivages ethniques ont longtemps déterminé les positions politiques. D'une population d'environ 3,5 millions d'habitants, le pays se répartit en douze grands groupes ethniques dont la majorité appartient, à en croire certains historiens, à l'aire culturelle du royaume du Bénin. L'appellation «Bénin» n'en a pas, cependant, soulevé moins de remous.

À l'intérieur, les murmures sont venus de l'ethnie des «Fon», grands dignitaires du Dan-Homê. «Pourquoi précipiter ce glorieux passé dans l'oubli?» se demandent-ils. Certains opposants au régime du président Kérékou continuent de bouder ce nom. Le Parti communiste du Dahomey (PCD) — organisation clandestine — exprime ce mécontentement.

Au Togo comme au Nigéria, l'accaparement de l'appellation du nom «Bénin» par l'ancien Dahomey a suscité quelques grincements de dents. La civilisation du Bénin étant perçue comme un patrimoine culturel commun. Elle est née à Benin City au Nigéria avant de s'étendre à l'espace géographique allant du Nigéria au Ghana. Ainsi existe-t-il au Togo une université dite du Bénin et une bière dénommée «Bière-Bénin». En République Populaire du Bénin, on parle plutôt de l'Université Nationale du Bénin et de la «Béninoise» qui est la bière nationale. Cela crée d'énormes confusions. Mais c'est la preuve que le Bénin, le Togo et le Nigéria ne constituent qu'une seule et même entité culturelle.

Authenticité

En 1972, le président Mobutu baptise son pays Zaïre et exige que ses concitoyens abandonnent les noms chrétiens. Il donne lui-même l'exemple en reniant ses prénoms Joseph-Désiré et devient Sésé Séko.

La métamorphose du Congo belge devenu Congo-Kinshasha puis Zaïre n'est que l'aboutissement de la politique de «retour» à l'authenticité» proclamée par le président zaïrois. Au-delà des noms, il s'agit d'une contestation de toutes les «valeurs» occidentales. «À bas le costume!» entend-on crier dans les rues de Kinsasha. Et, à la place du costume occidental apparaît un ensemble, pantalon et veste à manches courtes, dans lequel nage souvent le président Mobutu Sésé Séko.

La politique de «retour à l'authenticité» vise la renaissance de la nation zaïroise en décolonisant la mentalité des citoyens à commencer par leur nom.

Que Joseph-Désiré Mobutu devienne Sésé Séko, cela n'intrigue pas l'épiscopat Zaïrois. Mais que la mesure soit élargie à tous les nationaux n'a pas été du goût de l'église catholique. L'archevêque de Kinsasha émet publiquement des réserves sur l'opportunité de la campagne d'authenticité et plus particulièrement sur la mesure exigeant l'abandon des prénoms chrétiens. Une épreuve de force s'engage entre les hommes politiques et le clergé. L'église se plie finalement et l'archevêque rentre de son exil volontaire.

Le président Eyadéma du Togo s'est heurté à la même opposition dans l'application de sa politique de «retour à l'authenticité» à la zaïroise. Étienne Eyadéma devient Gnassingbé Eyadéma et avec lui, tous les Togolais doivent renier leur nom de baptême. Levée de bouclier du clergé qui n'a cependant pas tardé à rallier les thèses gouvernementales.

Lointains rapports

En dénommant leur pays *Zimbabwé*, les autorités de l'ex-Rhodésie du sud ont renvoyé aux oubliettes du passé le nom de Cecil Rhodes, administrateur anglais qui entreprit la conquête de ce territoire de l'Afrique Australe. À l'indépendance, les Rhodésiens d'alors fouillent les tréfonds de leur histoire et exhument le nom du Zimbabwé, un royaume qui a rayonné au début de notre ère de par ses prouesses architecturales.

Avec la Rhodésie disparaît le nom de Cecil Rhodes puisque la Rhodésie du nord était devenue, elle aussi, la République de Zambie. De la même manière, plusieurs nouveaux États ont surgi en Afrique occidentale au lendemain des indépendances.

Le Soudan français est devenu République du Mali le 22 septembre 1960 après l'échec de son éphémère fédération avec le Sénégal.

Contrairement au Mali où l'empire se confond à la République qui porte son nom, le Ghana actuel et l'empire du Ghana n'ont que de lointains rapports. L'essentiel, pour le président Kwamé N'krumah, était de changer l'appellation de «Gold Coast» attribuée à son pays par le colonisateur britannique. Partisan du «recours» et non du «retour» à l'authenticité, N'krumah a peut-être réussi à créer une nation dépouillée de tout vestige colonial. Témoin de la volonté de révalorisation des «valeurs» africaines qui anime ce président, l'idée qu'on garde de l'«Osageyfo» ghanéen est celle de l'homme drappé dans son pagne africain.

Paradoxe

En deux décennies d'indépendance, plusieurs nouveaux noms de pays et de villes apparaissent sur la carte de l'Afrique. Après le triste record de l'instabilité politique, c'est celui des changements de noms que le continent noir détient. De quoi dérouter les anciens administrateurs de colonies. Les nationaux, eux-mêmes mettent du temps pour s'adapter aux nouvelles appellations.

On continue de parler de Haute-Volta et de Voltaïque même dans les milieux officiels du Bourkina Fasso.

Au-delà des considérations politiques, le changement de nom draine, avec lui, un certain nombre de conséquences. Il faut changer les pièces d'identité. Ce qui nécessite la mobilisation d'une grande partie de l'administration et peut-être, une perturbation — si négligeable soit-elle — de la vie économique du pays.

Au Togo du «retour à l'authenticité», les prénoms chrétiens continuent de prévaloir dans les foyers. Aussi une même personne s'appelle-t-elle «Tchotcho» à l'école et «Antoinette» à la maison. L'authenticité n'est effective que dans l'administration.

Les changements de noms d'États perturbent les classements initiaux dans les organismes internationaux: Haute-Volta, «rubrique H»; Bourkina-Fasso, «rubrique B». Les autres États et leurs citoyens doivent, eux aussi, s'adapter aux nouveaux noms. La confusion est très aisée. «Ouagadougou, n'est-ce pas la capitale de la Haute-Volta?» demandera, peut-être un jour, un policier français ou canadien en voyant sur un passeport établi à Ouagadougou «nationalité: Bourkinabé».

Si au moins, le nouveau nom pouvait faire oublier les difficultés économiques et les vicissitudes politiques du passé! Mais là, la volonté seule ne suffit pas. Il faut faire des actes concrets allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et d'une décolonisation culturelle. Dans ce domaine, l'Afrique demeure le continent des paradoxes. Ainsi, Mobutu, l'initiateur de la politique «de retour à l'authenticité» continue de s'adresser à son peuple en français, une langue inaccessible à 90% de la population.

Le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais demeurent les seules langues officielles même dans les États où les efforts d'alphabétisation ont été faits.

L'idée de créer chez les citoyens le sentiment patriotique continue, cependant, de faire son chemin en Afrique. Même dans les pays les plus «conservateurs», des rues, des lycées et des villes ont été débaptisés. Au Sénégal, le lycée Van Vollenhoven s'appelle désormais «lycée Lamine Gueye». La ville camerounaise de Fort-Fourreau est devenue «Kousséri» tandis qu'au Tchad, Fort-Lami s'appelle «N'Djaména» — lieu où les hommes se reposent — bien que là-bas, la vie ne soit pas toujours de tout repos. □

Zimbabwe: la démocratie en péril

Mbégah Effa Victor

Des côtes solides, Robert Mugabé devra en avoir pour barrer complètement la route à ses adversaires politiques. En décidant la création d'un parti unique, le premier ministre croit dur comme fer que c'est la seule façon de couper l'herbe sous les pieds de l'opposition, et de mettre fin aux rivalités ethniques qui ensanglantent le Zimbabwe.

La machine semble désormais en marche, en ce pays, vers un régime à parti unique. Après le congrès d'août dernier de la «Zimbabwe African National Union» (ZANU) au pouvoir le premier ministre Gabriel-Robert Mugabé a maintenant carte blanche pour faire aboutir son vieux rêve de toujours: éclipser la «Zimbabwe African People Union» (ZAPU) de son vieux rival Joshua Nkomo. Les 6 000 congressistes de la ZANU lui ont donné mandat de bâtir une société «socialiste» au Zimbabwe, avec, en prime, une seule formation politique, d'obédience marxiste-léniniste.

Cette issue était plutôt attendue. L'ouverture du congrès avait été précédée d'une vaste campagne de dénigrement contre la ZAPU, accusée d'être à l'origine du cycle de violence politique dont le pays est victime depuis son indépendance en avril 1980. Déjà, M. Mugabé avait fait lui-même, en début d'année, l'apologie du parti unique qu'il disait «convenir aux réalités» de son pays. Une telle prise de position éclairait dès lors les intentions du premier ministre, le parti unique étant souvent considéré dans certains pays en voie de développement, comme le creuset de l'unité nationale. Et le Zimbabwe, en proie à une agitation intérieure presque endémique, en aurait effectivement besoin.

Seulement voilà, l'entreprise ne sera pas aisée pour M. Mugabé, la ZANU ne pouvant à elle seule, décider de l'avenir du pays. Qui plus est, le pluralisme des partis est garanti au Zimbabwe par les accords de Lancaster House signés en 1979 sous l'égide de la Grande-Bretagne, la puissance colonisatrice.

Déjà en juillet dernier, Robert Mugabé s'était heurté au refus de Mme Margaret Tatcher, premier ministre britannique, à qui il voulait faire avaliser le projet d'une modification de la Constitution, en prélude à la création du parti unique.

Le retour du Diable

Ce refus ne pouvait arrêter M. Mugabé qui s'est finalement appuyé sur son parti, majoritaire dans le pays. Cependant, au-delà d'une simple initiative, fut-elle capitale pour l'avenir de la démocratie au Zimbabwe, il faut surtout y voir l'aboutissement de vieilles rivalités tribales et politiques entre le premier ministre Mugabé et Joshua Nkomo.

Issus respectivement des tribus «Shona» et «Ndébélé», les deux hommes sont loin de faire bon ménage depuis les élections d'avril 1980 qui ont donné la victoire à Mugabé avec 57 députés dans un Parlement qui en compte 80. S'appuyant sur son bastion des «Nébélé» dans le sud du pays, la ZAPU de M. Nkomo ne put envoyer, elle, que 20 députés à l'Assemblée.

Fort de sa majorité dans un système parlementaire quelque peu calqué sur le modèle britannique, M. Mugabé, devenu premier ministre, pouvait introduire des réformes, lesquelles n'ont pas toujours été du goût de M. Nkomo. En avril 1981, par exemple, le premier ministre avait signé une ordonnance intégrant les forces combattantes de la ZAPU sous le commandement unique de l'armée zimbabwéenne. M. Knomo, lui, voulait conserver son armée tout en demeurant ministre de l'Intérieur et chef de la police.

Robert Mugabé

Joshua N'Komo

Depuis, les rapports n'ont cessé de se détériorer entre la ZANU au pouvoir et la ZAPU. Et en 1983, M. N'Komo était démis de ses fonctions de ministre de l'Intérieur. On l'accusait à l'époque de receler des caches d'armes dans son quartier général à Hararé, la capitale, alors que son armée était officiellement dissoute. C'est le divorce total. Craignant «pour sa sécurité», selon ses propres mots, le leader de la ZAPU quittait le pays sur la pointe des pieds pour un court exil à Londres.

De retour en février dernier, son fief politique du Matabeleland se met aussitôt en ébullition. Le retour du Diable, avait-on dit à Hararé. Mais l'agitation est si forte qu'elle met l'unité du pays en péril. La Cinquième brigade est envoyée sur place pour faire régner l'ordre.

Brutalités

La Cinquième brigade, l'unité d'élite de l'armée zimbabwéenne, s'était déjà distinguée en février 1983 dans le massacre des civils au Matabeleland. On parle de 1 000 morts, selon des sources officieuses. Le Matabeleland s'estime lésé depuis l'accession des Noirs au pouvoir.

Mais la Cinquième brigade a cette particularité de recruter ses éléments au sein de l'ethnie «Shona», celle de M. Mugabé lui-même. Elle est entraînée par des conseillers nord-coréens dont le moins qu'on puisse dire, est qu'ils n'apprennent pas à leurs élèves à faire la guerre en dentelle. Les pratiques de la Cinquième brigade ont été si brutales ces derniers mois qu'elles ont failli provoquer une crise ouverte entre la Grande-Bretagne et le Zimbabwe. Un journal londonien s'était fait l'écho en juin, des atrocités commises sur les civils dans cette province. M. Mugabé n'avait pas apprécié cette publicité faite autour d'une «affaire interne». Même sans aller jusqu'à la rupture, les rapports entre les deux pays n'en sont pas sortis très renforcés.

Pour agir ainsi, le premier ministre ne manque pas d'arguments. C'est peut-être la manière qui achoppe. En tout cas, notent les observateurs politiques du pays, depuis l'accession du Zimbabwe à l'indépendance il y a quatre ans, les luttes intestines et la traditionnelle rivalité entre «Shona» et «Ndebele» ont pris le pas sur les priorités économiques. Rivalité d'autant plus exacerbée que le vieux leader Joshua Nkomo, âgé aujourd'hui de 67 ans, n'a jamais renoncé de devenir à son tour premier ministre à la faveur des élections «qui restent à organiser».

Ironie du sort, celui que ses intimes appellent «Big Johss» entrevoyait justement sa victoire dans le cadre du pluralisme des partis. M. Mugabe, lui, veut en décider autrement.

Le sort de la minorité blanche

Il reste que, d'ici l'an prochain, beaucoup de choses peuvent se passer. M. Mugabé, qui vient d'être désigné comme candidat unique de son parti pour les élections de février prochain, devra d'abord convaincre la Grande-Bretragne du bien-fondé d'un monopartisme au Zimbabwe. Car, derrière le pluralisme des partis garanti par les accords de 1979, se cache en réalité le souci de Londres de protéger la minorité blanche, estimée à 200000 personnes dans l'ensemble du pays.

Parce que, en parlant de minorité blanche au Zimbabwe, on voit poindre à l'horizon l'épineux problème agraire. L'avènement des Noirs au pouvoir n'a pu le résoudre. Ce sont les Blancs qui détiennent les moyens de production agricole et sont le moteur de l'économie nationale. Or, nombreux sont encore les Noirs qui n'ont même pas de terre ou qui sont employés sur celles des fermiers blancs. Une loi récente autorise ces Noirs (les squatters) à demeurer sur les terres qu'ils occupent s'ils y sont depuis cinq ans au moins ou si leur expulsion risque de provoquer une agitation sociale. En retour, l'État verserait une indemnité aux fermiers blancs et leur rembourserait une partie des récoltes perdues.

Ces réformes ont déjà provoqué l'exode de milliers de fermiers blancs qui redoutent le pire d'ici quelques années. Nul doute que la création d'un parti unique va davantage alimenter ce climat de méfiance. Le départ des fermiers blancs, disent les experts agricoles de la région, signifie une famine du genre de celle qui ravage le Mozambique voisin.

Ce n'est pas le bâton à la main...

Quoi qu'il en soit, M. Mugabé semble plutôt bénéficier d'une conjoncture politique favorable. La déconfigure de la ZAPU, le seul vrai parti qui lui donnait jusque-là du fil à retordre, est presque certaine. Et les ralliements à la ZANU ne cessent de se multiplier. La dernière en date est celle de Callitus Ndoluvu qui a fait sensation en juin dernier en claquant la porte de la ZAPU qu'il considérait comme moribonde. Il a été aussitôt nommé ministre des Mines dans le gouvernement de Mugabé. Le même Ndoluvu vient d'être élu président du Comité exécutif de la ZANU pour le nord du Matabeleland, le fief de M. Joshua Nkomo. Un défi?

La ZAPU, aux dires mêmes de certains de ses responsables, est presque finie et ne saurait trop longtemps encore constituer un contrepoids redoutable. En Afrique, un parti politique qui n'est pas au pouvoir a du mal à conserver ses militants. La ZAPU vient d'en faire l'expérience.

Seule inconnue cependant, l'attitude de Londres. On sait déjà que Margaret Thatcher n'apporterait pas son aval à un système qui risque de léser la minorité blanche. Et Mugabé devra faire des concessions importantes à son ancienne puissance coloniale s'il veut atteindre son but. Un coup de tête n'est cependant pas exclu de la part de cet ancien maquisard du temps de Ian Smith. Quitte à affronter les foudres de ses rivaux politiques et plonger le pays dans un bain de sang. Un de plus. Car, même si la ZAPU est moribonde, elle dispode encore de centaines de milliers de partisans dans le pays qui ne sont pas prêts à déposer leurs armes. À preuve, la Cinquième bridage se trouve toujours au Matabeleland, où la dissidence n'a jamais été vaincue.

Dernière solution, la plus sage sans doute: la réconciliation nationale. Mais à condition que Mugabé lève le siège du Matabeleland. Comme le dit un proverbe bantou, «Ce n'est pas le bâton à la main qu'on appelle le chien». □

Afrique noire - Pretoria: un dialogue piégé?

Jean-Marie Nzekoué

16 mars 1984 à Maputo (Mozambique). Le premier ministre sud-africain Pieter Willem Botha arrache un «accord de sécurité» à un Samora Machel, excédé par les raids en provenance du sud. 29 mai 1984, à Lisbonne. C'est presque l'euphorie. Le même Botha vient de terminer par le Portugal une tournée triomphale qui l'aura conduit auparavant dans cinq pays européens (Suisse, Belgique, Grande-Bretagne, RFA et France). Partout, il a obtenu soutien et compréhension. Dans ses périgrinations, un seul but: sortir l'Afrique du Sud de l'isolement dans lequel l'a plongée depuis plusieurs décennies sa rigoureuse politique de développement séparé, l'apartheid.

Jamais, la République sud-africaine (RSA) n'a autant resssenti son isolement qu'en cette année 1984. D'où ses tentatives débridées pour le rompre. Pourtant, ce riche pays minier n'aurait jamais dû subir les rigueurs de l'ostracisme sans l'aparthied, ce véritable cancer qui gangrène sa vie sociale. Institutionalisée dès 1911, la politique raciale est soutenue par un arsenal juridique comportant 2000 lois applicables à tous les domaines d'activité. L'apartheid prône en effet une séparation rigoureuse des diverses composantes raciales (Blancs, Noirs, Métis, Indiens) soumises à des traitements différents selon la couleur de leur peau. Cette politique de cloisonnement a des conséquences évidentes: les Noirs qui constituent la majorité écrasante de la population (24 millions) sont exclus du jeu politique et économique cependant que les Métis (2,5 millions) et Indiens (0,7 millions) sont timidement associés au pouvoir par la minorité blanche (4,5 millions).

L'Afrique indépendante avait jusqu'ici condamné sans équivoque ce régime basé sur des considérations raciales. Cette attitude ferme de l'Afrique noire a été un camouflet à la face orgueilleuse du racisme. Autre avertissement sérieux: l'indépendance des anciennes colonies portugaises d'Afrique australe. En accédant à la souveraineté internationale, l'Angola, le Mozambique mais aussi le Zimbabwe provoquaient l'effondrement d'un glacis qui isolait jusque là le pays de l'apartheid de toute «subversion». La nature même des régimes en place — d'obédience socialiste — a contribué à raviver l'épouvantail du «péril rouge».

Manoeuvre habile

Pour les dirigeants sud-africains, il ne restait plus qu'un solution: empêcher «l'encerclement» de leur pays. Et comme l'attaque est la meilleure défense, il était vital d'aller à la conquête des ennemis supposés. C'est ainsi que la stratégie de Pretoria a d'abord porté sur les pays voisins (Angola, Botswana, Mozambique, Lesotho, Zambie et Zimbabwe), d'autant plus redoutés qu'ils servent de bases arrières aux mouvements anti-apartheid (ANC) ou nationaliste (SWAPI).

Le premier ministre sud-africain, Pieter Botha
Un seul but: sortir son pays de l'isolement

Cette manoeuvre habile qui alterne répression interne et offres de paix n'a pas tardé à porter ses fruits. Le président zambien Kenneth Kaunda a le premier répondu favorablement en août 1975 (entretiens de Victoria-Falls) aux propositions de «normalisation» formulées l'année précédente par Johannes Vorster alors premier ministre. Poursuivant sur la même lancée, Pretoria multiplie des propositions qui aboutiront en 1983 à la signature des accords avec le Mozambique (Nkomati) et l'Angola (Lusaka).

Toutefois les relations entre l'Afrique noire et le royaume de l'apartheid existaient bien avant 1983. Dès les années 1970-1972, le président ivoirien Houphouët Boigny se signalait comme le plus chaud partisan du «dialogue» avec Pretoria, suivi par le Zaïre de Mobutu. Toutefois, les arguments divergent chez les partisans du «dialogue». Pour justifier leur attitude de collaboration avec l'Afrique du Sud, les voisins invoquent les contraintes géo-stratégiques. Certains pays comme le Lesotho sont entièrement enclavés tandis que d'autres sont victimes de la sécheresse et des actes de sabotage perpétrés par la guerilla d'opposition soutenue militairement et financièrement par l'Afrique du Sud. C'est le cas du MNR au Mozambique et de l'UNITA en Angola.

Volonté de «dialogue»

L'aspect matériel n'est pas à négliger. Frappés de plein fouet par la crise, les économies fragiles de ces pays attendent des retombées du «dialogue». D'ores et déjà, le Mozambique a repris ses exportations de main-d'oeuvre et de courant vers l'Afrique du Sud et s'apprête à accueillir des touristes sud-africains. Si cette démarche est à mettre au compte de la *realpolitik*, en revanche, la volonté de dialogue affichée par certains pays «modérés» semblent beaucoup plus dictée par les lois du *business* et des intérêts économiques.

Quand Pretoria dit commercer avec la «quasi-totalité» des pays africains, point n'est besoin d'être sorcier pour désigner les plus en vue. Tout d'abord le Malawi, premier État noir à entretenir des relations économiques avec la RSA. Viennent ensuite de nombreux autres pays (Côte-d'Ivoire, Gabon, Île Maurice, Réunion, Zaïre, Zambie...) qui commercent de plus en plus ouvertement avec le pays de l'aparthied. Mais pour un pays connu officiellement, combien traitent dans l'ombre?

Bien qu'il soit difficile de dresser une liste exhaustive des «amis» et des «ennemis» de Pretoria, on peut toutefois affirmer que la majorité des pays africains est favorable au boycottage politique, diplomatique, économique et militaire de l'Afrique du Sud. Cette attitude s'est raffermie après les émeutes de Soweto qui firent 575 morts en 1976. Après ces événements, l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) considéra que l'isolement était le seul moyen susceptible d'amener les autorités sud-africaines à entreprendre des réformes sociales allant dans le sens de l'égalité des races.

Dépendance économique

Les pays opposés au «dialogue» considèrent également les avances de Pretoria comme un piège dans lequel il ne faudrait pas tomber. En outre, disent-ils, l'Afrique noire ne saurait établir des liens francs et fructueux avec un pays qui refuse aux Noirs le statut d'hommes. Autrement, le dialogue entre partenaires souverains risquerait de se transformer en un dangereux et périlleux monologue à relents paternalistes. «L'amitié disparait où l'amitié cesse», a dit un sage.

En nouant des relations avec les pays de l'Afrique australe, Pretoria ne cherche-t-il pas à les mettre sous sa coupe? Aujourd'hui, l'énorme dépendance économique de ces pays vis-à-vis de la RSA est une réalité qu'il ne faudrait pas occulter. On connait la ferme intention qu'a Pretoria de saboter la SADCC, organisation régionale visant l'indépendance économique des pays d'Afrique australe à son égard.

Côté économique, les partisans du dialogue estiment que l'Afrique du Sud, puissance minière et économique, pourrait faire profiter le reste du continent de son savoir-faire. Les adversaires d'une telle démarche se demandent comment Pretoria qui méprise les Noirs à l'intérieur pourrait dialoguer à l'extérieur avec les États africains. En d'autres termes: le dialogue Afrique-Pretoria est-il possible?

Adopter une position commune

Les positions divergent évidemment. L'Afrique ne peut malheureusement pas faire bloc pour trancher. De toute évidence, Pretoria doit bien se réjouir de la division de l'Afrique. «Les grands discours n'empêchent pas le commerce», a même laissé entendre un responsable sud-africain. Et le régime de Pretoria a des atouts pour renforcer cet état de choses.

Doté de l'arme atomique, fort de ses énormes gisements miniers (or, diamants, uranium) et du soutien inconditionnel des États-Unis et de plusieurs autres pays occidentaux, l'Afrique du Sud tient la totalité du continent sous sa menace. Elle continuera certainement à tisser des liens en Afrique noire si la totalité du continent n'adopte pas une position commune à son égard. □

Efemba Duchâteau

POINTS DE VUE DE JOURNALISTES AFRICAINS

OUA: le flambeau vacillant de l'unité africaine

Dans la chaleur moite de cette nuit d'été 84, une discussion va bon train dans l'une des chambres du YMCA, à Montréal, où logent les étudiants-journalistes africains des écoles de Yaoundé et Dakar. Toile de fond: la non-tenue du 20e sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). L'inquiétude plane sur cette discussion. Ils semblent anxieux, ces Africains, préoccupés du devenir de leur continent.

En effet, habituellement à pareille époque, c'est l'heure des bilans du sommet des chefs d'État. Celui de cette année devait avoir lieu en république de Guinée. Mais les autorités de ce pays ont dû décliner l'offre, faute de moyens, et surtout, à cause de la mort du président Ahmed Sékou Touré. Depuis lors, aucun écho ne s'est fait entendre au sujet d'une éventuelle tenue de la réunion, que ce soit à Addis-Abéba, siège et présidence en exercice de l'OUA, ou dans les autres États membres. Alors, deux questions reviennent très souvent: l'OUA est-elle morte? Se trouve-t-elle dans un long coma?

Mag Hyacinthe Ossounga Leboussi du Gabon ne cache pas sa frustration à propos de la non-tenue de ce 20e sommet de l'OUA. «Cela donne raison», dit-il, «aux Occidentaux qui pensent toujours que les Africains sont encore politiquement immatures. C'est la preuve également de la manipulation extérieure dont l'Afrique est l'objet».

Réalité différente

Mais tel n'est pas le cas pour Martin Mbida du Cameroun qui attribue plutôt cette situation à un malaise profond que traverse l'organisation panafricaine. Malaise surtout dû aux antagonismes qui existent au sein de l'OUA et qui sont d'abord d'ordre politique et idéologique. Les dossiers crucieux du Sahara occidental et du Tchad les illustrent fort bien. «A l'heure actuelle, explique-t-il, «on s'aperçoit que ces contradictions sont devenues figées. Elles n'évoluent plus du fait que l'OUA n'arrive pas à être conséquente avec elle-même. En ce qui concerne le Sahara occidental, par exemple, son adhésion au sein de l'organisation s'est faite à la majorité simple, selon les principes de la charte. Mais l'OUA continue à vouloir contourner les textes qui, pourtant, devraient régir, régulariser l'action et la bonne marche de l'organisation. Pour le Tchad, elle est également allée d'erreur en erreur. Les accords de Lagos n'ont jamais été remis en question». Alors, Martin Mbida pense que pour débloquer la situation actuelle, il faut que les uns et les autres aient une conscience élevée de l'idéal panafricaniste. Car l'OUA se veut un jalon, une structure qui pérennise le mythe historique qu'est l'unification africaine.

Selon lui, la réalité africaine n'est plus celle de l'année 1963 qui a vu la naissance de l'OUA: la situation a évolué de sorte que la charte même de l'organisme doit être révisée pour l'adapter à la nouvelle dynamique africaine.

Apprécier la léthargie

L'évolution, l'adaptation à la nouvelle dynamique africaine..., les mots-clés étaient lâchés. Arthur Ballé (Benin) y apporte un appui, suivi en cela par Antoine N'Gor Faye (Sénégal).

Pour le premier, l'OUA a atteint un âge où les crises lui sont inhérentes. Après 20 ans d'existence, l'idée sur laquelle sont partis ses pères fondateurs, à savoir, «faire une Afrique unie et forte», n'est plus la même. Le monde a évolué et dans cette foulée, des pays sont devenus «riches», d'autres pauvres. Les égoïsmes sont apparus de même que les antagonismes idéologiques qui bloquent le fonctionnement de cette organisation. M. Ballé ne voit pas d'autre issue que «la promotion des grands ensembles économiques, tels que la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la communauté économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC)...,» qui, à ses yeux, sont plus importants que les discours politiques déversés du haut des tribunes de l'OUA.

Le son de cloche est le même pour M. Antoine N'gor Faye. D'abord, il apprécie la léthargie que vit l'organisation panafricaine. Léthargie qui, selon lui, «permettra à l'ensemble des dirigeants africains de faire une sorte de bilan de l'OUA; afin qu'ils se rendent compte que, depuis sa création, un grand pas a été franchi sur le plan diplomatique et sur celui de la reconnaissance des valeurs que l'Afrique recèle».

La pomme de discorde

Les dissensions qui existent au sein de l'OUA ne sont pas chose nouvelle. Elles datent de la création même de cette organisation. On se souvient des deux grandes tendances de l'époque, dont l'une pensait à une unité politique et organique, l'autre à une simple union pour la coopération technique. Ces contradictions, qui se sont développées sous d'autres formes, ont toujours été dépassées au profit des idéaux communs. Mais depuis 1982, elles ont atteint une autre dimension au point que l'organisation en souffre. La pomme de discorde: l'admission, lors du 37e conseil des ministres, réuni à Addis-Abéba en février de la même année, de la république Arabe saharouie démocratique (RASD). Ce problème de la RASD devait faire échouer un peu plus tard à Tripoli, la première réunion du 19e sommet des chefs d'État, et celui du Tchad, la seconde. Depuis lors, l'organisation se trouve divisée en deux camps: celui des progressistes dit «groupe des 26» qui admettent la RASD, et celui des modérés dit «groupe des 19» qui la refusent de même que le Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad (GUNT) qui avait été reconnu par l'OUA à Lagos.

D'autre part, l'organisation n'a pas de secrétaire-général et est paralysée par l'absence des contributions financières des États. Ainsi donc, les années se suivent et se ressemblent pour l'OUA qui se trouve aujourd'hui, beaucoup plus qu'hier, menacée d'éclate-

Les leaders africains au moment où ils quittaient la dernière réunion au sommet de l'OUA en juin 1983 à Addis Abéba

ment. Quelles-en seraient alors les conséquences?

Division du continent

Nos interlocuteurs sont optimistes. «L'OUA ne mourra pas». Et si cela arrivait à se produire, «le continent serait divisé à jamais», d'après Mag Ossounga Leboussi. «Les pays africains se rangeraient par affinités politiques ou culturelles. Cette partition pourrait aussi se faire à partir des réalités économiques». «Je partage cet avis», renchérit Arthur Ballé. «Mais seulement, avec la situation actuelle de l'OUA, je pense qu'il y aurait une union africaine des progressistes (UAP) et une union africaine des modérées (UAM). Et on pourrait même assister de temps en temps à des retournements de situation pays par pays».

Pour Ngor Faye, même si l'OUA n'existe plus sur le plan juridique, cela n'empêchera pas les chefs d'État africains de se rencontrer dans des organisations régionales ou sous-régionales. «Une mort de l'OUA», précise-t-il, «ne serait rien d'autre qu'une recréation d'une autre organisation qui porterait un autre nom, mais qui, à mon avis, garderait toujours les mêmes idéaux de l'Organisation panafricaine».

«Moi je prédis des conséquences graves sur le plan psychopolitique», ajoute Martin Mbida. «Nous assisterons à un recul du mythe historique de l'unité africaine. On va s'installer dans un ultra-chauvinisme, c'est-à-dire, un nationalisme étroit. Chacun va s'enfermer dans un cocon de préoccupations personnelles. Et ceci va affaiblir davantage l'Afrique». Mbida pense que l'OUA n'est pas encore ce que l'Afrique veut. Mais ce n'est pas rien non plus. L'OUA est un jalon, une étape, un cadre de concertation, en un mot, un garde-fou puisqu'il y a une certaine morale en son sein.

L'OUA donnera-t-elle bientôt signe de vie? En tout cas, il apparaît assez clairement des propos de nos interlocuteurs que l'idéal qu'elle incarne est toujours vivant et qu'il se perpétuera. □

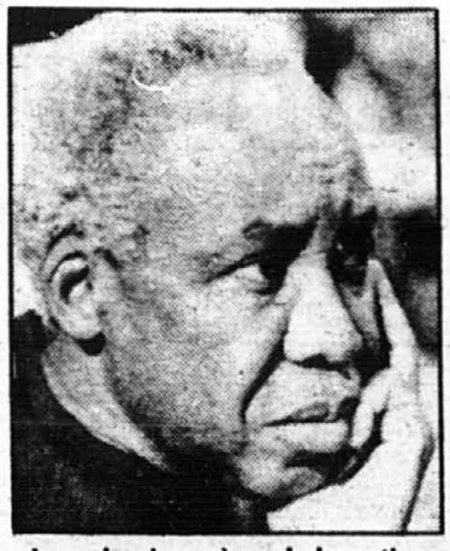
Une relève en kaki succède aux «pères de la nation»

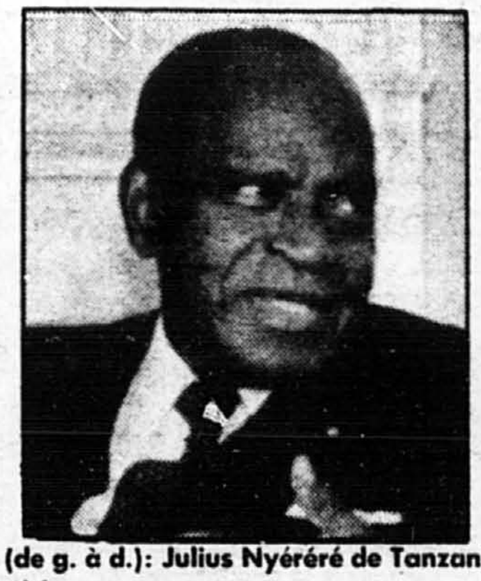
Mongo Waffo

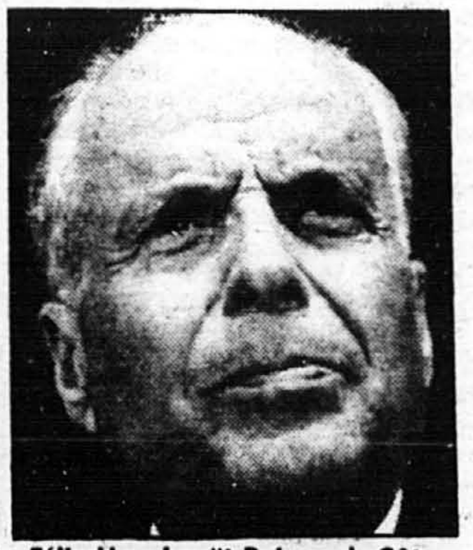
Ils ne sont plus que trois. Le dernier trio des «pères de la nation» ou «pères fondateurs» de l'OUA, comme ils aiment se faire appeler, tient encore les rênes du pouvoir en Côte-d'Ivoire, en Tunisie et en Tanzanie. Les «vieux» Houphouët Boigny et Habib Bourguiba, et le «sage» Julius Nyéréré sont les seuls leaders encore en fonction qui ont accédé au pouvoir au moment de la chaîne des indépendances africaines dans les années 60.

Le vent de la relève, à moins que ce ne soit celui du changement traverse l'Afrique inexorablement. Les derniers «sages» doivent désormais «tolérer» — c'est bien le mot — une pléiade de jeunes loups ou d'hommes nouveaux propulsés aux commandes suprêmes de leurs pays soit par la force, soit par le décès ou la démission de leur prédécesseurs.

Le pouvoir use. Et surtout lorsqu'on s'en sert intensément et sans partage. Rien que depuis les années 80, l'Afrique a vu partir trois de ses chefs d'État, «pères de la nation» ayant gouverné leurs pays sans interruption pendant plus de vingt ans. Deux ont abandonné les commandes du pouvoir par démission volontaire. En décembre 1981 pour le poète-président Léopold Sédar Senghor et en novembre 1982 pour le chef d'État du Cameroun Ahmadou Ahidjo. Le troisième, Ahmed Sékou Touré est décédé cette année.







Les «derniers pères de la nation» (de g. à d.): Julius Nyéréré de Tanzanie, Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire et Habib Bourguiba de Tunisie.

La soif du changement

Par ailleurs toujours dans la même période des années 1980, il y a eu dans près de sept pays des changements par coup d'État militaire. Au Ghana, au Nigéria, en Centrafrique, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Haute-Volta (actuellement Bourkina Fasso), et en Ouganda (en mai 80 avant le retour d'Obote).

Aux putschs réussis, il faut certainement ajouter les nombreuses tentatives avortées et les complots de tout ordre. Quelques exemples peuvent témoigner de la volonté de briser des structures en place depuis une vingtaine d'années qui favorisent le monopole du pouvoir par un individu ou un groupe: assassinat du président Sadate en octobre 1981 par un groupe de militaires égyptiens, soulèvements en Gambie, au Ghana, au Kenya, au Libéria, au Niger, au Soudan et plus récemment muniterie d'une faction de la garde républicaine au Cameroun.

L'arrivée en cascade de nouveaux dirigeants sur la scène politique africaine n'a pas revêtue la même couleur partout sur le continent. S'agissait-il de relève ou de changement? Ou bien des deux à la fois?

Au Sénégal et au Cameroun, il s'agissait certainement de prendre la relève des deux chefs d'État démissionnaires. Mais cela n'a pas empêché les deux successeurs constitutionnels d'imprimer leur style à la vie de la nation et d'opérer des réformes profondes souvent au mécontentement du «père de la nation». Au Sénégal, Abdou Diouf a supprimé le poste de premier ministre et a élargi le multipartisme jusque là limité à trois partis.

Au Cameroun scénario presque identique, sauf que le mécontentement de l'ancien président s'est transformé en colère pour devenir une opposition ouverte. Paul Biya accédant à la magistrature suprême, abolit le poste de premier ministre aussi, interdit le multipatisme mais introduit la multiplicité des candidatures à la présidence de la république. Cependant dans les deux cas, les présidents ont réaffirmé leur fidélité à l'option politique de leurs prédécesseurs. Le socialisme au Sénégal et le libéralisme planifié au Cameroun, revu et corrigé par la «rigueur» et la «moralisation».

Le virage guinéen

C'est en Guinée que la relève a pris l'allure d'un véritable changement d'orientation politique. Après la mort de Sékou Touré «le grand sily», les militaires interviennent pour mettre fin à un régime de «26 ans et de milliers de victimes». Les nouvelles autorités eurent la dent très dure à l'endroit du défunt président. Sa politique de répression aveugle des opposants ou présumés tels et sa gestion désastreuse de l'économie furent violemment critiquées. Aussi dans leurs discours les nouveaux dirigeants montrèrent-ils clairement leur intention de virer le cap, de passer d'une économie de type collectiviste au modèle libéral de type occidental.

De même au Cameroun, la volonté du nouveau président de se démarquer du style de son prédécesseur fut applaudi par le peuple.

En Afrique le mythe du «père de la nation» apparaît de plus en plus aléatoire. Plus qu'ailleurs, le peuple soutient encore avec plus d'enthousiasme les jeunes militaires qui arrivent au pouvoir par coup de force. Ils suscitent la sympathie populaire par leurs origines souvent modestes ou leur grade dans l'armée (sergent à capitaine) et leur ferme détermination de conduire le peuple vers le bonheur.

Que ce soit Thomas Sankara au Bourkina Fasso, Jerry Rawlings surnommé «Jesus Junior» au Ghana, autres Buhari du Nigéria et Mengistu d'Éthiopie, tous tiennent un langage qui se veut honnête, sincère, rompant avec les traditions démagogiques.

Et surtout, ces discours s'adressent à la jeunesse. Celle-ci forme aujourd'hui la majorité de la population des pays africains. Cette génération née dans la foulée des indépendances n'a pas tellement connu la colonisation et aspire à un langage nouveau.

On doit cependant noter que le peuple demeure tenu soigneusement à l'écart d'une réelle participation démocratique aux affaires politiques. Surtout en ce qui concerne le choix des gouvernants. Jamais le peuple n'est allé aux urnes «sanctionner» un mauvais chef d'État en fonction. Avec la fréquence des coups d'État militaires (23 pays sont dirigés aujourd'hui par des hommes en kaki), on peut dire que seule l'armée apparaît comme un contre pouvoir de fait. Tout se passe comme si les peuples africains, aux yeux des nouveaux dirigeants, demeuraient incapables de choisir eux-mêmes leurs priorités.

Qui nous dit que ces héros sortis de l'ombre et portés aux nues aujourd'hui ne seront pas demain des «guides éclairés» coupés de leur peuple? □

Alice Nga Minkala

Le difficile équilibre du bilinguisme au Cameroun

How are you?
— Bien et toi?
— Not so bad.

Cette conversation banale illustre une réalité quotidienne au Cameroun: la cohabitation de deux grandes communautés linguistiques: une anglophone et une francophone. Le français est parlé par 67% de la population, 33% parlent l'anglais. Ceci ne signifie point que le Cameroun n'a pas de langue nationale. Il en a trop! Les experts estiment que les 8,5 millions de Camerounais parlent environ 240 langues. Alors, laquelle utiliser à l'échelle nationale? Sur quel critère?

L'histoire a apporté une solution qui, loin d'être la meilleure, donne quand même à tous la possibilité de se comprendre.

Protectorat allemand de 1884 à 1919, c'est donc la langue de Goethe qui fut d'abord enseignée au Cameroun. Des vieillards âgés de plus de 70 ans parlent encore l'allemand. Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), les alliés délogèrent les Allemands. Le Cameroun, comme un vulgaire gâteau, fut partagé entre la France et la Grande-Bretagne. Les ⅘ du territoire reviennent à la France et la frange sud-ouest, située à la frontière avec le Nigéria, est accordée à la Grande-Bretagne. Chaque colonisateur tient à marquer sa partie de son empreinte. Ce sont donc deux Camerouns qui accèdent à l'indépendance au début des années 60. Réunifiée le 1er octobre 1961, la République Fédérale du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles.

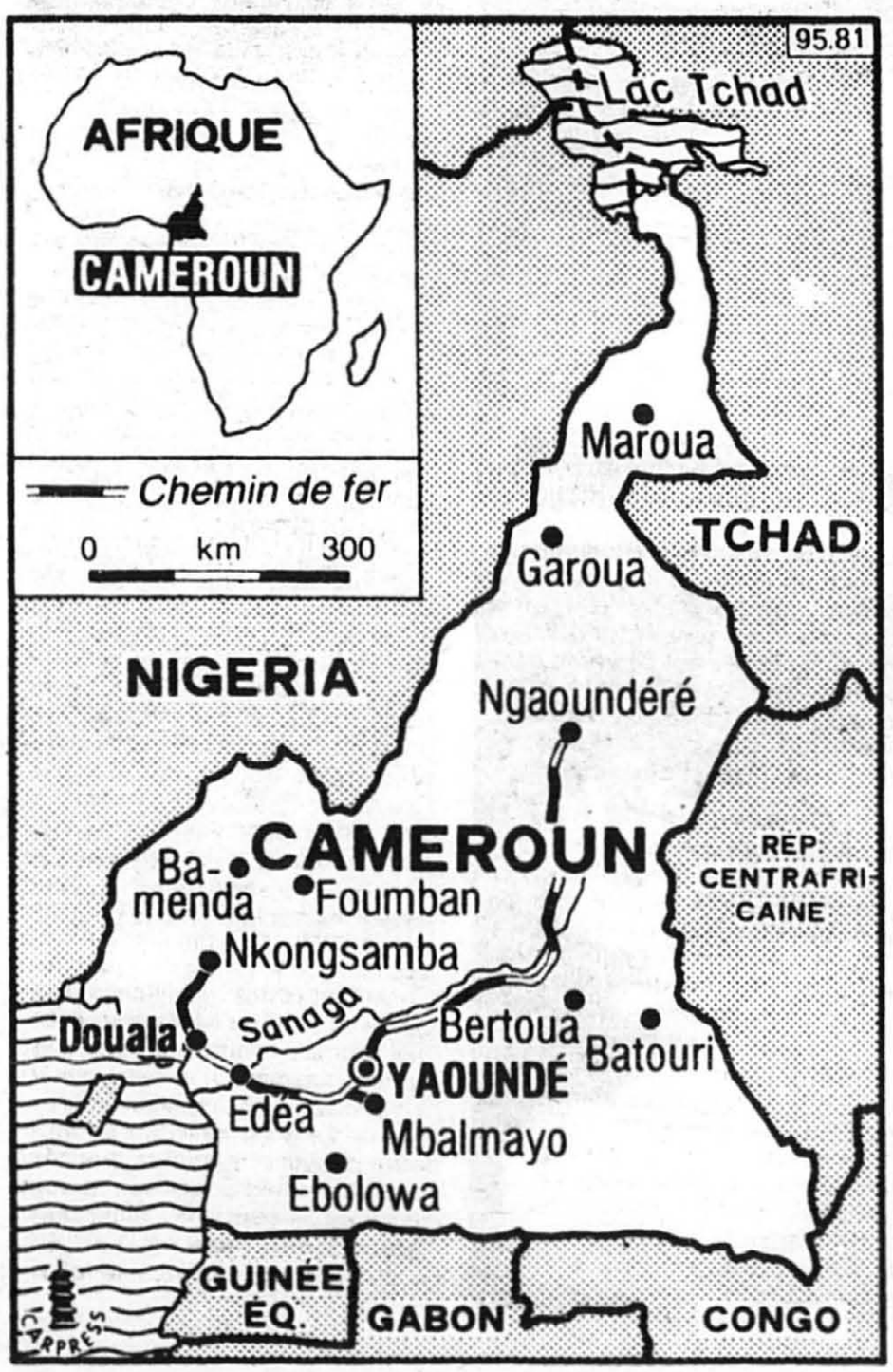
Manque de volonté

Les deux langues sont utilisées dans l'éducation, l'administration, le commerce, les médias, mais cela ne va pas toujours sans protestation. Avec une division en dix provinces, dont 2 anglophones et 8 francophones, il est évident que la balance est plus lourde d'un côté que de l'autre. D'autant plus que les deux capitales, Yaoundé (politique) et Douala (économique), se situent en zone francophone. Ce qui amène les anglophones à faire beaucoup plus d'efforts pour parler le français que ne le font les francophones pour l'anglais.

Depuis quelques années, on essaie d'introduire les cours de français et d'anglais dans les écoles primaires. Certains parents, bien que francophones, envoient leurs enfants dans les écoles anglophones. Cette expérience porte des fruits, mais reste assez difficile pour les enfants. À l'école, ils parlent l'anglais, dans le quartier, ils parlent français à leurs compagnons de jeux et à la maison, leur langue maternelle...

Dès la classe de 6e, l'enseignement des deux langues devient obligatoire. Les enseignements généraux sont dispensés dans la première langue des élèves, mais ils reçoivent des cours intensifs de la deuxième. Des cours qu'ils ne suivent pas toujours de gaieté de coeur, des cours qu'ils ne mettent en pratique que lorsque le professeur est dans la classe. La durée des études secondaires (7 ans) devrait suffire à en faire de parfaits bilingues, mais ce n'est pas toujours le cas. Car en dehors du manque de pratique, on note aussi un manque de volonté chez les élèves: «What am'i doing with french?» ou encore «On nous embête avec l'anglais!» Ainsi, au sortir du secondaire, on retrouve une minorité qui maîtrise parfaitement deux langues. Mais la majorité écrit, lit, comprend l'autre langue sans cependant réussir à la parler.

Ce comportement se paye cher à l'université, car là, il n'y a pas de cours pour anglophones ou pour francophones. Chaque enseignant utilise la langue qu'il maîtrise le mieux. C'est alors que naissent les alliances anglo-franco (diminutifs utilisés dans le jargon universitaire). Ce phénomène s'observe surtout au cours des premières années d'études; les originaires des deux communautés se viennent mutuellement en aide. Le temps d'un cours, on s'installe à côté d'un anglo ou d'un franco. Si le professeur a une diction trop rapide ou un accent américain ou parisien très prononcé, on recopie chez le voisin, on peut aussi attendre la fin du cours pour lui emprunter ses feuillets.



Langues des études, l'anglais et le français sont également utilisés dans l'administration. Mais le français occupe une place prépondérante, c'est pourquoi les anglophones se considèrent comme les parents pauvres du bilinguisme camerounais. Un effort est cependant fait pour traduire les textes administratifs d'une langue à l'autre. Mais le Cameroun est loin d'atteindre le niveau du Canada où les deux langues se côtoient dans l'administration fédérale. L'anglais et le français sont également les langues des affaires. Dans les entreprises, le bilinguisme fait de plus en plus partie des critères d'embauche.

Langues de la politique, elles sont aussi utilisées au Parlement, chaque député utilise sa première langue, le président de l'Assemblée nationale est d'ailleurs un anglophone. La traduction simultanée étant assurée par des spécialistes. Mais les médias n'ont pas besoin de traducteurs, car les émissions de radio sont indépendantes.

Radio-Yaoundé située en zone francophone émet 20 heures par jour: 13 en français et 7 en anglais. Tous les journaux parlés sont suivis d'un condensé de quelques minutes en anglais et vice versa. De même, les flash d'information qui interviennent au début de chaque heure sont diffusés dans les deux langues. Dans les provinces anglophones, la priorité est accordée à l'anglais, que ce soit à la radio, dans les journaux ou dans l'administration. *Cameroon-Tribune*, le journal national, dispose d'une édition quotidienne en français et d'une édition hebdomadaire en anglais.

Une importance ignorée

Les Camerounais n'ont pas encore perçu l'importance du bilinguisme. On s'intéresse à la deuxième langue parce qu'elle fait partie des épreuves écrites ou orales d'un examen, parce que grâce à elle, on peut accéder à un poste... Mais rarement pour une satisfaction personnelle. On se sert du strict minimum, en l'agrémentant de mimiques, en mélangeant les deux langues ou tout simplement en les déformant. Et c'est cette déformation qui rapproche ceux qui sont allés à l'école de ceux qui n'ont pas pu s'instruire.

Si le français reste à peu près pur, il n'en est pas de même pour l'anglais qui a subi une forte influence des langues nationales. De ce mélange est né un «broken english»: le pidgin. C'est la langue du peuple, elle est utilisée dans le littoral, l'ouest et dans toute la zone anglophone. Le pidgin est parlé au marché, dans la rue, au port, c'est la langue des ouvriers. «Ou sé you di go?» dit-on par exemple pour demander «where are you going to?». Ceux qui parlent le pidgin comprennent facilement l'anglais, mais l'inverse est plus difficile. Langue de communication plus populaire que le français et l'anglais, le pidgin n'est cependant pas officiellement reconnu, car il constitue une menace pour la pureté de l'anglais.

Bilinguisme et identité culturelle

Étudie-t-on les langues nationales dans les écoles du Cameroun? Malheureusement non, car jusqu'à présent, aucune n'a été suffisamment codifiée. Et quand bien même ce serait fait, aurait-on besoin d'aller à l'école pour apprendre à demander de l'eau en dualà? Ce n'est pas nécessaire. L'étude des langues nationales doit servir à autre chose qu'à la lecture des évangiles. Ne pouvant être érigées au même rang que l'anglais et le français à cause de leur diversité, elles devraient être plus utilisées par les médias, ne serait-ce que pour communiquer avec les masses paysannes, car on a souvent l'impression qu'elles sont exclues, qu'elles sont tenues à l'écart du développement. L'anglais et le français ne sont des outils de travail que pour ceux qui sont allés à l'école. Doivent-ils par ailleurs devenir des instruments d'aliénation culturelle?

Alors, faut-il parler de bilinguisme au Cameroun? Multilinguisme serait le terme le plus approprié, car au Cameroun, qui ne parle que sa langue maternelle est un prisonnier. Comprendre, parler un peu quelques langues nationales, plus l'anglais ou le français, c'est le rêve de tout Camerounais. □

LE BIEN ET LE MÂLE

EN MARGE DU SPORT

Georges Schwartz

Un bon jeu de faiblesse

Sans doute pour demeurer en harmonie avec la violence qu'ils tolèrent sur les patinoires, les dirigeants du hockey canadien se croient obligés de porter des gants de boxe. Sensibles à l'évolution du pugilat, ils enfilent volontiers les nouveaux modèles sans pouce, ce qui n'est pas sans leur créer certains problèmes lors des parties de poker avec Soviétiques, Tchèques, Suédois et autres représentants du hockey international. Parfois, en raison d'évidentes difficultés à manier les cartes, les délégués canadiens confient leur jeu à Allan Eagleson, plus à l'aise avec ses anciens gants à pouce séparé.

Empêtrés dans ces attributs de la virilité, nos «gamblers», quels qu'ils soient, peinent à ramasser, écarter ou abattre leurs cartes, même si une donne heureuse met un carré d'as à leur portée. Ce qui explique pourquoi les autres, qui jouent à mains nues, se contentent le plus souvent de deux petites paires pour ramasser la mise.

Suite à la défaite de 5 à 4 subie contre l'URSS en match hors-concours précédant la Coupe Canada, Wayne Gretzky lâchait doctement au Forum que: «Contre eux, il faut éviter les punitions inutiles car leur jeu de puissance est dangereux.» Devenue lapalissade tant elle a été rabâchée depuis une douzaine d'années, cette rengaine n'est pas encore sue de ceux qui dirigent — ou plutôt subissent — les destinées du hockey canadien. En effet Hockey-Canada, les propriétaires canadiens de la LNH, l'Association des joueurs et l'ACHA, s'acharnent au contraire à développer notre jeu de faiblesse.

Les naïfs s'imaginent que les victoires se forgent uniquement sur le terrain, durant matchs et entraînement. En réalité, elles se préparent d'abord et surtout dans les salles de réunion, tout comme les défaites. Oui, le Tournoi de la Coupe Canada est taillé sur mesure pour notre équipe nationale. À l'avantage de la glace s'ajoute celui d'une progression favorable: commencer par l'adversaire le plus faible, la RFA, pour terminer contre le plus fort, l'URSS. Mais le jeu de faiblesse a été élaboré bien avant.

Partons d'une situation idéale. Sur le modèle de la National Football League américaine, une LNH purement canadienne regroupe 10 à 12 clubs entre Halifax et Vancouver. Ils ont priorité sur les meilleurs joueurs canadiens, tandis que les laissés-pour-compte vont rejoindre Américains, Finlandais, Suédois et Tchèques dans les clubs d'une ligue des États-Unis. Avec une fédération nationale où professionnels et amateurs unissent leurs efforts, des entraîneurs diplômés, un programme permanent d'équipes nationales et un calendrier qui permet de participer pleinement au championnat du monde, notre hockey reprendrait vite son rang véritable.

Dans une récente entrevue à la radio, Peter Stastny déclarait: «Le talent d'ici est supérieur à celui d'URSS ou de Tchécoslovaquie.» Ce jugement contestable, lorsque limité à la composition de notre équipe de la Coupe Canada, devient à mon avis rigoureusement exact une fois élargi à l'ensemble de la présente LNH. La profondeur du hockey nord-américain constitue sa force première. Si l'on opposait 20 clubs de la LNH aux 20 meilleurs de l'URSS, au sommet la différence ne serait pas énorme en faveur des Soviétiques. Mais plus on se rapprocherait de la queue et plus la comparaison tournerait nettement à l'avantage de la LNH.

Or le joueur formé au Canada demeure encore la matière première du hockey nord-américain. Si, au lieu de laisser consommer cette richesse naturelle sportive à l'état brut, au goût plus fruste de nos voisins, nous décidions de la rapatrier pour l'exploiter selon des critères plus exigeants, la LNH canadienne n'aurait aucune peine à devenir la plus forte ligue professionnelle du monde.

Très schématisé, le voici notre jeu de puissance. À la fois trop simple, pour être considéré, ou trop compliqué, en vertu des liens sentimentaux et financiers qui unissent notre hockey aux États-Unis. Il échappe à la vue obscurcie de dirigeants canadiens soumis et conditionnés à l'affairisme de la multinationale LNH.

Pour certains, la Coupe Canada faciliterait le repêchage des talents européens. Importer des joueurs étrangers au Canada, premier producteur mondial de hockeyeurs professionnels, y a-t-il un moyen plus absurde de garantir l'efficacité de notre jeu de faiblesse? Engoncés dans leurs mitaines paralysantes, les dirigeants canadiens peuvent ainsi perdre plus sûrement au poker du championnat mondial et de l'olympisme.

Gagner la Coupe Canada? la pire chose qui puisse arriver à notre hockey. Ah, si Tchécoslovaques et Soviétiques en arrivaient finalement à clouer le cercueil de l'artuelle LNH... En attendant, ce ne sont pas des joueurs, mais des dirigeants étrangers qu'il nous faut. □

DEMAIN L'AN 2000

Yves Leclerc

Pour la rentrée des presque nouveautés

Septembre, rentrée scolaire, retour de vacances et reprise des activités (du moins on l'espère) pour l'industrie de l'informatique individuelle, qui n'avait que peu fait parler d'elle au cours de cet été. Et, à cette occasion, une chronique un peu fourre-tout sur les nouvelles, prévisions et rumeurs de l'automne qui vient.

C'est IBM qui sonne la charge, sur deux fronts. D'abord, dans le haut de gamme des ordinateurs d'affaires, lancement du nouveau IBM-AT, un «super PC» de deux à trois fois plus rapide que ses prédécesseurs, et capable de recevoir jusqu'à cinq fois plus de mémoire interne, tout en maintenant avec eux un haut degré de compatibilité (dit-on).

Le «modèle de base» offre 256K et une unité de disquettes capable de contenir plus d'un méga-octet. Le modèle «évolué», lui, contient 512K et un disque dur de 20 méga-octets en plus de son unité de disquettes.

Il est clair que ce nouveau produit vient faire la lutte aux machines annoncées au printemps par AT&T. Ainsi, il offre le choix de la dernière version (3.0) du DOS d'IBM, ou (surprise!) du système d'exploitation XENIX, copie plus ou moins conforme du UNIX d'AT&T, qui permet de brancher dessus deux terminaux supplémentaires et de s'en servir comme ordinateur multi-postes et multi-tâches.

Au point de vue de l'apparence, et de l'«interface utilisateur», il diffère fort peu du PC et du XT. Pour quelques mois au moins, il utilisera surtout les logiciels de ceux-ci et il faudra attendre la sortie des premiers programmes et langages conçus spécifiquement pour lui, au premier trimestre de l'an prochain, pour voir ce que sera sa «vraie personnalité».

La seconde innovation d'IBM consiste dans le rachat d'une vieille erreur: le pauvre ordinateur domestique de la marque, le PCjr, reçoit un nouveau clavier de qualité professionnelle, et tous les propriétaires du «vieux modèle» peuvent faire remplacer le leur gratuitement (la compagnie estime que cet «upgrading» lui coûtera 5 millions$ US).

Je paraphrase le commentaire, que je trouve approprié, de l'hebdomadaire *Infoworld* sur le sujet: «D'une part, nous félicitons IBM de son attitude correcte à l'égard de ses clients. D'autre part, le PCjr, même «amélioré», est toujours le même ordinateur mal foutu, et on ne peut qu'espérer qu'avec ses énormes ressources, la société pourra trouver le tour de créer des produits qui répondent vraiment aux besoins des gens.»

Les logiciels du Mac

Avec quelques mois de retard, les premiers logiciels utiles ou amusants pour le Macintosh d'Apple commencent à apparaître sur les tablettes des boutiques d'ordinateurs et le second lecteur de disquettes est maintenant assez facile à trouver, quoique son prix a été haussé de 100$ (il est maintenant à 799$ canadiens).

Il était grand temps: le Mac a beau être une machine géniale, ceux qui en avaient acheté commençaient à en avoir assez d'être limités à MacWrite et à MacPaint, et depuis la fin du printemps au Microsoft BASIC. Une foule d'autres programmes avaient été annoncés, mais ou bien leur sortie était reportée de mois en mois, ou bien ils devaient être retirés parce qu'ils étaient pleins de «bogues» (erreurs).

Notez que cela n'a rien d'exceptionnel: c'est un phénomène qui se produit pour la plupart des nouvelles machines qui ne sont pas compatibles avec celles qui existaient déjà. On oublie trop facilement que pendant presque un an après sa sortie, l'IBM-PC lui-même n'avait pratiquement rien d'autre comme logiciel que son BASIC et une version pleine de trous du traitement de texte *Easy Writer!* Ça ne l'a pas empêché de s'imposer par la suite. Or Macintosh, avec tous ses trucs, ses gadgets et ses enjolivures, est un système beaucoup plus difficile et long à programmer que le PC.

Quoi qu'il en soit, depuis quelques semaines, j'ai vu fonctionner une demi-douzaine de nouveaux programmes, parmi lesquels l'agenda électronique Habadex, le Pascal interactif, deux collections d'illustrations toutes faites à utiliser avec MacPaint (hélas pas fameuses ni l'une ni l'autre), la base de données graphiques Filevision, et même un jeu d'aventure!

Par contre, aucune nouvelle du traitement de texte Word de Microsoft (retiré pour cause de «bogues»), de Chart, de Project, de MacDraw, qui avaient tous été annoncés pour le printemps dernier. À surveiller, s'il n'est pas déjà disponible: le système de base de données Helix d'Odesta, dont j'ai vu une démonstration qui m'a impressionné.

Autre triste nouvelle pour les MacManiaques: pas question que le passage de la mémoire interne de 128 à 512K se fasse avant le printemps, semble-t-il. Raison: il n'y a pas assez de puces de mémoire de 256K disponibles pour faire face à la demande. Ce qui retardera sans doute la sortie des logiciels très gourmands comme Lotus 1-2-3, DBase II et DBase III.

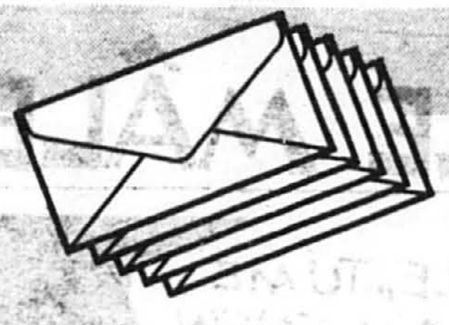
Commodore et son ancien patron

Sur le front des ordinateurs domestiques, tout est presque tranquille. J'ai mentionné récemment que Commodore a reporté à plus tard tous ses projets de développement de nouvelles machines, mais il paraît que cela ne les empêchera pas de mettre sur le marché d'ici un mois le successeur du VIC-20, appelé le Commodore-16 (parce qu'il a 16K de mémoire). C'est une machine bas de gamme qui coûtera aux alentours de 200$ canadiens avec tendance à la baisse, muni d'un BASIC plus complet que celui du VIC.

Plus douteuse est la sortie du mystérieux Plus-4, un espèce de super-Commodore 64 dont on entend parler depuis un an et demi, dont on a vu des prototypes (sous des noms différents) il y a plus d'un an déjà et le printemps dernier et dont les principales caractéristiques sont un emballage bizarre et pas très beau, et la capacité d'accepter des logiciels «professionnels» en ROM à l'intérieur de son boîtier. Depuis longtemps, les gens de Commodore affirment qu'il répond à un besoin du marché, mais quand on leur demande: «Lequel?», ils demeurent muets.

À plus long terme, il sera intéressant de voir ce que fera le «nouveau Atari» sous la gouverne de Jack Tremiel, l'ancien patron de Commodore qui a racheté à Warner sa filiale défaillante (pertes de 539 millions $ l'an dernier). Tout ce qu'on sait pour l'instant est que la compagnie doit lancer en janvier une gamme d'ordinateurs personnels «à prix populaire». Tremiel rejouera-t-il la carte de la guerre des prix contre ses anciens associés?

Si c'est le cas, accrochez-vous bien à vos tuques, il risque d'y avoir du sport... □



LE COURRIER

On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
44 ouest, rue Saint-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Monsieur,

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter pour votre excellente chronique sur les ordinateurs. Étant un mordu de cet instrument et désirant m'en acheter un bientôt, j'aurais une question à vous poser. Mon choix s'étant arrêté sur le Commodore 64 qui répond à mes besoins, j'ai aperçu dernièrement une annonce dans un magazine de la compagnie Commodore; cette annonce nous offrait le Commodore 64 à 99,99 $ US, ce qui est très peu dispendieux. Ma question est donc de savoir si je peux faire venir cet ordinateur (qui viendra des É.-U.) sans avoir de problèmes de douane, sans risque de payer sans avoir le produit, ou autres problèmes possibles. Me conseilleriez-vous cet achat postal? Me fiant à votre expérience,

Serge Gaudreault, Chibougamau

RÉPONSE: On peut effectivement réaliser des économies importantes en achetant des produits par correspondance («mail order»), que ce soit au Canada ou aux États-Unis, d'autant plus qu'en micro-informatique, le marché américain est beaucoup plus compétitif que chez nous.

Cependant, il faut bien être conscient qu'on n'a rien pour rien et qu'en procédant ainsi, d'une part on prend des risques, et d'autre part on renonce à certains avantages. Voyons d'abord le cas spécifique de l'achat outre-frontière, puis nous reviendrons sur le problème général de l'achat par correspondance.

L'ordinateur pour lequel on vous demande 100 $ américain vous coûtera donc environ 130 $ canadien, plus les frais de transport (dans bien des cas, ceux-ci sont gratuits UNIQUEMENT EN CAS DE LIVRAISON AUX ÉTATS-UNIS), soit de 10 à 20 $ de plus. À cela, il faut ajouter la douane qui, la dernière fois que j'ai fait venir de l'équipement, m'a coûté je crois 18 p. cent. Donc, vous en êtes rendu à 165 ou 175 $ canadiens pour votre ordinateur. Si vous l'achetiez ici, en cherchant bien, vous le trouveriez pour environ 300 $ au minimum. C'est-à-dire que l'économie réalisée est substantielle.

À cette économie correspond un risque: celui que vous ne receviez jamais, ou du moins très tard, le produit commandé. Il arrive assez souvent que les maisons de «mail order» fassent faillite (de fait, c'est arrivé à plusieurs reprises depuis un an). Même si ce n'est pas le cas, la loi américaine leur accorde 30 jours pour expédier la commande... délai qu'ils ne respectent pas toujours. Si vous êtes aux États-Unis, vous avez des recours dans ce cas. Mais de Montréal ou de Chibougamau, c'est moins sûr.

Supposons que rien de tel ne se produit, et que dans un délai raisonnable, vous recevez votre ordinateur... mais qu'il a été abîmé au cours du voyage, ou qu'il lui manque un élément, ou qu'il ne fonctionne pas. Que faites-vous? Là encore, vous avez peu de recours face au commerçant lointain qui vous l'a vendu, car il ne donne pas de garantie «de magasin»: c'est une des raisons pour lesquelles il se permet de vendre moins cher.

De fait, la seule garantie et la seule ressource, que vous avez, c'est la garantie du fabricant. Vous devez donc expédier à vos frais le produit au centre d'entretien le plus proche, qui est parfois en Ontario, parfois aux USA, parfois en Corée! Dans certains cas, la réparation ou le remplacement sera rapide. Dans d'autres, vous attendrez deux ou trois mois...

Enfin, disons que tout va bien, que l'appareil est complet et qu'il fonctionne. Mais vous êtes un débutant en informatique, vous avez besoin d'appui et de conseils. Si vous avez acheté votre machine dans une boutique, votre vendeur pourra en général vous dépanner, pourvu que vous n'abusiez pas de son temps. Si votre vendeur est à 2000 ou 3000 milles, vous allez vous sentir tout seul!

Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut jamais acheter par correspondance. Si vous habitez une région éloignée, notamment, vous n'aurez souvent pas le choix. Mais il faut alors savoir à quoi vous vous exposez et décider en connaissance de cause si vous voulez en prendre le risque. À mon avis, le *mail order* n'est vraiment une solution satisfaisante que si:

a) vous connaissez déjà raisonnablement bien le produit que vous voulez commander;
b) vous avez dans votre voisinage des ressources pour parer aux pannes ou aux problèmes les plus probables;
c) vous avez vérifié autant que possible que la maison avec laquelle vous allez faire des affaires existe depuis au moins quelques années et a une réputation convenable (le Better Business Bureau peut être une source de renseignements). □

Le support après-vente est la clé de notre succès

Nous offrons aux Québécois un système de traitement de textes sur micro-ordinateur MEMO qui:

- ne vous force pas à changer votre doigté. Le MEMO possède un clavier détachable configuré comme une machine à écrire standard «IBM selectric»
- vous permet d'obtenir des voyelles accentuées parfaites à l'écran et sur papier (vous tapez d'abord l'accent, ensuite la voyelle, comme sur une machine à écrire)
- vous évite de mémoriser des codes difficiles grâce à 18 touches de fonctions spéciales souvent utilisées.

MÉMORISSIME INC.
Laval 622-1390

POUR ÉCOUTER

Mario Masson

Relax don't do it
When you want to go to it

Relax don't do it
When you want to come

Frankie goes to Hollywood

Un scandale. Un vrai scandale. A-t-on idée! Une telle phrase qui frétille avec allégresse, bien à l'aise sur la pochette du disque, comme si de rien n'était. Enfer et damnation! Mais où s'arrêtera donc cette course infâme vers l'horreur du stupre et de la luxure? La bien pensante BBC anglaise allait bien vite refréner les envies tristement libidineuses du pauvre Frankie, et mettre à l'index RELAX, sa chanson perfide. Ouach! Pensez. Nos enfants. Ces êtres purs et sans défense, livrés aux divagations scrofuleuses de l'abject. Holà! Stop! Ça ne se passera pas comme ça!

Résultat. Quelques semaines après, *Frankie Goes To Hollywood*, ces irrévencieux, ces Lads from Liverpool, s'emparaient, sabre au clair, de la première position au palmarès. Et ce sont justement les «kids», ces pauvres âmes en peine qu'il fallait à tout prix protéger, même contre eux-mêmes, qui l'ont propulsé vers des si hauts sommets.

Ils sont curieux

Étonnant! Mais c'est qu'on ne leur cache rien aux «kids». Ils sont trop curieux. Et tout ce que la gent adulte camoufle, ils veulent se l'approprier, ne serait-ce que pour faire les bravaches, ou mieux encore, pour comprendre qu'il faut de tout pour faire un monde.

Je vois sous de noirs sourcils se lever des regards imprécateurs! Mais aurait-on oublié, déjà, les déhanchements lascifs d'Elvis the Pelvis, les propos percutants des Stones première cuvée, les postures érotiques-névrotiques de Jimmy Hendrix, ou encore les habillements troublants de Tina Turner, ou de Debbie Harry? La musique populaire actuelle, quelle qu'en soit la couleur, n'échappera pas à ses insignes principes: Sex, Money and Rock-n-Roll. L'argent, pour bien vivre, et pour la dôpe, le rock pour s'éclater, et le sexe, devrait-on dire la sexualité ou la sensualité, pour séduire, pour aimer, pour être aimé.

Le hic, et il est de taille, c'est que les deux chanteurs du groupe se déclarent ouvertement homosexuels. Comme affirmation, c'est gai. La morale, qu'est-ce qu'elle prend dans les gencives alors, la pauvre. Et pendant que la vindicte publique se manifestait, les Frankie, dans la foulée du premier hit, balançaient à la tête de leurs détracteurs un uppercut tout ce qu'il y a de plus féroce. *Two Tribes*. Une chanson résolument pacifiste, violement anti-militariste, improvisant un surprenant tête-à-tête entre Reagan et Moscou. Alors repanique dans les chaumières. Mais qui sont donc ces démoniaques Frankie, assez fins, il faut en convenir, pour dire au monde, à la mode de 1984, ce que la jeunesse avance d'année en année, à sa façon: «Faites l'amour, pas la guerre.» Commencez, messieurs les technocrates, par enrayer la militarisation, cette chose vraiment obscène; ensuite pourrez-vous, peut-être, interdire la sexualité qui, elle, ne met la vie de personne en danger.

Pas si simple

Évidemment les choses ne sont pas si simples. Mais sont-elles réellement plus compliquées? Si l'on fait exception de l'exhibitionnisme de Frankie, de son goût macho pour le cuir, de son petit côté S et M modifié BCBG, de son discours arrogant, sont-ils pires que les autres, ces petits? Après tout quand une civilisation brandit ses insanités guerrières soir après soir aux nouvelles, que l'on boit sa bière en assistant en direct au massacre de civils, que certains journaux font la une avec tout plein de belles tripes amoureusement répandues sur la chaussée, faut-il se surprendre de voir se lever parfois des Frankies, pour nous mettre le nez dans notre litière?

J'aime assez les provocateurs. Ils exaspèrent, manquent souvent de justesse, mais ils forcent notre paresse, nous obligent à nous voir tels que nous sommes, c'est-à-dire pas très beaux.

Et en plus, les cinq du *Frankie Goes To Hollywood* (le nom provient d'une manchette annonçant le départ de Sinatra pour la Mecque du cinéma) font de l'excellente musique. *Two Tribes*, la chanson que je préfère, est un mélange audacieux de différentes tendances. J'ai alors redécouvert avec joie l'efficacité pesante d'un bass-drum à l'humour disco que des percussions, synthétiquement africaines, enrobent avec jovialité. L'orgue joufflu, à la sonorité connue, comme échappée des *Doors* ou de *Chicago*, assure les punch avec humour et flamboyance. Quant à la guitare, elle tricote d'outranciers soli, admirablement syncopés, en allant au puits du néo-psychédélisme. Holly Johnson et Paul Rutherford, les chanteurs, empruntent aux crooners et aux punks, pour créer un chant puissant, linéaire et savamment modulé tout à la fois. En prime Frankie meuble ses productions de mille trouvailles qui confèrent à leur musique un sens dramatique séduisant.

Relaxe, Frankie goes to Montréal.

Bientôt, dans un mois ou deux, le groupe officiera sur la scène du Spectrum de Montréal. Rendez-vous donc, pour huer ou applaudir ces êtres dérangeants. Je me suis laissé dire qu'ils sont extraordinaires sur scène.

À écouter pour se faire une idée:

— Relax, Frankie Goes To Hollywood, Maxi 45, Island, 79 69750,1983.

— Tow Tribes, Frankie Goes To Hollywood, Maxi 45, Island, IS 1002,1984. □

LES P'TITS DERNIERS

par Gérard Lambert

SPIRIT
«Spirit Of 84»
Mercury 818 514-1-M-1
**½

Après quatorze ans de séparation, un des bons groupes californiens des années soixante se retrouve dans sa formation originale. Ultime effort et pas trop de rides. Ils refont d'anciens titres «1984», «Nature's Way», «Fresh Garbage», etc. Spirit a fait des choix heureux et prouve que la bonne musique ne vieillit jamais. Il y a chez ces musiciens, et dans ce groupe, un talent, un sens de la musique tout à fait exceptionnels qu'on le veuille ou non. Dans ce genre de retour, on pense assister à la grimace revitaliste de vieux ringards, et voilà qu'on nous offre une sympathique leçon de rock'n' roll assez hors du temps. Moralité: la caravane des modes passe... les Spirit et le rock restent.

HUGH MASEKELA
«Techno-Bush»
Jive Africa JV 6611
***½

Un mariage assez réussi entre les racines africaines et la science. Une combinaison d'instruments traditionnels avec les dernières techniques électroniques. C'est un trompettiste originaire d'Afrique du Sud. Un disque plein de charme, de cadences, de danses, de voix, de funk; des sons pleins de chaleur. Ce qui fait plaisir c'est autant l'aisance instrumentale avec laquelle il s'exécute que sa capacité à presser les fruits des meilleures compositions, afin d'en extraire la précieuse goutte qui fera déborder le vase. Voilà une musique qui passe haut la main tous les tests d'écoute: en voiture c'est du gâteau, sur autoroute comme en conduite urbaine. Et chez soi, c'est rudement bon!

KING SUNNY ADE AND HIS AFRICAN BEATS
«Aura»
Island ISL 9746
***½

Alors, comment est-il donc le nouveau ADE? Eh bien, pas de doute, on s'y fera très bien. L'Africain continue à nous faire découvrir les petits secrets de sa Ju Ju Musique qu'on prend plaisir à dévoiler. Je vous défie bien d'écouter une face sans vous surprendre à un moment ou à un autre en train de vous balancer d'un pied sur l'autre. L'instrumentation est une vraie jungle. Tropicale et sensuelle. Une myriade fruitée, oranges, ananas, citrons, avocats, pastèques, l'écheveau d'un plumage d'oiseaux d'Afrique où tous les instruments s'embrassent, palpitent, trépignent, lambinent, caracolent... Un disque inspiré de la tradition et du moderne, ce qui produit ce trémoussement funky, irrésistible appel à la danse, griffe d'un style qui irrigue la musique. C'est bien agréable.

ROBERT GÖRL
«Night Full Of Tension»
Elektra 96 03671
***

Il vient d'Allemagne et nous présente son premier disque en langue anglaise. C'est la séduction sans retenue. Ici, pas l'ombre d'un intellectualisme. Rien que l'obsessionnelle présence d'un arrangement sans fard. Il y a une pulsation insistante dans cette musique, comme celle du coeur régulier. Un balancement insaisissable, mais qu'on ne saurait oublier. Annie Lennox, de Eurythmics, vient de donner un coup de main apprécié dans trois chansons. Mais Görl va à l'essentiel: synthétiseurs qui avancent nerveusement, la tension vrille les potentiomètres en vous fendillant les tympans, sans faux fuyant, une sorte de distinction dans le volume sonore. Une espèce de rock aquilin, gracieux et souverain. C'est un album qui pousse à rester chez soi. Au milieu de tout cela, chacun choisira ses petits frémissements, son heure d'écoute optima.

POUR LIRE

Jean Basile

Carl G. Jung

en collaboration
Les Cahiers de l'Herne
580 pages

L'héritage scientifique, intellectuel et même commercial de Freud est si grand, si large qu'on ne saurait lui comparer aucun autre «inventeur» de la vie de l'Esprit. Seul Jung se dresse face à lui, dans une sorte de semi-obscurité qui fait de lui ou un déviant freudien ou une sorte de «sage» frotté aux mystères de l'Orient et de l'Occident.

Mais, si les continuateurs de l'oeuvre de Freud sont légion (à en juger par les livres qu'ils publient), les dévots de Jung sont fervents et continuent, en retrait, leurs travaux d'approfondissement. Il est vrai qu'une analyse «jungienne» est si longue, si ardue (donc si chère) que peu de gens peuvent s'y soumettre. Et il y a, bien sûr, comme un clou dans le cercueil de la Vérité: cette profonde dissociation entre les deux penseurs concernant la théorie sexuelle. Indispensable pour Freud et les freudiens, elle devient relative pour les jungiens.

Évidemment, ce n'est pas si simple! Mais enfin, il faut dire brièvement le fossé (moins profond qu'il n'y paraît) qui sépare ces deux grands courants de pensée, l'un et l'autre indispensables à notre monde de moderne dans sa volonté de comprendre ce qui n'est pas et qui pourtant est: l'inconscient.

On connaît les *Cahiers de l'Herne*. Depuis de nombreuses années déjà, on y collige d'innombrables textes sur des sujets choisis. La masse en tant que telle, la multiplicité des approches, le savoir-parle-plus en est la marque de fabrique et, grâce au ciel, il n'y a ni ligne de pensée ni théorie; aussi y parle-t-on tant de Céline que de Mircéa Eliade.

Or les *Cahiers de l'Herne* viennent de publier une nouvelle «brique» (plus de cinq cent pages grand format) sur Jung, un travail qui se révèle d'ores et déjà comme indispensable tant par la richesse foisonnante du contenu que par la sorte d'hommage (mais non apologétique) que l'on rend ainsi à l'un des grands hommes de ce siècle. Ce dernier, en effet, a construit au-delà des critiques, malgré son rôle de «second», au détriment même de son équilibre personnel une oeuvre immense par son intelligence et sa sensibilité. Pour ne pas évoquer sa valeur «morale» et éthique.

Comment parler dans un bref article d'un ouvrage de cette importance sans s'attirer aussitôt les foudres des spécialistes qui nous guettent à chaque mot?

Eh! bien, tant pis, signalons d'abord et avant tout ce qu'il y a de plus extérieur, de plus superficiel: la largeur de vue de ce numéro des *Cahiers de l'Herne*, colligé par Michel Cazenave. Il a choisi l'approche générale et il le dit dans sa préface, tant pis pour les contradictions. D'ailleurs, une oeuvre de cette importance, et parlant d'un sujet aussi délicat que le fonctionnement de l'esprit humain, ne va pas sans opinions — pourquoi pas? — divergentes.

On a donc divisé le présent ouvrage en plusieurs thèmes qui sont, dès lors, explorables: «Jung et l'analyse», «la Voie de Jung», «Jung et la divinité», «l'Univers psychophysique» et quelques textes sur l'avenir du «jungisme». Il ne faut pas oublier, naturellement, les textes de Jung lui-même, certains repris de revues oubliées, ou de lettres. Le tout constituant une approche presque phénoménologique du personnage et de l'oeuvre. Car *le* personnage continue aussi d'exister, charmant et fascinant pour certains mais, dans le fond, un peu gênant pour que vive l'oeuvre. Le Roi-père qu'est devenu Jung malgré lui doit mourir pour que l'oeuvre trouve enfin son identité.

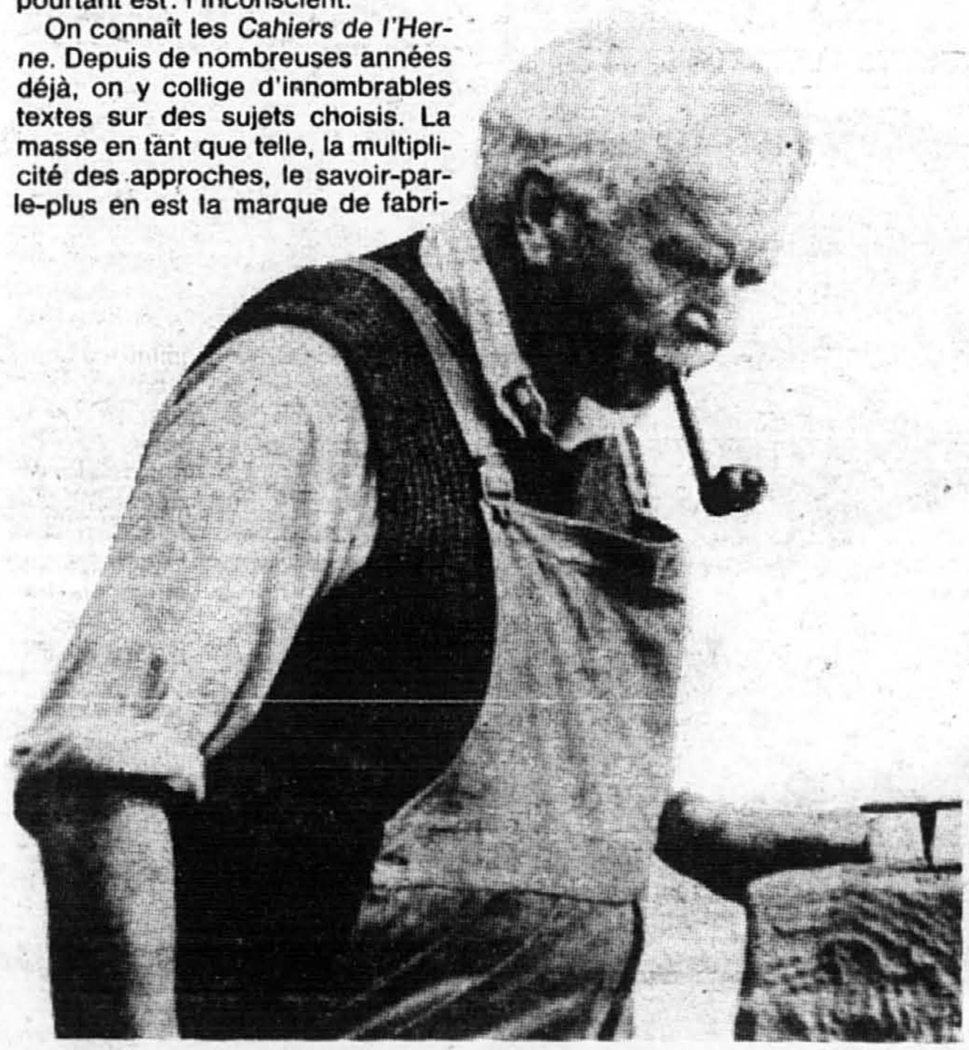
Tous les collaborateurs sont, cela va de soi, des jungiens affirmés, français ou étrangers car l'oeuvre de Jung a dépassé depuis longtemps déjà les frontières de la Suisse. N'étant pas moi-même un spécialiste (mais plutôt un promeneur assidu), je ne les connais pas tous mais je puis quand même voir que l'on a exclu (à moins qu'il ne soit mort) Étienne Perrot. Qu'à cela ne tienne! Aucun texte n'est en soi inintéressant quoique certains sont clairement destinés à des gens plus intelligents que moi, du moins mieux formés dans cette discipline particulière. Dans l'ensemble toutefois, cela reste abordable si l'on veut bien mettre l'effort convenable à ce genre d'ouvrage qui ne se donne pas pour acquis.

Selon mes goûts, les deux parties les plus captivantes sont «La Voie de Jung» et «Jung et la divinité», avec des commentaires sur la Gnose, l'alchimie, le Kundalini, etc... sans oublier le brave Job sur son fumier, et un texte de Jung lui-même où il traite de la psychologie analytique comme Religion ou, plutôt comme non-religion. Cet intérêt qu'avait Jung pour l'histoire des religions, et particulièrement pour l'Orient, ainsi que son attrait pour ce que l'on appelle généralement et bien improprement l'occultisme (un sac où l'on fourre un peu tout et du pire), a d'ailleurs coûté cher à Jung et à sa postérité. En effet, on a tenté de faire de lui un «intellectuel», un chercheur et, pourquoi pas un simple «curieux», terme insultant par excellence dans le monde de la spécialisation, alors que toute la théorie de Jung se veut être essentiellement une *thérapie*.

La partie la plus importante de cette somme reste malgré tout la dernière partie qui traite de l'avenir de la pensée jungienne, moins en termes de thérapies qu'en termes de recherche sur la psyché humaine. Au fond, Jung est-il «moderne»? Si le modernisme passe par l'inculture, il est clair que Jung doit tomber dans l'oubli. Sinon, ses chances n'ont jamais été meilleures.

Jung ou Freud? La question est mal posée. Peut-être faudrait-il dire Jung et Freud et l'on sent dans ce volume une volonté de rapprochement entre les deux grandes écoles, la première, celle de Freud, matérialiste, la seconde, celle de Jung, plutôt spiritualiste. Mais sans doute, la vraie différence entre les deux savants se cache dans leur personnalité respective. Jung était plutôt un hystérique et Freud un obsessif à tendance paranoïaque.

Ces différences, réunifiées, forment un joli tableau clinique... où nous sommes tous. □



PARLER D'ICI

Philippe Barbaud

De l'usage des pronoms (1)

À l'instar de toutes les autres langues qui existent sur cette planète, le français possède des *PRONOMS*. Quelle invention commode et utile, que les pronoms! On dit communément qu'ils «remplacent» un nom quelconque. C'est vrai, mais jusqu'à un certain point seulement. Au-delà, le verbe «remplacer» s'avère un mauvais terme pour caractériser le rôle des pronoms.

Admettons pour l'instant que les pronoms nous permettent d'économiser notre salive, oserai-je dire. En effet, l'économie que procure un système de pronoms réside dans ce que le locuteur est dispensé de répéter le même mot, voire la même suite de mots, chaque fois qu'il pense à quelqu'un ou à quelque chose. Par exemple, plutôt que de toujours reprendre la même expression dans ces deux petites questions: «Qui est le Premier ministre du Québec?» et «Comment s'appelle le Premier ministre du Québec?», on peut avoir recours au pronom personnel pour dire: «Qui est-*IL*?» et «Comment s'appelle-t-*IL*?» Cela revient au même, n'est-ce pas? L'avantage, c'est que c'est plus court à articuler. On se rend compte, évidemment, que l'usage d'un pronom reste soumis à une condition très sévère: il faut absolument que les interlocuteurs sachent de qui ou de quoi il est question. En d'autres termes, tous les deux doivent implicitement connaître l'*antécédent*, c'est-à-dire non seulement la personne (ou la chose) à laquelle on pense ou on fait allusion mais aussi le mot ou la suite de mots que le pronom «remplace», ce qui n'est pas la même chose.

Supposons qu'ici la personne à laquelle on se réfère s'appelle, disons, Ti-Poil. Voilà qui est clair comme de l'eau de roche pour tout le monde. On dira que le *référent* est le même pour tous les interlocuteurs. Mais si j'avais posé mes questions plutôt de la manière suivante: «Qui est la personnalité qui dirige le gouvernement québécois?» aurais-je pu à nouveau employer le *IL*? La réponse est non parce que la suite de mots que le pronom remplace ne peut l'être que par le pronom *ELLE*. C'est l'évidence même puisque la suite qui tient lieu d'antécédent («la personnalité qui...») est au féminin. Pourtant, il s'agit toujours du même référent de sexe mâle, en l'occurrence Ti-Poil. Le remplacement exact par un pronom doit donner dans le cas de ces deux dernières questions: «Qui est-elle?» et «Comment s'appelle-t-elle?». C'est bien la preuve qu'il ne faut pas confondre la personne ou la chose dont on parle et la suite de mots qui la désigne dans un énoncé quelconque.

Cela m'amène à considérer une pseudo-règle de grammaire fort connue et même fort populaire à l'école où elle sévit. Quel lecteur ne se souvient de cette «règle» ainsi formulée: «*ON* exclut la personne qui parle»? Comme libellé un peu bébête, chapeau! D'abord, aucune grammaire scolaire ne la mentionne telle quelle. Ensuite, elle sème la confusion dans les esprits, a fortiori les plus jeunes, car elle s'applique uniquement à l'écrit alors qu'à l'oral on pourrait énoncer la règle contraire. Mais qu'est-ce qu'une telle règle veut dire au juste? Elle essaie tout simplement de préciser l'antécédent de ce pronom. Mais en réalité, il n'y en a pas parce que *ON* ne remplace rien du tout, je veux dire aucune suite de mots. Ce pronom personnel est d'ailleurs du même type que *TU* et *JE* (et leur homologue pluriel, naturellement) qui ne remplacent rien eux non plus. Ce sont des mots qui désignent un être ou un objet quelconques, un point c'est tout. De la même manière qu'un nom propre.

Ce que cette règle tente de dire, c'est que les personnes dont on parle peuvent être n'importe lesquelles sauf celui qui parle. Elle ne concerne en fin de compte que le *référent* de *ON*. Celui-ci a donc un sens analogue à «quelqu'un en général» ce qui en fait un pronom personnel *indéfini* ou mieux, *indéterminé*, dont l'emploi caractérise bien plus le texte que la parole. Ce *ON*-là est systématiquement utilisé dans les écrits formulés sur le monde impersonnel. C'est pourquoi il est si fréquent dans le français public: texte de loi, littérature officielle, procès-verbal, rapports de toutes sortes, etc. Il demeure le fidèle sujet des verbes d'opinion comme par exemple: «On s'accorde à dire que...», «On attribue à...», «..., estime-t-on en haut lieu....», «On s'attend à ce que...», etc.

Mais il est une majorité d'emplois pour lesquels le *ON inclut* tout au contraire la personne qui parle. Or c'est davantage le parler, l'oral familier, qui en fait une énorme consommation. Lorsque vous dites: «Nous autres, on l'a, l'affaire», vous viendrait-il à l'idée que vous vous excluez de *NOUS AUTRES*? La preuve que la règle «*ON* inclut la personne qui parle» existe, c'est que vous pouvez facilement dire: «Moi et mes copains, on l'a, l'affaire.» Dans ce *ON* il y a *MOI*. Ce pronom personnel, bien que frère jumeau de l'autre, peut être qualifié de «collectif» parce qu'il réfère à un groupe de personnes existant réellement puisque vous en faites partie. Il caractérise donc la grammaire de l'oral et c'est la raison pour laquelle une certaine publicité s'en empare massivement, souvent sans discernement. □

Simone Piuze

À SAINT-FÉLICIEN

VÉRITABLE LABORATOIRE NATUREL

Le jardin zoologique de l'an 2000

Le projet est grandiose. Il émeut, enthousiaste, suscite mille et une interrogations, inquiète même, tant ses buts sont nobles, les coûts exorbitants (trois millions de dollars) et les moyens pour y arriver... humains, relevant surtout des fonds gouvernementaux et de la générosité du public!

LE JARDIN ZOOLOGIQUE DE L'AN 2 000, situé à Saint-Félicien, sera le lieu de rendez-vous mondial pour l'observation des biocénoses et l'étude des écosystèmes. La science, l'éducation et la culture bénéficieront des nombreuses recherches qui y seront faites et les échanges multi-disciplinaires en assureront une efficacité maximale. Ses concepteurs espèrent que la réalisation de ce projet apportera à l'homme la conscience des valeurs dont il jouit et de son devoir exclusif de connaître, comprendre, aimer et protéger son milieu de vie.

«Combien de temps demeurerons-nous inactifs face à la détérioration progressive de notre environnement naturel?» dit Alfred Hamel, président de la fondation de l'Université de la nature à Saint-Félicien créée afin de recueilir les fonds nécessaires à la réalisation du Jardin zoologique de l'an 2000 et de sensibiliser l'homme à sa responsabilité face à l'environnement et à la protection de la nature sous toutes ses formes.

«Nous avons la responsabilité de garantir ce patrimoine aux générations futures, continue-t-il. Je crois que la conservation de la nature devient une fonction permanente de la culture et doit déboucher sur l'action, car il s'agit là d'un bien irremplaçable. L'originalité du concept de notre projet se retrouve dans l'approche éducative de la conservation de la faune et de la flore dans leur milieu d'épanouissement naturel réalisée grâce à la création d'un «univers-nature» d'une superficie de 1364 hectares, à l'intérieur duquel sera construite la première composante de l'éventuel réseau québécois des «Universités de la nature.»

C'est par téléphérique que les visiteurs atteindront le Centre de l'Université de la nature qui se composera d'un «château», d'un pavillon pédagogique et d'un centre d'accueil communautaire. Ce centre sera relié par des trottoirs surélevés que les groupes de visiteurs emprunteront en compagnie de guides compétents pour se rendre aux différents milieux de vie naturels appelés biotopes.

Le Jardin zoologique de l'an 2000 sera, lui, une sorte de prolongation, de super-développement de l'actuel jardin zoologique de Saint-Félicien. Qui ne connaît pas cet extraordinaire Parc des sentiers de la nature situé en plein coeur du Québec dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau?

À mi-chemin entre les zones industrielles à forte densité de population et l'immensité de la forêt nordique, Saint-Félicien jouit du privilège de l'harmonie entre l'homme et son environnement. La rivière Ashapmouchouan, qui traverse la ville, fait l'orgueil des résidents de l'endroit, tandis que les services routiers et aériens, le potentiel économique et les ressources humaines contribuent à l'essor croissant de son développement. J'ai été surprise d'apprendre qu'une renardière désaffectée aux abords de Saint-Félicien fut à l'origine du Parc des sentiers de la nature! C'est, en effet, à partir de cette renardière qu'une groupe de bénévoles amé-

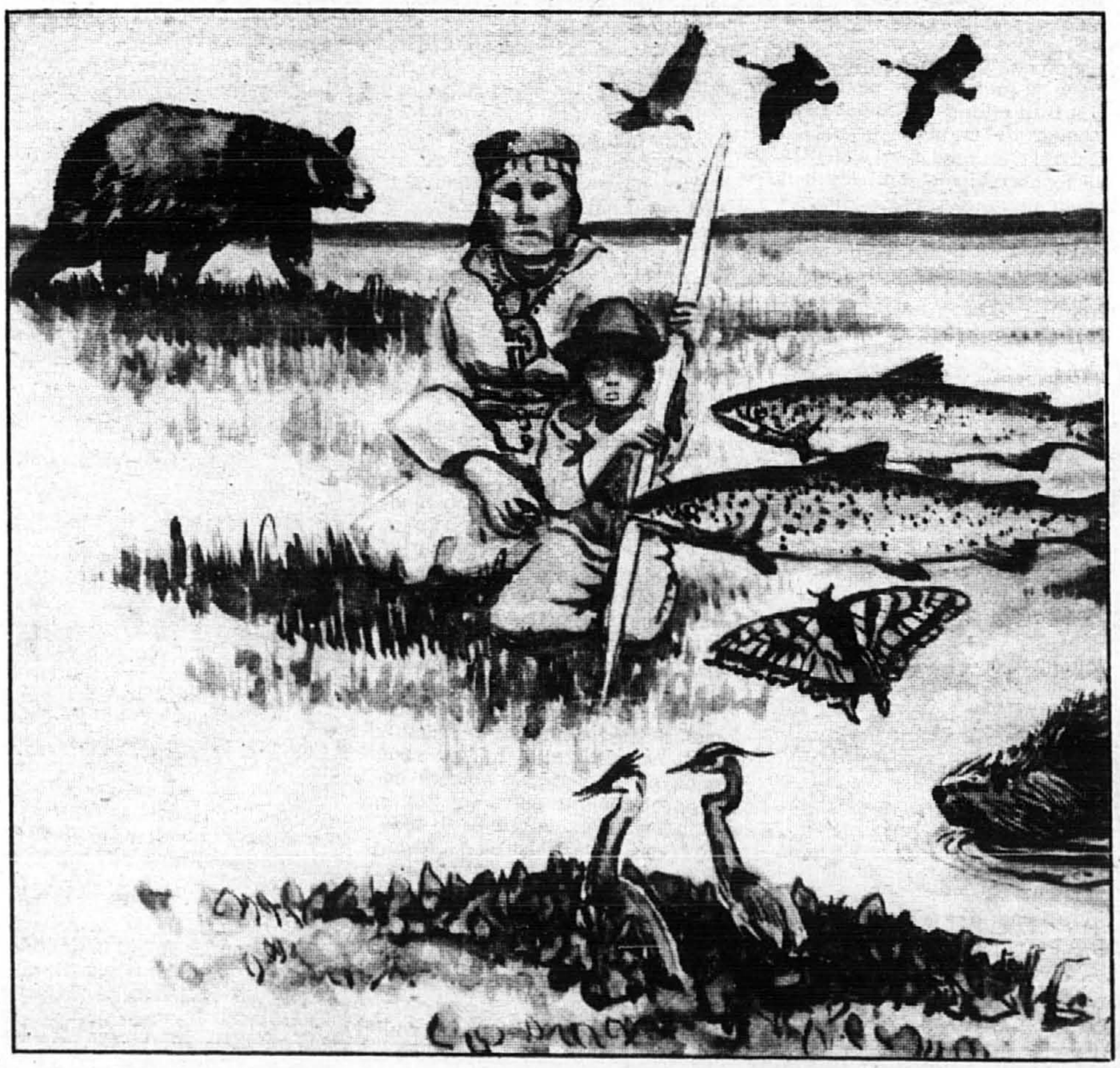
nagea en 1960 les premiers éléments d'un jardin zoologique; quelques mois plus tard, la Société zoologique de Saint-Félicien, corporation sans but lucratif, était légalement constituée. Aménagement du jardin zoologique sur l'Île-aux-Bernard et, en 1968, ouverture de ce zoo traditionnel à des horizons nouveaux — pour la joie des amateurs de nature — avec la création d'un parc immense permettant, pour la première fois au Canada, d'observer les animaux dans leur milieu naturel!

Dans cette enceinte d'une superficie de 800 acres, cohabitent plusieurs espèces d'animaux d'Amérique du Nord. Ici, point d'animaux aliénés assis ou tournant en rond derrière des barreaux, comme c'est le cas dans la plupart des zoos, mais d'heureuses bêtes vivant en toute liberté dans leur aire environnementale, jetant parfois un regard distrait aux visiteurs assis dans les «balades» et qui prennent bien garde de ne pas leur jeter de la nourriture à tort et à travers... J'ai vu des bisons heureux au Parc des sentiers de la nature, s'ébattant dans la prairie verdoyante, et j'ai entendu des commentaires pertinents de la part d'un guide. J'ai alors compris que la réflexion culturelle et écologique prenait ici une importance primordiale.

Ghislain Tremblay, directeur du Jardin zoologique de Saint-Félicien est conscient que le vent de l'écologie souffle de plus en plus fort sur notre génération. Avec lui, les administrateurs de la Société zoologique de Saint-Félicien sont fiers de contribuer à la réalisation du Jardin zoologique de l'an 2000. Ils croient fortement que la Fondation de l'Université de la nature saura atteindre ses buts et que, d'ici quelques années, les nombreux visiteurs de ce véritable laboratoire naturel prendront conscience de l'importance de la préservation de la qualité de l'écosystème.

Ce sera toute une aventure que de le visiter, ce Jardin zoologique de l'an 2000! Quatre moyens de transport seront disponibles: on pourra, par exemple, visiter à pied le Jardin zoologique traditionnel transformé, se laisser conduire par une balade dans le Parc des sentiers de la nature, puis emprunter le téléphérique (eh oui!) qui mènera au Centre de l'Université de la nature. Construit sur un esker naturel (amoncellement de sable et de gravier provenant de l'époque quaternaire) de quelque 70000 mètres carrés, cet «Univers-Nature» comprendra un château construit en bois rond et dont les tours symbolisent les premiers postes de traite établis sur le Domaine du Roy au début du 17e siècle. À l'intérieur du château, on pourra se faire raconter le temps des glaciers, celui des légendes, de l'écorce et des fourrures, des premiers habitants, le temps de la hache et du godendart, celui de l'éveil écologique et des années 2000. Tout près du château, les modules éducatifs du pavillon pédagogique de l'Université de la nature permettront aux visiteurs d'accroître leurs connaissances sur les milieux de vie dans lesquels s'épanouissent les animaux et les plantes en étroite harmonie, tandis que le centre communautaire offrira conférences, discussions et... vaste restaurant.

Parmi les objectifs de la Fondation de l'Université de la nature, la recherche en vue d'améliorer les chances d'acclimatation de la faune et de la flore dans leur environnement, la mise en place d'un centre d'accueil pour animaux sauvages, blessés ou abandonnés, la mise au point de techniques de reproduction permettant à la Société zoologique de Saint-Félicien de sauvegarder les espèces rares ou en voie de disparition et le soutien et l'encouragement de l'éclosion de projets éducatifs provenant d'individus et de groupes désireux de s'impliquer dans la conservation, de la nature me paraissent des plus louables.

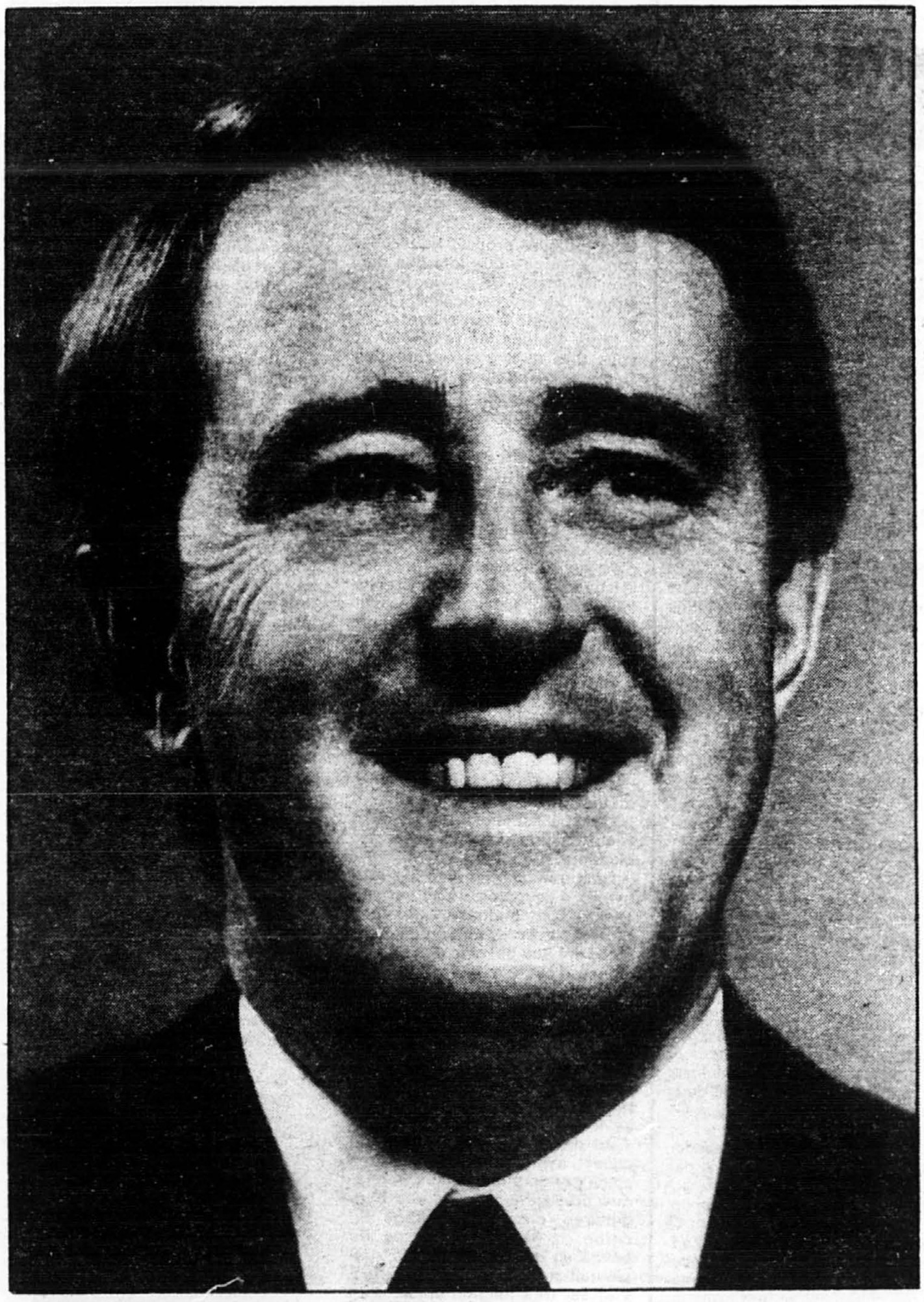


Souhaitez-vous collaborer à l'établissement du Jardin zoologique de l'an 2000? Envoyez vos dons à:

FONDATION DE
L'UNIVERSITÉ DE
LA NATURE À SAINT-FÉLICIEN
930, rue Jacques-Cartier est,
Local D-405
Chicoutimi, Qué. G7H 2B1.
Pour en savoir plus:
Jean-Claude Larouche:
(418) 545-5820. □

PHOTOGRAPHIER

Antoine Desilets



La tête de l'emploi...

Les photos qu'on voit partout ont aussi une histoire, saviez-vous ça? Quoi? Vous voulez des preuves? Qu'à cela ne tienne! Prenez, au hasard, et pourquoi pas, la photo que je vous présente aujourd'hui! Reportez-vous vers sept heures d'un bon soir d'il y a un an et demi, dans mon salon où je regarde la fin d'une vue plate à la télé tandis que Jeanine fignole son 450e bord de pantlon. Quiétude toute banlieusarde que la sonnerie du téléphone, comme d'habitude, ne tarde pas à faire voler en éclats. «Le prends-ti Jeanine?» que je gromelle. «Oui, minute... Toine, c'est pour toi!»

Je me traîne jusqu'à l'appareil. «C'est Roger!» que dit la voix dans l'affaire noir. «Lequel?» que je réponds du tac au tac. «Nantel, finfinau!» que ça reprend, un peu vexé. «Aaaah! Roger! Comé va?» Et sur ce ton nous échangeons un paquet de niaiseries sur nos santés mentale et physique respectives ainsi que sur celles de nos épouses. Mais v'là t'y pas qu'il me demande comme ça, à brûle-pourpoint: «Qu'est-ce que tu dirais de faire la photo officielle du prochain premier ministre du Canada?»

S'il pensait me boucher, il en a été pour ses frais car je lui ai calmement répliqué: «Hé ben mon vieux, j'ai plutôt hâte d'entendre son nom!» La voix tremblante, il me grogne: «Brian Mulroney stupide! Tu le savais pas?» On se parle tout le temps de même, nous autres. C'est pour ça qu'on se comprend bien! «Ce serait t'y que tu t'occuperais de son image?» que je lui susurre dans l'écouteur. «Nnoui, mais pour que ça marche, j'ai besoin que tu mettes ton oeil journalistique dans ton Kodak de super-reporter!» Après un «char» de fleurs pareil, un gars peux-tu dire non? «C'est pour quand?» que j'interroge. «Hier, ou plus vite si tu peux!»

Sont ben tous pareils, bordel, que j'ai pensé tout bas. Le lendemain matin, comme convenu, je me présente au Ritz et frappe juste à l'heure prévue à la porte marquée «007».

«Come in, its open! Ah, bonjour M. Desilets! Je suis à toi dans 2 minutes!» Il a fallu une heure pour réussir à faire ce qui aurait normalement demandé quinze minutes car j'ai dû glisser mes séances de pose entre les 38 coups de téléphone qu'il a donnés et reçus à et de tout le continent. Mila «la belle» me regardait opérer et me faisait la conversation dans les temps creux. J'ai «brûlé» 2 rouleaux de 36 poses de Kodak Plus-X 800 ASA à travers l'objectif 135 mm de mon Nikon monté sur trépied et à la lueur d'une lampe 500 watts.

«Voilà! Allez, au revoir! Et bonne chance à la chefferie! Vous aurez les contacts cet après-midi!» À sept heures (encore!) du même soir, le téléphone re-sonne. «On l'a, la binette! lance Roger tout excité. Planche 2, cliché 10-10-A. Tu me fais un 8 X 10 et je te dis où crayonner!» (Ce point ne vous concerne paa! Rayez-le immédiatement du journal!) Son «poulain» fut élu à la chefferie, puis dans son comté «out east» et pour finir il a entraîné les conservateurs à la victoire. Voici donc, si vous l'avez pas vu, le portrait officiel de ce petit gars de Baie Comeau qui va trouver une job à tout le monde et même à mon fils à moi qui est bien tanné d'avoir de la misère! Bonne égalité des chances à tous! □

PROMOTION SPÉCIALE
pour notre numéro de septembre-octobre 1984

Profitez aussi de notre
SPÉCIAL ABONNEMENT
JUSQU'À 60% d'économie sur le prix en kiosque.
(Voir détails dans Photo Sélection)

1 95 $

PHOTO SELECTION
EN VENTE PARTOUT

Dans notre édition de septembre-octobre 1984 découvrez:
- La qualité optique: Leitz
- Quel type d'objectif choisir?
- Essai de Konica AA-35
- Les plus belles images de: Ray Chen, Claire Beaugrand-Champagne, France Lafleur et Pierre Kohler

VIEILLIR

Claire Dutrisac

La qualité des soins tient souvent à de menus détails...

Au Pavillon Rosemont de l'hôpital Maisonneuve, on trouve, entre autres services, celui de l'hébergement des personnes âgées. Entendez par là des gens qui, normalement, devraient se retrouver soit dans un centre d'accueil, soit dans un centre hospitalier de soins prolongés. Mais dans ces deux catégories d'établissements, on sait que les places manquent.

Les hôpitaux de soins de courte durée doivent s'accommoder de cette situation, tant bien que mal. Il n'y a pas tellement longtemps, on songeait plutôt à se «débarrasser» de cette clientèle encombrante qui n'entre pas dans le schème de pensée de nos hôpitaux. Mais, comme l'avouait le directeur général de Maisonneuve-Rosemont, M. Claude Desjardins, il devient impossible de croire que l'on pourra réussir, à court terme, à mettre «the right man in the right place», compte tenu du vieillissement de la population.

On peut affirmer que nos hôpitaux ont gardé, à contre-coeur, ce genre de malades que constituent les personnes âgées souffrant d'une ou de plusieurs pathologies, souvent irréversibles. Et auxquelles les médecins ne s'intéressent guère, même encore. Ils commencent seulement à penser que ce sera, demain, une partie importante de leur clientèle, et qu'il leur faudrait bien lorgner vers la gériatrie. La faculté de médecine fait des efforts dans ce sens. Mais avant qu'elle réussisse à changer la mentalité de nos disciples d'Esculape, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts. Je garde espoir quand même.

Les infirmières s'y sont mises beaucoup plus rapidement. C'est tout à leur honneur. (Le mot «infirmières» inclut ici le masculin.) Dans ces unités, très peu ou pas du tout d'animation. On y soignait, tant bien que mal, ces malades qui ne guériraient jamais et dont on ne pouvait attendre ni popularité ni gloire. Au plan du nursing, on a amélioré et on améliore sans cesse les soins aux personnes âgées malades.

Quelques exemples

Ainsi, il y a une quinzaine de jours, en causant avec le directeur du nursing de Maisonneuve-Rosemont, M. Charles Sénéchal, avec la conseillère en évaluation de la qualité des soins, Mme Cécile Rainville et l'infirmière-chef d'une unité d'hébergement à Rosemont, Mme Thérèse Vir, on m'a cité de petits riens qui parfois font bien souffrir et qui peuvent être corrigés.

Les besoins et problèmes des bénéficiaires sont souvent laissés au bon jugement du préposé qui en est responsable. Cette fonction ne relève-t-elle pas de la compétence de l'infirmière? Moi, je répondrais oui à cette question mais en suggérant d'associer très étroitement, dans la mesure du possible, le (ou la) préposé aux solutions qu'il faut trouver.

On me soulignait aussi que les salles à manger sont très peu utilisées par les malades. Ces derniers sont confinés à leur chambre pour leurs repas. N'est-il pas ennuyant de manger seul?

Dans un centre d'accueil que j'ai déjà visité, on groupe dans une même salle, pour les repas, les malades incapables de manger seuls. Une préposée se charge de trois malades. Le premier a ainsi le temps d'avaler sa nourriture avant qu'on lui en remette dans la gorge. Après tout, ce ne sont pas des oies qu'on gave! Ce système me paraît bon s'il ne dégénère pas, comme dans une usine, au point de former une «ligne de production»! Trois malades et une préposée, c'est suffisant pour personnaliser l'opération. Le personnel qui circule tout autour crée une animation apte à donner un peu d'appétit à ces pauvres êtres.

De même, m'a dit Mme Rainville, plusieurs bénéficiaires qui ont des prothèses dentaires ne les portent pas. D'autres en portent qui sont mal ajustées et claquent chaque fois qu'ils mâchent un aliment. Il faut voir à ces détails importants pour une bonne nutrition.

S'il vous est donné de visiter un centre de soins prolongés, pour aller voir un parent, un ami, essayez de voir la longueur des ongles des doigts de pieds... Voilà un de ces petits riens agaçants pour le patient.

Plusieurs de ces personnes âgées, plus ou moins malades, répugnent à se laver, à s'habiller. C'est un effort devant lequel elles reculent. Elles préfèrent passer la journée en pyjama ou en «jaquette» d'hôpital. Leur moral s'en ressent.

À Rosemont, on s'efforce d'éliminer les sondes, à l'exception de quelques cas particuliers. On essaie de faire bouger les malades le plus souvent possible dans la journée. Je sais des endroits (une correspondante s'en est plainte, récemment) où l'on attache le ou la malade toute la journée, exception faite d'une sieste après-dîner, à sa chaise gériatrique. Et la nuit, on l'attache dans son lit. Les animaux domestiques sont mieux traités!...

On pourrait allonger la liste de toutes ces lacunes qui existent non pas seulement dans des établissements de mauvaise réputation mais qu'on peut rencontrer également là où un nom est généralement reconnu comme une garantie de soins de qualité.

La qualité des soins

La qualité des soins n'est jamais acquise une fois pour toutes. Certes, un système bien conçu, certaines routines ou un matériel ad hoc constituent une grande aide. Mais le personnel est humain; il faut compter avec un relâchement parfois imprévisible ou imperceptible à un oeil distrait. Une surveillance constante qui se fait avec un sens de l'humain très aigu est requise. Sens de l'humain pour le malade comme pour l'employé.

Il faut souligner qu'on a trop souvent pris un personnel formé pour dispenser des soins de courte durée pour le «plaquer» dans les services d'hébergement sans aucune préparation. Un peu partout, on essaie de remédier à cette situation.

La gérontologie gagne du terrain. Il faut s'en réjouir pour les personnes âgées d'aujourd'hui et pour celles de demain...

———

Renseignez-vous...

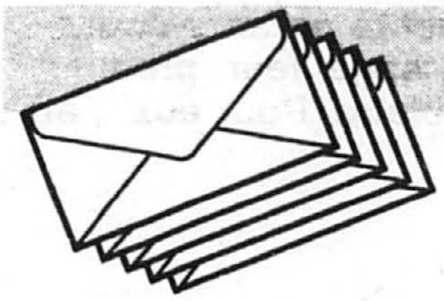
Une entente a été conclue, récemment, entre le Québec et les États-Unis, qui permettra à des milliers de Québécois, et surtout de Québécoises, de percevoir des prestations de nos voisins.

C'est ce qu'a annoncé le ministre Gérald Godin. Qui sont les personnes visées par l'entente? Il peut s'agir de travailleurs ayant passé la frontière pour gagner leur vie et cotisé au régime américan. D'eux-mêmes, s'ils ont l'âge de la retraite ou s'ils sont invalides. Ou encore de leurs veuves.

Déjà, quelque 300 demandes ont été reçues. Ne décidez pas vous-mêmes que vous n'avez aucun droit. Renseignez-vous plutôt en écrivant ou en téléphonant (à frais virés) au secrétariat de l'administration des ententes de sécurité sociale, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 515 ouest, rue Ste-Catherine, Bureau 400, Montréal, Québec H3B 1B4. Tél.: (514) 873-5030.

L'entente a été conclue avec d'autres pays mais le cas des personnes ayant travaillé aux États-Unis (ou en Italie) est le plus fréquent.

Ne laissez pas passer la manne... □



LE COURRIER

On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse - PLUS
44 ouest, rue Saint-Antoine
Montréal, Qué. H2V 1A2

Madame,

Je vous écris pour vous dire que nous avons des félicitations à faire à l'hôpital Saint-Joseph-de-l'Espérance, à Bordeaux.

Notre mère a été hospitalisée pendant sept ans et nous n'avons que des félicitations à faire au personnel qui a toujours bien pris soin d'elle. Nous pouvions arriver en tout temps; elle était toujours propre. Nous pouvons vous dire que lors des derniers moments de sa vie, le personnel, et en particulier l'infirmier, est resté à son chevet.

Nous voulons les remercier et vous dire qu'il y a encore des Centres hospitaliers où le personnel est humain.

Mme Y.L. et Mme J.L.

Mesdames,

C'est toujours avec joie que je publie des lettres comme la vôtre. En effet, l'ensemble de notre personnel hospitalier est efficace, humain très souvent, allant même au-delà de ce qui est exigé de lui. Et c'est ce qui soutient ma foi dans l'Homme. J'ajoute que sans cette foi, nous sommes perdus. Des attitudes, des gestes comme ceux que vous me rapportez nous redonnent confiance. Tout n'est pas perdu!

Mais ne s'agit-il pas plutôt de l'hôpital Saint-Joseph de la Providence, à Bordeaux?

• • •

J'ai reçu une très longue lettre, et fort intéressante, que je ne pourrai publier in extenso. Je m'en excuse auprès de son auteur.

Madame,

Il est très difficile pour les infirmières d'accepter, qu'au nom du «sacro-saint budget», on refuse de remplacer le personnel pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Tout le monde sait qu'aujourd'hui, les infirmières font souvent le travail de deux, à cause du non-remplacement de vacances, de congés de maladie ou autres. Et malgré tout, elles doivent donner aux bénéficiaires toutes leurs forces, leur gentillesse, leur patience, etc.

Je parle en connaissance de cause, ayant été directrice des soins pendant longtemps. À chaque prévision de coupures budgétaires, c'est le pressage de citron, la tentative répétée de coupures en nursing, ou la simple guillotine. Et la lutte, si lutte il y a, est très inégale entre, d'un côté, des médecins à la voix forte, qui brandissent la menace de leur départ s'ils n'obtiennent pas gain de cause, et d'un autre côté, des infirmières salariées, très peu aguerries à ce genre de bataille, qui ne peuvent utiliser les mêmes moyens pour défendre leurs droits.

Au moyen âge, le directeur général venait donner la main au malade admis; ce malade était considéré comme le maître et seigneur, et même le directeur général donnait le premier bain, bain aux huiles précieuses. Les serviettes étaient de tissu de soie venant de Tyr et de Sidon. Loin de moi l'idée de retourner en arrière. Je souhaiterais par contre que les directeurs généraux et les directeurs des finances, souvent parachutés dans les hôpitaux, avec plus ou moins de formation hospitalière, aient les yeux tournés davantage vers le bien-être du bénéficiaire que vers l'édifice Joffre, à Québec.

Ça veut dire quoi pour l'administration, un hôpital, un centre d'accueil? Des déversoirs? Des mourroirs? Est-ce qu'on a conscience de l'étroitesse de l'espace? Des trois repas pris en dedans de sept heures? (gavages d'oies?).

Est-ce que l'hôpital, comme organisation, est pensé en fonction du personnel ou du malade? Exemple: le soir, il faut ramasser les cabarets en vitesse car la vaisselle doit être lavée et le tout terminé pour le départ des employés syndiqués. Souvent, les bénéficiaires demandent qu'on leur laisse au moins leur tasse de thé pour digérer ce qu'ils ont avalé tout rond.

Comment voulez-vous que les infirmières aient le temps de créer un climat de confiance, de dénombrer une attitude d'écoute, d'orienter une entrevue de façon à obtenir une cueillette de données pour établir un plan de soins et une intervention en nursing?

Comment s'occuper à 100 p. cent des besoins biophysiologiques, psycho-sociaux, spirituels, etc. des bénéficiaires? Et nous, à l'administration des soins, nous bûchons sur les infirmières pour que les soins soient parfaits. Tout cela, pour répondre aux exigences du Conseil canadien d'agrément des hôpitaux et à celles de l'OIIQ, en raison de la visite de l'inspection professionnelle de notre Ordre. Et j'en passe...

Micheline

R. En matière de sécurité sociale et de soins de santé, la crise économique a acculé les gouvernements à chercher des moyens de s'en sortir. Il semble n'y en avoir que trois: 1) taxer davantage les contribuabes; 2) imposer un «ticket modérateur»; 3) réduire la qualité des soins. C'est ce dernier chemin qu'on a emprunté, sans le dire. Peut-être qu'avec un peu plus d'imagination, avec la collaboration des syndicats, parviendrait-on à diminuer les coûts sociaux. Les spécialistes pourraient au moins en discuter. Ce qui est le plus choquant dans cette histoire, c'est que les gouvernements continuent à soutenir qu'ils n'ont pas réduit la qualité des soins en compressant les budgets comme ils l'ont fait. Pure hypocrisie! □

Félicitations! Je m'adresse particulièrement à tous ces petits enfants courageux qui ont envisagé leur premier jour dans le système scolaire. Pour eux, j'ai tout un dessert!

CUISINER

Pol Martin

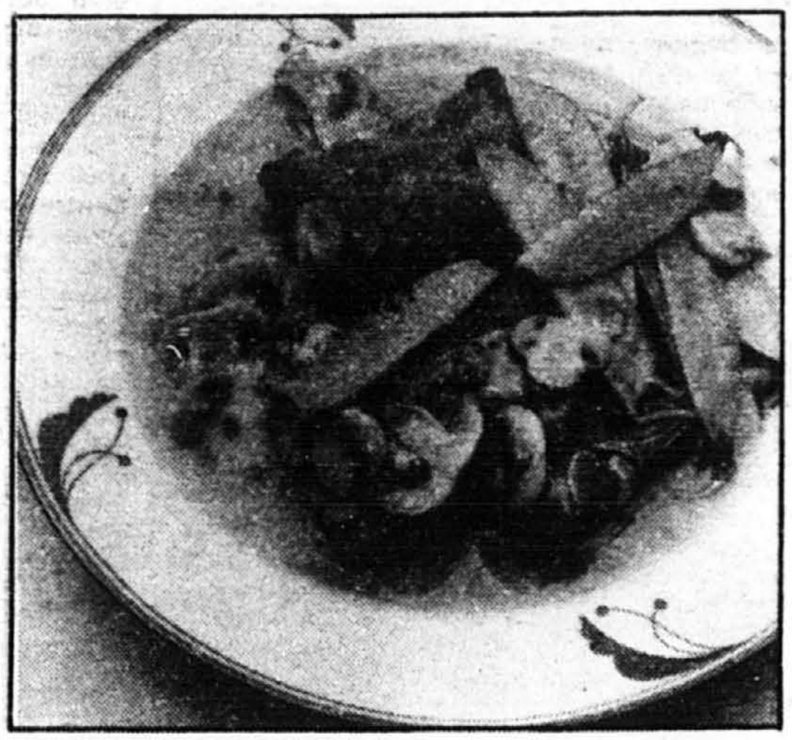
Oeufs farcis, agneau et alaska

1. Oeufs farcis

(pour 4 personnes)

12	oeufs
125 mL	(½ tasse) de mayonnaise
5 mL	(1 c. à thé) de poudre de cari
	paprika
	sel et poivre
	persil haché
	quelques gouttes de jus de citron

1) Mettre les oeufs dans une casserole contenant de l'eau chaude; faire cuire 12 minutes.
2) Retirer la casserole du feu et la placer sous le robinet d'eau froide de 7 à 8 minutes.
3) Écaler et couper les oeufs en deux dans la longueur.
4) Retirer les jaunes délicatement et les mettre dans un tamis. À l'aide du dos d'une cuillère, forcer les jaunes à travers le tamis. (Placer au préalable le tramis sur un bol.)
5) Ajouter la mayonnaise aux jaunes. Ajouter le paprika et la poudre de cari. Saler, poivrer.
6) Arroser le tout de jus de citron. Mélanger le tout.
7) Placer le mélange dans un sac à pâtisserie muni d'une douille étoilée. Farcir les blancs d'oeufs.
8) Parsemer les oeufs farcis de persil haché. Servir.



2. Côtes d'agneau, SAUCE AU POIVRE VERT

(pour 4 personnes)

8	côtes d'agneau
30 mL	(2 c. à soupe) d'huile
114 g	(¼ livre) de champignons frais, émincés
15 mL	(1 c. à soupe) de poivre vert
45 mL	(3 c. à soupe) de crème épaisse à la française
375 mL	(1½ tasse) de bouillon de poulet chaud
15 mL	(1 c. à soupe) de fécule de maïs
30 mL	(2 c. à soupe) d'eau froide
	sel et poivre

Cosses de pois cuits à la vapeur pour la garniture.

1) Dégraisser les côtes d'agneau. Saler, poivrer. Mettre de côté.
2) Faire chauffer 15 mL (1 c. à soupe) d'huile dans une sauteuse. Ajouter les champignons; saler, poivrer et faire cuire 3 à 4 minutes.
3) Ajouter le bouillon de poulet; continuer la cuisson à feu doux de 7 à 8 minutes.
4) Mettre le poivre vert dans un bol. Ajouter la crème. Écrasez le tout avec une cuillère.
5) Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Incorporer le mélange à la sauce; mélanger le tout.
6) Ajouter le mélange de poivre vert; remuer et faire mijoter de 7 à 8 minutes.
7) Verser le reste de l'huile dans une sauteuse; faire chauffer. Ajouter les côtes d'agneau; faire cuire 4 minutes de chaque côté ou selon l'épaisseur. Saler, poivrer.
8) Servir les côtes d'agneau avec la sauce au poivre vert. Garnir de cosses de pois.

3. Alaska polaire

(pour 4 personnes)

Préparation du sirop de fraises:

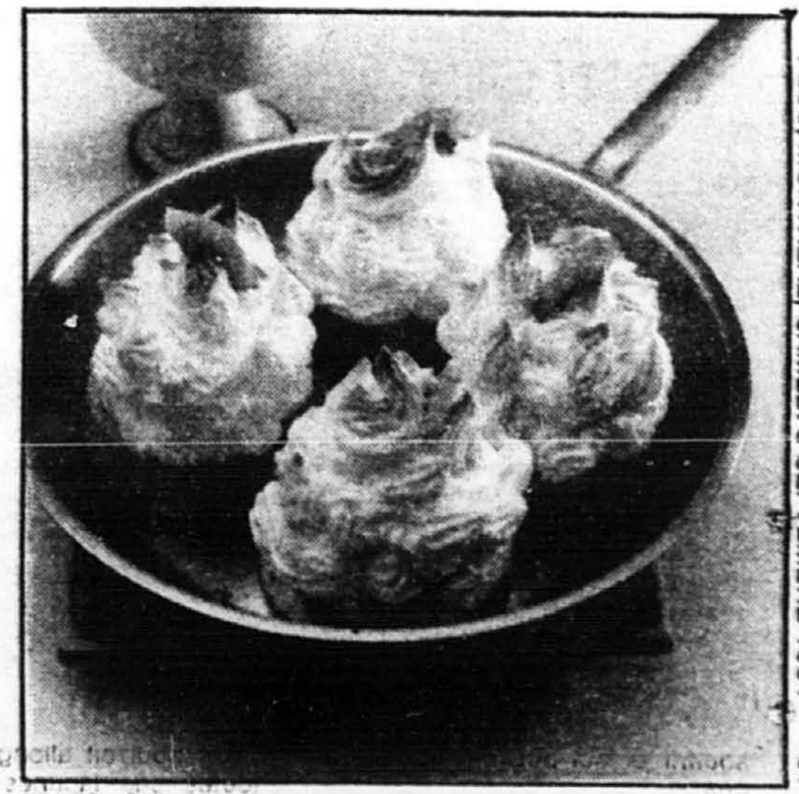
250 mL	(1 tasse) de fraises lavées et équeutées
50 mL	(¼ tasse) de sucre
	jus d'un quart de citron

1) Mettre tous les ingrédients dans une casserole. Amenez à ébullition; faire cuire 5 à 6 minutes.
2) Verser le tout dans un mélangeur et mettre en purée. Laisser refroidir. Servir.

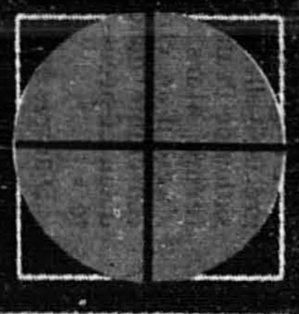
Préparation du dessert:

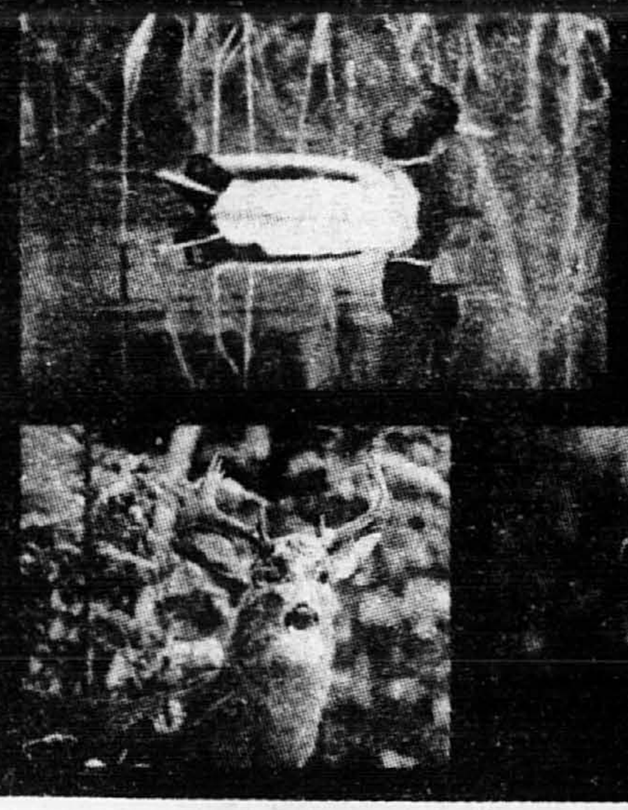
4	petits gâteaux éponges individuels (de commerce)
4	boules de crème glacée aux fraises
6	blancs d'oeufs à la température de la pièce
90 mL	(6 c. à soupe) de sirop aux fraises
175 mL	(¾ tasse) de sucre

Préchauffer le four à gril (broil)
1) Placer les petits gâteaux dans un plat allant au four. Verser du sirop de fraises dans chaque petit gâteau.
2) Recouvrir le tout d'une boule de crème glacée. Réfrigérer.
3) Mettre les blancs d'oeufs dans un bol et les battre avec un batteur électrique jusqu'à ce qu'ils forment des piques.
4) Ajouter le sucre; continuer à battre pendant 2 minutes.
5) Mettre la meringue dans un sac à pâtisserie muni d'une douille étoilée. Recouvrir la crème glacée de meringue.
6) Faire cuire au four à gril (broil) pendant 3 minutes. Servir.



Le guide Jean Pagé de la CHASSE au Québec





«LE GUIDE DE JEAN PAGÉ DE LA CHASSE AU QUÉBEC»

est agrémenté de nombreuses photos et dessins qui sauront sûrement plaire à l'amateur de chasse.

Vient de paraître aux Éditions La Presse

EN VENTE PARTOUT

Chroniqueur de chasse et de pêche bien connu des amateurs québécois, Jean Pagé collabore depuis nombre d'années à la plupart des revues et émissions traitant de plein air. Sa connaissance des ressources de chasse et de pêche au Québec en fait l'un des plus grands experts dans le domaine.

Cet ouvrage contient tout sur:

- **le gibier que l'on trouve au Québec;**
- **l'équipement et la technique de chasse;**
- **la chasse à la sauvagine;**
- **la façon de conserver et d'apprêter le gibier;**
- **les sites de chasse.**

EN PLUS!

Nombreux conseils pratiques et renseignements généraux

384 PAGES ILLUSTRÉES

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace **285-6984**

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h. Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE 683

Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «LE GUIDE JEAN PAGÉ DE LA CHASSE AU QUÉBEC», au prix de 14,95$ chacun, plus 1$ de frais de poste et manutention.

( ) Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir ( ) exemplaire(s) de «LE GUIDE JEAN PAGÉ DE LA CHASSE AU QUÉBEC», au prix de 11,95$ l'exemplaire, plus 1$ de frais de poste et manutention.

Nº d'abonné(e).....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD Nº.....

VISA Nº.....

À retourner aux: *EN VENTE PARTOUT*

Éditions La Presse, 7, rue Saint-Jacques
Montréal (Québec) H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TÉL.....

TOTAL ci-joint.....$ (Plus 1$ pour frais de poste et manutention)